

Rapport financier semestriel

2026



LA POSTE
GROUPE

1

Rapport semestriel d'activité

Page 3

2

États financiers consolidés résumés

Page 42

3

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Page 97

4

Attestation de la personne responsable

Page 101



7

Rapport semestriel d'activité

Examen de la situation financière et des résultats

SOMMAIRE

1.	FAITS MARQUANTS	6
1.1	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	6
1.2	ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE.....	7
1.3	DEVELOPPEMENTS, PARTENARIATS, ACQUISITIONS ET CESSIONS	10
1.4	PERFORMANCE RESPONSABLE	12
2.	INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE	13
2.1	PROPOS INTRODUCTIF	13
2.2	DEFINITIONS DES IAP.....	13
3.	SYNTHESE DES RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE LA POSTE	15
3.1	PRODUITS OPERATIONNELS	16
3.2	RESULTAT D'EXPLOITATION	17
3.3	RESULTAT NET PART DU GROUPE.....	18
3.4	VARIATION DE LA DETTE NETTE	18
4.	RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE	18
4.1	SYNTHESE DES RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE.....	18
4.2	SERVICES-COURRIER-COLIS.....	19
4.3	GEOPOST.....	21
4.4	GRAND PUBLIC ET NUMERIQUE	22
4.5	LA BANQUE POSTALE	24
4.6	AUTRES SECTEURS	28
5.	AUTRES AGREGATS-CLES DU COMPTE DE RESULTAT	30
5.1	RESULTAT FINANCIER	30
5.2	RESULTAT NET PART DU GROUPE.....	31
6.	ENDETTEMENT ET SOLIDITE FINANCIERE	32
6.1	FREE CASH-FLOW	33
6.2	VARIATION DE LA DETTE NETTE	35
6.3	VARIATION DE LA TRESORERIE.....	37
6.4	DETTE BRUTE	38
6.5	DETTE NETTE	38
6.6	CAPITAUX PROPRES ET STRUCTURE FINANCIERE.....	39
6.7	NOTATION FINANCIERE	40

7.	FACTEURS DE RISQUE.....	40
8.	PERSPECTIVES ET EVENEMENTS POST CLOTURE	40
8.1	PERSPECTIVES	40
8.2	EVENEMENTS POST-CLOTURE.....	41

NB 1 : Les données financières figurant dans ce document sont issues des comptes consolidés du Groupe établis selon les normes IFRS.

NB 2 : Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à de légers écarts dans les totaux ou les variations.

1. Faits marquants

1.1 Environnement économique et financier

Le Groupe a été exposé à un environnement macroéconomique et financier affectant l'ensemble de ses métiers.

Le premier semestre 2026 a été marqué par un choc géopolitique majeur : l'intervention américaine en Iran et le blocage du détroit d'Ormuz, qui ont perturbé les exportations mondiales d'hydrocarbures et d'agrochimiques, réduites d'environ 10 %. Le prix du Brent a évolué en phase avec le conflit et est passé de 65 dollars fin 2025 à un pic proche de 120 dollars, avant de refluer vers 72 dollars après la réouverture partielle du détroit. Les prix du gaz ont également augmenté, mais avec un impact moindre qu'en 2022 en Europe. Ce choc d'offre a alimenté l'inflation mondiale, et a pesé sur la croissance. Début juillet, la reprise des bombardements a entraîné de nouvelles tensions sur le prix des hydrocarbures.

En Europe, la dynamique de croissance était déjà faible avant le choc. Au premier trimestre 2026, le PIB de la zone euro a régressé (-0,2 % mais +0,2 % hors effet du PIB irlandais), avec des performances contrastées : Allemagne et Italie à +0,3 %, Espagne à +0,6 %. Le PIB français s'est inscrit en baisse (-0,1 %), pénalisé par la faiblesse de la consommation et de l'investissement. Les revenus disponibles réels ont stagné, le taux d'épargne a atteint 17,9 % et le marché immobilier est resté dégradé, avec des ventes de logements neufs en baisse de 14,3 % sur un an. L'emploi a été quasi stable et le taux de marge des sociétés non financières a reculé à 31,7 % (32,5 % au premier trimestre), sous l'effet de la hausse des coûts énergétiques. La production industrielle (+3,2 % sur un an à fin mai) a été soutenue par l'effort de réarmement.

Les finances publiques françaises se sont également détériorées : au premier trimestre, les recettes ont diminué de 4,0 milliards d'euros tandis que les dépenses ont de nouveau augmenté de 2,0 milliards d'euros, portant le besoin de financement des administrations publiques à 5,1 % du PIB. Au deuxième trimestre, le conflit iranien s'est diffusé aux prix : l'inflation a atteint 2,4 % fin mai puis est revenue à 1,8 % fin juin. Le pouvoir d'achat et la consommation sont restés sous pression.

Au Royaume-Uni, le PIB a progressé de 0,6 % au premier trimestre 2026 grâce aux services, mais les indicateurs du deuxième trimestre signalent un ralentissement. La consommation a été fragilisée par la hausse des prix de l'énergie et la faible progression du revenu disponible réel. L'investissement privé est demeuré pénalisé par l'incertitude et des conditions financières restrictives, avec des taux longs proches de 4,9 % à mi-2026.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 2,1 % en rythme annualisé au premier trimestre 2026. La consommation est restée faible. Au deuxième trimestre, l'inflation est remontée à 4,2 % en mai, tirée par l'énergie, ce qui a pesé sur le pouvoir d'achat, avant de revenir à 3,5 % fin juin. La consommation ne s'est maintenue que grâce à la baisse du taux d'épargne, tandis que les créations d'emploi ont certes rebondi (environ 330 000 créations au deuxième trimestre) mais sur des niveaux très inférieurs aux moyennes historiques.

En Chine, la croissance s'est maintenue à 4,7 % au premier semestre mais la demande intérieure a nettement ralenti : les ventes au détail ont stagné puis reculé, l'investissement en actifs fixes s'est contracté et la crise immobilière s'est poursuivie, pesant sur l'emploi et la richesse des ménages. La production industrielle a ralenti, mais les secteurs tournés vers l'exportation sont restés dynamiques, renforçant un excédent commercial déjà élevé.

Au Brésil, pays producteur de pétrole, l'impact énergétique a été plus contenu, mais la trajectoire monétaire est devenue incertaine. L'inflation est repartie à la hausse, à 4,6 % en juin 2026, au-dessus de la cible de la Banque centrale. L'assouplissement monétaire est resté prudent et dépendant des données, dans un contexte d'incertitudes externes et internes.

Les marchés financiers ont réagi au regain d'inflation. La BCE a relevé son taux de dépôt à 2,25 % le 11 juin, tandis que les marchés ont révisé les anticipations de taux directeurs américains vers un durcissement monétaire de la Fed. Les taux souverains de long terme sont remontés, en particulier début juillet : au 16 juillet, le taux américain 10 ans a atteint 4,6 %, le Bund 3,2 % et en France l'OAT 10 ans 3,9 %, avec un spread OAT-Bund variant depuis le début de l'année entre 60 et 80 points de base. La parité euro-dollar est restée relativement stable, l'euro se dépréciant modestement autour de 1,14 dollar. Les marchés actions, chahutés par le conflit iranien, ont ensuite rebondi : l'EuroStoxx et le S&P 500 ont gagné environ 9 % depuis le début de l'année, contre +3 % pour le CAC 40 au 16 juillet.

1.2 Environnement réglementaire

1.2.1 Evolution de l'environnement bancaire et assurantiel

Révision du taux d'intérêt du Livret A et Livret d'épargne Populaire

Le ministère de l'Économie et des Finances a annoncé en janvier 2026¹ une nouvelle révision des taux de l'épargne réglementée, conformément aux préconisations du gouverneur de la Banque de France. Ainsi :

- Le taux d'intérêt du Livret A est fixé à 1,5 % à compter du 1^{er} février 2026 (contre 1,7 % entre le 1^{er} août 2025 et le 31 janvier 2026) ;
- Le taux d'intérêt du Livret d'épargne populaire (LEP) est fixé à 2,5 % à compter du 1^{er} février 2026 (contre 2,7 % entre le 1^{er} août 2025 et le 31 janvier 2026).

Révision des taux directeurs de la BCE²

Au premier semestre 2026, la BCE a d'abord maintenu inchangés ses trois taux directeurs lors de plusieurs réunions, avant de procéder, le 11 juin 2026, à une hausse de 25 points de base, dans un contexte d'incertitudes économiques et géopolitiques accrues. Ainsi, depuis le 17 juin 2026, le taux de la facilité de dépôt est porté à 2,25 %, celui des opérations principales de refinancement à 2,40 % et celui de prêt marginal à 2,65 %.

1.2.2 Evolution de la gamme de services d'envois de courrier et de colis

La gamme de services d'envois de courrier et de colis n'a pas connu d'évolution significative depuis l'entrée en vigueur de la Nouvelle Gamme Courrier au 1^{er} janvier 2023.

1.2.3 Evolution des tarifs du courrier et du colis

En 2026, la hausse moyenne des tarifs du courrier relevant du service universel postal égrené affranchi au moyen de timbres-poste s'élève à + 7,44 %. Le tarif de la Lettre verte affranchie au moyen de timbres-poste est fixé à 1,52 euro pour la première tranche de poids. Le tarif de la Lettre Services Plus est fixé à 3,47 euros sur la première tranche de poids, et le tarif de la e-Lettre rouge à 1,60 euro pour le format S (tarif du premier format – small).

La grille tarifaire des offres de courrier en nombre et industriel croît en moyenne de + 6,2 % sur l'ensemble des offres G2, G3 et G4³. Sur la tranche 0-50g, l'offre G2 est positionnée à 1,498 euro, l'offre G3 à 0,799 euro et l'offre G4 à 0,682 euro. Les tarifs du courrier publicitaire augmentent de + 5,5 %.

¹ Arrêté du 28 janvier 2026 relatif aux taux d'intérêt des produits d'épargne réglementée – NOR : ECOT2600687A, applicable au 1^{er} février 2026

² Banque Centrale Européenne

³ Offres de courriers en nombre principalement émis par les entreprises et distribués en J+2 (G2), J+3 (G3) et J+4 (G4)

L'évolution tarifaire de l'offre Colissimo France est limitée à + 4,5 %. Le tarif d'entrée de gamme (Colissimo France de moins de 250g) est fixé à 5,49 euros. Sur les liaisons entre la métropole et les outre-mer, les tarifs du Colissimo Outre-mer baissent de 5 % afin de tenir compte de la baisse observée des coûts du fret (hormis les tarifs entre départements d'Outre-mer de proximité qui évolueront de + 4,1 % par rapport à 2025).

1.2.4 Evolution de l'offre de la presse

L'offre de services proposée dans le cadre de la mission de service public de transport et de distribution de la presse n'a pas connu d'évolution significative depuis l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2023, du protocole d'accord relatif à la réforme du transport de la presse signé le 14 février 2022 entre l'État, les organisations représentatives des familles de presse, La Poste et l'Arcep.

1.2.5 Evolution tarifaire de la presse

Pour l'année 2026, et conformément à la décision gouvernementale ⁴, La Poste a appliqué une revalorisation de + 7 % des tarifs des prestations de transport et de distribution de la presse assurées dans le cadre de la mission de service public de La Poste pour toutes les familles de presse titulaires d'un certificat d'inscription à la Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse (CPPAP).

1.2.6 Le contrat d'entreprise 2023-2027

Les engagements de La Poste et de l'État (dont les montants des compensations publiques) sont définis dans un contrat d'entreprise pluriannuel.

Ce contrat est structuré autour de trois objectifs : entériner la consolidation significative des missions de service public ; acter une méthode et un calendrier pour évaluer et si besoin envisager des évolutions des missions de service public afin qu'elles continuent de répondre aux besoins des citoyens ; exposer les contributions que La Poste peut apporter au déploiement des politiques publiques majeures autour de quatre thématiques (autonomie à domicile, mobilité, confiance numérique et cohésion territoriale).

Les principales dispositions de ce contrat d'entreprise sont les suivantes :

Service universel postal

La Poste met en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2023 la nouvelle gamme courrier du service universel postal. Elle réalise un haut niveau de qualité de service conformément aux objectifs fixés par arrêté ministériel. L'Etat compense une partie du coût net de cette mission, au travers d'une dotation annuelle de 520 millions d'euros⁵, modulée en fonction de la qualité de service de la Lettre verte en J+3.

Taux de Lettres vertes distribuées en J+3	< 94,5 %	≥94,5 % et < 95,5 %	≥ 95,5 %
Compensation publique versée à La Poste	500 M€	510 M€	520 M€

Au titre de 2025, la loi de finances pour 2026 a fixé la compensation à 450 millions d'euros alors que la qualité de service réalisé justifie une compensation de 500 millions d'euros.

⁴ Arrêté du 23 décembre 2025 homologuant les tarifs des prestations offertes à la presse au titre du service public du transport et de la distribution de la presse pour 2026.

⁵ Cette aide a été déclarée compatible avec le marché intérieur par la Commission européenne dans sa décision du 7 décembre 2023 : Aide d'Etat SA 100746 (2023/N).

Transport et distribution de la presse

L'Etat et La Poste ont mis en œuvre dès le 1^{er} janvier 2023 le protocole du 14 février 2022 réformant le régime des aides à la presse, à la suite de la décision de compatibilité de la Commission européenne du 5 décembre 2022⁶.

La Poste réalise un haut niveau de qualité de service. Elle participe au comité de suivi de l'Observatoire de la qualité de la distribution de la presse abonnée constitué par l'Arcep.

L'Etat compense une partie du coût net de la mission de transport et distribution de la presse. En 2026, cette compensation s'élève à 24,2 millions d'euros (vs 32,2 millions prévus au contrat d'entreprise).

L'Etat a souhaité donner mandat à La Poste, qui l'a accepté, d'assurer le paiement, en son nom et pour son compte, de l'aide à l'exemplaire pour les titres de presse postés versée aux éditeurs. A cette fin, l'Etat met préalablement à disposition de La Poste les sommes nécessaires correspondantes.

La clause de rendez-vous en 2024 prévue par le Protocole a permis d'établir un bilan de sa mise en œuvre. La non-réalisation de certaines hypothèses clés qui avaient fondé l'accord ont empêché l'amélioration prévue du compte de la mission.

L'autorité ministérielle a homologué pour 2026 une hausse des tarifs de + 7 % (cf. supra).

Aménagement du territoire

L'Etat et La Poste confirment leur engagement pour l'exercice de cette mission, dans des conditions qui s'adaptent, en concertation avec les élus, aux usages des citoyens.

La mutualisation des offres de services au sein des points de contact postaux est recherchée.

Le contrat d'entreprise signé avec l'Etat prévoit que La Poste perçoit une compensation annuelle maximale de 177 millions d'euros. Cette compensation est financée, à hauteur de 174 millions d'euros maximum par an, par des abattements prévus par la loi sur les bases de taxes locales dues par La Poste, par une dotation budgétaire et, en tant que de besoin, par tout autre dispositif. Un financement complémentaire de 3 millions d'euros maximum par an peut être mis en œuvre. Il est issu d'un abattement sur les bases de taxes foncières dues au titre des immeubles consacrés aux activités postales et détenus par des filiales de La Poste.

En 2026, la dotation budgétaire votée en loi de finances pour 2026 prévoit 76 millions d'euros. Compte tenu d'un abattement de fiscalité locale prévu à 52 millions d'euros, la compensation versée à La Poste s'établirait donc à 128 millions d'euros.

Accessibilité bancaire

L'accessibilité bancaire appuyée sur le livret A, exercée par La Banque Postale demeure un dispositif essentiel de l'inclusion bancaire.

A cette fin, La Banque Postale assure avec le réseau de La Poste un accompagnement humain d'accueil et de conseil pour la réalisation gratuite de toutes les opérations autorisées sur le livret A.

La contribution publique est assurée par une dotation budgétaire⁷. La compensation annuelle⁸ versée par l'Etat à La Banque Postale est fixée à 252 millions d'euros pour l'année 2026.

⁶ Aide d'État SA.102817 (2022/N).

⁷ Cette disposition figure à l'article L221-6 du COMOFI, modifié par la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023.

⁸ Sa trajectoire pluriannuelle est précisée par l'arrêté du 9 août 2021 qui fixe la rémunération complémentaire de La Banque Postale au titre des obligations qui lui incombent en matière de distribution et de fonctionnement du Livret A.

L'évaluation des missions de service public

L'Etat et La Poste s'engagent à mener une évaluation des missions de service public à la lumière de leur utilité sociale, de leurs coûts, de leurs modalités d'exercice et de leurs instruments de mesure. Comme prévu au contrat d'entreprise, l'Etat et La Poste ont réalisé en 2024 et 2025 un bilan d'étape de ces missions et de leurs conditions d'exercice.

L'avenant au contrat d'entreprise

Le 29 mai 2026, l'Etat et La Poste ont signé un avenant au contrat d'entreprise, prenant effet au 1^{er} janvier 2026. Cet avenant a pour objet, en vue de la notification des aides d'Etat correspondantes à la Commission européenne, de renouveler le mandat donné à La Poste pour opérer les missions de service public (service universel postal, distribution de la presse et d'aménagement du territoire). Il spécifie également les clauses de revoyure durant cette période, pouvant aboutir à un nouvel avenant ou à un nouveau contrat, notamment en cas d'adaptation ou de modification des missions de service public.

Le nouveau plan stratégique conforte l'utilité des missions de service public opérées par La Poste

Le 1^{er} juillet 2026, le Groupe La Poste a présenté son nouveau plan stratégique « Réussir Ensemble - Ambitions 2031 ». Ce plan définit quatre priorités pour l'entreprise à horizon cinq ans : accélérer la conquête commerciale en s'appuyant sur son capital confiance ; délivrer une performance utile de manière à gagner en efficacité et en compétitivité ; faire de son engagement citoyen et environnemental un avantage compétitif durable ; réussir sa transformation avec et pour ses collaborateurs.

La seconde priorité s'appliquera en particulier aux missions de service public opérées par La Poste. Structurantes et différenciantes pour le groupe, ces missions sont réaffirmées comme ensemble unique par leur ambition, leur diversité et leur complémentarité. Le plan stratégique promeut ainsi une logique de service postal utile à la population, tout en sécurisant sa viabilité financière. La Poste poursuivra la maîtrise des coûts des missions. Elle recherchera la transformation de son réseau de bureaux de poste dans une logique de mutualisation avec les partenaires (services publics, commerçants) au service d'une meilleure accessibilité pour les clients et en lien avec les élus territoriaux.

1.3 Développements, partenariats, acquisitions et cessions

1.3.1 Le Groupe La Poste

Le Groupe La Poste a présenté le 30 juin 2026 au Conseil d'Administration un nouveau Plan Stratégique « Réussir ensemble - Ambitions 2031 » avec lequel le Groupe entend renforcer sa croissance, sa compétitivité et son utilité en s'appuyant sur ses actifs, son capital confiance et son modèle social attentif.

1.3.2 Services-Courrier-Colis

1.3.2.1 Cession de Mediaposte Espagne

En mai 2026, La Poste a cédé Mediaposte Espagne. Cette opération illustre l'évolution du marché vers des modèles plus agiles et plus spécialisés. En 2025, le chiffre d'affaires de cette activité s'élevait à 21 millions d'euros.

1.3.3 Geopost

1.3.3.1 Expansion du réseau de consignes en Europe

Geopost a poursuivi le déploiement de ses solutions de livraison hors domicile, portée par une demande en forte progression. A fin juin 2026, Geopost a franchi le seuil des 166 000 points Pickup,

dont 60 000 consignes. Le réseau de consignes est particulièrement dense en Pologne (13 000), République tchèque (11 000) et France (7 500).

1.3.3.2 *Investissements industriels*

En mai 2026, Jadlog, filiale de Geopost au Brésil, a inauguré un nouveau hub logistique à São Paulo représentant un investissement d'environ 17 millions d'euros, le plus important réalisé par l'entreprise depuis 20 ans. D'une surface de 20 000 m², le site compte 87 quais et doit permettre de doubler la capacité de traitement des colis tout en contribuant à une démarche d'optimisation de l'utilisation des ressources et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

1.3.4 Grand Public et Numérique

1.3.4.1 *Cession de Sefas*

En février 2026, Docaposte a finalisé la cession de Sefas et de ses deux filiales (Sefas Inc. et Sefas Ltd). En 2025, le chiffre d'affaires de cette activité s'élevait à 10 millions d'euros.

1.3.4.2 *Création de Docaposte Santé*

En mai 2026, Docaposte a lancé la marque Docaposte Santé, avec l'ambition de devenir le leader souverain du numérique de santé en France. En réunissant ses expertises en data, intelligence artificielle et cybersécurité, le Groupe veut transformer les parcours de soins, simplifier le quotidien des soignants et mieux exploiter la donnée de santé, dans un cadre sécurisé et de confiance.

1.3.5 La Banque Postale

1.3.5.1 *Lancement d'une offre d'assurance vie en partenariat avec Lucya*

En avril 2026, CNP Assurances a poursuivi la diversification de ses canaux de distribution en s'associant à Lucya, acteur indépendant de référence de l'épargne en ligne en France. Les deux partenaires ont lancé Lucya CNP, un contrat d'assurance vie 100 % digital, destiné à répondre aux attentes des épargnants en matière de simplicité, de performance et d'autonomie.

1.3.5.2 *Vers une infrastructure européenne des paiements*

En avril 2026, La Banque Postale a annoncé avoir réalisé avec succès les premières transactions transfrontalières, dans le cadre d'un « proof of concept » reposant sur les solutions de paiement Wero, Bancomat et MB Way. Cette initiative illustre son engagement en faveur de la construction d'une infrastructure européenne souveraine des paiements.

1.3.5.3 *Lancement de l'offre Mon Leasing Auto avec BNP Paribas Mobility*

En avril 2026, La Banque Postale a lancé « Mon Leasing Auto », une nouvelle offre de mobilité automobile destinée à ses clients particuliers, en partenariat avec BNP Paribas Mobility. Cette collaboration a permis de concevoir une solution de leasing automobile sur mesure, afin d'accompagner les clients dans l'évolution des usages, de la propriété à l'usage. L'offre se distingue notamment par le financement de véhicules majoritairement d'occasion, reconditionnés et certifiés, permettant de proposer une solution plus accessible, tout en favorisant une mobilité plus durable.

1.3.5.4 *Partenariat stratégique entre La Banque Postale et Mistral AI pour déployer l'IA*

En mai 2026, La Banque Postale et Mistral AI, acteur de référence de l'intelligence artificielle générative en Europe, ont annoncé la signature d'un partenariat stratégique visant à déployer l'IA au sein de la banque pour allier performance économique et souveraineté. Cette alliance constitue une étape structurante dans la stratégie IA du Groupe et s'inscrit dans une dynamique plus large de renforcement de la souveraineté numérique.

1.3.6 Immobilier

1.3.6.1 *Signature de convention d'exploitation avec Sergic*

En juin 2026, La Poste Immobilier a annoncé la transformation de trois anciens sites postaux situés à Courbevoie, Toulouse et Levallois-Perret en résidences étudiantes, soit 511 logements au total. Cette

opération s'inscrit dans la stratégie de valorisation et de diversification de son patrimoine. L'exploitation de ces futures résidences a été confiée à Sergic, avec une mise en service prévue à l'horizon 2030, afin de répondre à la forte demande en logements étudiants.

1.4 Performance responsable

Le Groupe La Poste porte l'ambition d'être une entreprise durablement rentable et responsable, orientée impact. L'impact et la performance extra-financière sont au cœur du plan stratégique « Réussir ensemble - Ambitions 2031 », avec deux priorités : faire de son engagement citoyen et environnemental un avantage compétitif durable et réussir sa transformation avec et pour ses collaborateurs.

1.4.1 Indicateurs extra-financiers

- Légère augmentation des émissions de GES de +1 %⁹ par rapport au 1^{er} semestre 2025, dans un contexte de progression significative des volumes de colis (+7,4 % par rapport au 1^{er} semestre 2025), ce qui traduit ainsi la poursuite de la réduction de l'intensité émissive pour l'ensemble des activités de transport et logistique. L'évolution des GES au premier semestre est compatible avec la trajectoire certifiée SBTi du Groupe ;
- CNP Assurances poursuit ses avancées en matière d'investissement responsable, avec 1,4 milliard d'euros de nouveaux investissements en faveur de la transition environnementale réalisés au 1^{er} semestre 2026 ;
- Part de l'offre citoyenne dans la production MLT de La Banque Postale¹⁰ à 29,1% ;
- Le Groupe se mobilise au niveau mondial pour la formation et l'employabilité de ses collaborateurs. Le taux d'accès à la formation progresse à 84,0 % (vs 82,6 % à fin juin 2025). Près de 4 700 collaborateurs¹¹ ont bénéficié de parcours de reconversion certifiants depuis 2021, dont plus de 500 au 1^{er} semestre 2026.

1.4.2 Un engagement et un leadership reconnus

- Le 15 janvier, le Top Employer Institute - organisme indépendant certifiant l'excellence des pratiques RH auprès de plus de 2 450 employeurs dans le monde - a décerné à La Poste, La Banque Postale et La Banque Postale Consumer Finance la certification Top Employer 2026. Cette reconnaissance valorise les entreprises qui se distinguent par leurs pratiques RH exemplaires. Elle renforce leur attractivité et leur marque employeur, en séduisant les talents qui contribueront à la croissance et à la réussite de leurs activités.

1.4.3 Une approche citoyenne et durable

1.4.3.1 Agir pour la planète

- En février, lancement d'un prêt décarbonation par La Banque Postale pour les PME/ETI pour les accompagner dans leur démarche de réduction d'émissions de GES, en lien avec l'objectif de la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC) ;
- En février, validation par la SBTi de la trajectoire climat de La Poste Immobilier ;
- En avril, présentation de la méthode ressources matières développée par La Poste au congrès annuel du *World business council for sustainable development* ;
- En juin, nouveau jalon du programme de décarbonation du transport moyenne et longue distance avec la mise en service d'une nouvelle station d'avitaillement en biogaz à Douvrin, en partenariat avec ENGIE, et ouverte aux partenaires de La Poste.

⁹ Estimation au périmètre Groupe sur l'ensemble des catégories de la trajectoire SBTi.

¹⁰ A destination des particuliers, des entreprises et des institutionnels en faveur de la transition énergétique, de projets sociaux et territoriaux. La qualification des prêts citoyens a fait l'objet d'un changement méthodologique en 2026.

¹¹ Au périmètre Groupe France.

1.4.3.2 *Agir pour la société*

- En février, renouvellement du Comité de mission de La Banque Postale. 15 nouveaux objectifs sont fixés pour accompagner sa trajectoire RSE à horizon 2030 ;
- En mars, déploiement par CNP Assurances d'un nouveau jeu d'indicateurs de sa raison d'être pour la période 2026-2030 et intégré à son nouveau plan stratégique Lead for Impact ;
- En juin, renouvellement du Comité de mission de La Poste, dont la présidence est confiée à Martin Hirsch. Le renouvellement s'accompagne d'une évolution des priorités du Comité visant à renforcer le pilotage de l'impact du Groupe.

1.4.4 **Réussir ensemble avec les collaborateurs du Groupe**

1.4.4.1 *Une entreprise attentive, qualifiante et agile*

- En janvier, signature du 1^{er} accord social¹² en faveur de l'emploi, du travail et de l'amélioration des conditions de travail des postiers expérimentés pour 2026-2029, valorisant l'expérience professionnelle au bénéfice de la performance collective ;
- Le Groupe renforce la prévention santé et sécurité au travail avec une démarche de système de management santé et sécurité (SMSST) s'inspirant du référentiel AFNOR ISO 45001 ;
- « Fréquence logement », nouveau dispositif pour faire mieux connaître les solutions logement aux postiers. 1 800 postiers logés à fin juin 2026 ;
- Poursuite des actions en faveur des aidants, avec une signature unanime de l'accord social¹² début juillet 2026 (5 700 aidants identifiés).

2. **Indicateurs alternatifs de performance**

2.1 **Propos introductif**

Le Groupe utilise certains indicateurs alternatifs de performance (IAP), c'est à dire ne relevant pas du référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards). Ces IAP sont utilisés par le management du Groupe La Poste qui les considère comme pertinents pour mesurer et analyser la performance du Groupe. Toutefois ces IAP doivent être considérés comme des compléments n'ayant pas davantage de prééminence que les agrégats GAAP issus des états financiers consolidés et non comme des substituts à ceux-ci. Conformément à la position AMF DOC-2015-12, chaque IAP est défini ci-dessous.

2.2 **Définitions des IAP**

2.2.1 **EBITDA ajusté**

L'EBITDA ajusté est composé de l'ensemble des produits opérationnels du périmètre hors La Banque Postale, duquel sont retranchées les charges de fonctionnement et charges de personnel, hors dotations aux dispositifs de fin de carrière, de ce même périmètre hors La Banque Postale. Cet ensemble est complété par les dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et dividendes reçus de La Banque Postale au cours de la période au titre des résultats de l'année précédente.

2.2.2 **Free cash-flow**

Le free cash-flow est constitué des éléments suivants EBITDA ajusté + variation du besoin en fonds de roulement + flux de trésorerie sur achats d'actifs corporels et incorporels nets des cessions d'actifs

¹² Au périmètre de La Poste SA.

correspondantes + flux de trésorerie liés aux impôts + intérêts financiers nets versés + remboursement des passifs de location et charges d'intérêt sur passifs de location.

Chacun des agrégats du free cash-flow est additionné pour sa valeur en termes de flux de trésorerie (positif pour les entrées de cash et négatif pour les sorties de cash).

2.2.3 Dette nette

L'endettement financier net comprend l'ensemble des dettes financières courantes et non courantes diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des instruments dérivés liés au financement du Groupe. Il comprend également la dette financière née de l'application de la norme IFRS 16 portant sur les contrats de location, les placements financiers court-terme sans risque de changement de valeur significatif mais dont l'échéance à la date de souscription est supérieure à trois mois à l'origine et la créance financière nette envers La Banque Postale.

La dette nette du Groupe ne prend pas en compte La Banque Postale pour laquelle l'indicateur n'est pas pertinent.

2.2.4 Evolution à périmètre et change constants (évolution organique)

L'évolution à périmètre et change constants résulte de la différence entre le résultat obtenu au cours de la période et celui d'une période comparative, après avoir retraité l'incidence des acquisitions et cessions survenues entre-temps sur chacune des périodes. Les périodes comparées sont ainsi retraitées à périmètres de consolidation identiques. Les transactions en devises de la période comparative ont été valorisées au taux moyen de la période de référence.

2.2.5 Résultat d'exploitation y compris quote-part des sociétés sous contrôle conjoint

Le résultat d'exploitation est égal au résultat net de l'ensemble consolidé, retraité de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence, de la charge d'impôt et du résultat financier.

2.2.6 Dette nette / Capitaux propres

Le ratio dette nette / capitaux propres est obtenu en rapportant la dette nette aux capitaux propres part du Groupe.

2.2.7 Dette nette / EBITDA ajusté

Le ratio dette nette / EBITDA ajusté est obtenu en rapportant la dette nette à l'EBITDA ajusté.

2.2.8 Ratio Common Equity Tier 1 (CET1)

Ce ratio est le fruit du calcul des Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) rapportés au montant total d'exposition au risque (i.e. au total des actifs pondérés par les risques – RWA – au titre du risque de crédit et de contrepartie, risque de marché et risque opérationnel).

Le ratio CET1 est la référence permettant au superviseur d'apprécier la solvabilité d'un établissement bancaire.

Ce ratio est calculé pour La Banque Postale et ses filiales (y compris CNP Assurances).

2.2.9 Liquidity Coverage Ratio (LCR)

Le LCR est un ratio mensuel de liquidité à court terme qui mesure la capacité de la banque à résister pendant 30 jours à une dégradation sévère de sa situation dans un contexte de choc systémique. En cible il doit être supérieur à 100 %.

Ce ratio est calculé en divisant la somme des actifs liquides de qualité et libres de tout engagement par le besoin de liquidités sous stress à horizon de 30 jours.

Ce ratio est calculé pour La Banque Postale et ses filiales (hors CNP Assurances).

2.2.10 Net Stable Funding Ratio (NSFR)

Le NSFR garantit que les banques disposent de suffisamment de ressources « stables » (c'est-à-dire des ressources de maturité initiale supérieure à un an) pour financer leurs activités. Ce ratio structurel

de liquidité à long terme sur une période d'un an, vise à fournir une structure viable des échéances des actifs et passifs.

Le NSFR correspond au montant du financement stable disponible rapporté au montant du financement stable exigé. Ce ratio devrait, en permanence, être au moins égal à 100 %.

Ce ratio est calculé pour La Banque Postale et ses filiales (hors CNP Assurances).

2.2.11 Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation se calcule en divisant les frais de gestion par le produit net bancaire. Les frais de gestion représentent la somme des charges générales d'exploitation et des dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.

Ce ratio est calculé pour La Banque Postale et ses filiales (y compris CNP Assurances).

2.2.12 Taux de couverture du SCR (Solvency capital requirement)

Le SCR correspond au niveau de fonds propres éligibles permettant à un assureur d'absorber des pertes significatives, et donnant une assurance raisonnable que les engagements envers les assurés et les bénéficiaires seront honorés lorsqu'ils seront dus.

Le Taux de couverture du SCR se calcule en divisant les fonds propres éligibles à la couverture du SCR par le SCR. Cet indicateur permet de mesurer la solvabilité pondérée par les risques : plus le taux de couverture du SCR est élevé, plus l'assureur est en mesure d'absorber des pertes potentielles.

Ce ratio est calculé pour CNP Assurances et les filiales qu'elle consolide.

3. Synthèse des résultats consolidés du Groupe La Poste

Les informations financières présentées sont issues des comptes consolidés au 30 juin 2026 du Groupe La Poste.

	Semestre clos le 30 juin					
	2026.06	2025.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs n-1		vs n-1	
			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
(en millions d'euros)						
Performance opérationnelle du Groupe						
Produits opérationnels	17 494	16 932	+562	+3,3	+665	+4,0
Résultat d'exploitation (après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	1 270	1 509	-239	-15,8	-188	-12,9
Marge opérationnelle	7,3%	8,9%	-		-	
Résultat net part du Groupe	457	719	-263	-36,5	-237	-34,2
Marge nette	2,6%	4,2%	-	-1,6 pt	-	-1,5 pt
Free cash-flow	-205	35	-240	n.s.		
EBITDA ajusté	1 391	1 247	+144	+11,6		
Chiffres clés - La Banque Postale						
Produit Net Bancaire	4 220	3 928	+292	+7,4	+336	+8,5
Coefficient d'exploitation	58,7%	62,5%	-	-3,8 pts		

Semestre clos le 30 juin				
	2026.06	2025.12	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Indicateurs financiers clés				
Dettes nettes	9 914	9 756	+158	+1,6
Dettes nettes / EBITDA ajusté ^(a)	4,9	5,2		
Capitaux Propres Part du Groupe	25 476	24 762	+714	+2,9
Dettes nettes / CP	38,9%	39,4%	-	-0,5 pt
Résultat net ^(b) / CP	3,5%	4,7%	-	-1,2 pt
Common Equity Tier 1	19,0%	18,6%	-	0,3 pt
LCR	172%	165%	-	8 pts
NSFR ^(c)	124%	118%	-	6 pts
Ratio crédits sur dépôts	88,6%	88,8%	-	-0,2 pt
Taux de Couverture du SCR	247%	256%	-	-9 pts

(a) EBITDA ajusté calculé sur 12 mois glissants

(b) Résultat net calculé sur 12 mois glissants

(c) Donnée provisoire

3.1 Produits opérationnels

Les produits opérationnels du Groupe La Poste s'établissent à 17 494 millions d'euros à fin juin 2026, en augmentation de 562 millions d'euros par rapport à fin juin 2025 (+3,3%). Cette croissance s'explique principalement par la hausse de l'activité colis rapide et express de la branche Geopost, qui bénéficie notamment du développement des livraisons hors domicile, et par La Banque Postale portée par un environnement macroéconomique favorable.

Semestre clos le 30 juin						
	2026.06	2025.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs n-1		vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Services – Courrier – Colis	4 666	4 750	-84	-1,8	-69	-1,5
Geopost	8 019	7 629	+390	+5,1	+429	+5,7
Grand Public et Numérique	2 895	3 060	-164	-5,4	-161	-5,3
La Banque Postale	4 220	3 928	+292	+7,4	+336	+8,6
Autres secteurs et intercos	-2 305	-2 434	+129	-5,3	+130	-5,4
PRODUITS OPERATIONNELS	17 494	16 932	+562	+3,3	+665	+4,0

Les effets périmètre s'élèvent à -82 millions d'euros, répartis entre La Banque Postale (-62 millions d'euros), Services-Courrier-Colis (-15 millions d'euros), Branche Grand Public et Numérique (-4 millions d'euros) et La Poste Immobilier (-1 million d'euros). Les effets change s'élèvent à -21 millions d'euros dont -36 millions d'euros sur la livre sterling, +24 millions d'euros sur le réal brésilien, -18 millions d'euros sur le dollar américain, et +10 millions d'euros sur le peso mexicain.

A périmètre et change constants, les produits opérationnels du Groupe augmentent de 665 millions d'euros par rapport à fin juin 2025 (+4,0%).

Cette évolution est marquée par les éléments suivants :

- Chiffre d'affaires de la branche Services-Courrier-Colis à 4 666 millions d'euros, en baisse organique de 69 millions d'euros (-1,5 %). Ce recul s'explique largement par la baisse du courrier traditionnel (chiffre d'affaires du Courrier en recul de -143 millions d'euros) partiellement compensé par l'augmentation de Colissimo (+29 millions d'euros) et des filiales (+44 millions d'euros) ;
- Chiffre d'affaires de la branche Geopost à 8 019 millions d'euros, en croissance organique de 429 millions d'euros (+5,7 %). Cette augmentation s'explique principalement par l'activité colis rapide express en hausse de +491 millions d'euros tirée par la progression des volumes (+7,9%) sous l'impulsion du développement des livraisons hors domicile. Asendia est en recul organique de -61 millions, pénalisé par l'activité Digitale en repli de -64 millions d'euros ;
- Chiffre d'affaires de la branche Grand Public et Numérique à 2 895 millions d'euros, en décroissance organique de 161 millions d'euros (-5,3 %), sous l'effet du recul de -82 millions d'euros des activités commerciales dont -80 millions d'euros au titre des activités Courrier et du repli des activités pour compte de tiers en diminution de -79 millions d'euros ;
- Produit Net Bancaire de La Banque Postale à 4 220 millions d'euros, en croissance organique de 336 millions d'euros (+8,6 %). Cette croissance s'explique principalement par les activités bancaires qui bénéficient notamment du rebond de la MNI (+197 millions d'euros) et de la hausse des commissions (+87 millions d'euros). Les revenus de l'assurance progressent également de +48 millions d'euros.

3.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint s'établit à fin juin 2026 à +1 270 millions d'euros. Hors effets périmètre de -58 millions d'euros (dont essentiellement -57 millions d'euros liés à la cession en juin 2025 de CNP UniCredit Vita à UniCredit) et hors effets change de 7 millions d'euros (dont +14 millions sur le réal brésilien et -5 millions d'euros sur la livre sterling), la décroissance organique du résultat d'exploitation est de -188 millions d'euros par rapport au 30 juin 2025. Cette évolution intègre un ensemble d'éléments non récurrents dont le détail est présenté en chapitre dédié à l'analyse du Résultat net part du Groupe. Retraité de ces éléments, le résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint du Groupe augmente de +275 millions d'euros à périmètre et change constants.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin					
	2026.06	2025.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs n-1		vs n-1	
			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Services – Courrier – Colis	-53	40	-94	n.s.	-93	n.s.
Geopost	29	253	-223	-88,4	-218	-88,2
Grand Public et Numérique	37	66	-29	-43,8	-29	-43,8
La Banque Postale	1 639	1 510	+128	+8,5	+172	+11,8
Immobilier	27	44	-17	-39,0	-17	-39,2
Supports et Structures	-170	-165	-5	+3,2	-5	+3,2
Non affecté et éliminations	-238	-239	+1	-0,6	+1	-0,6
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	1 270	1 509	-239	-15,8	-188	-12,9

3.3 Résultat net part du Groupe

Le résultat net part du Groupe, à +457 millions d'euros, diminue de 263 millions d'euros par rapport au 30 juin 2025. Après retraitement des effets périmètre de -27 millions d'euros liés essentiellement à la cession de CNP UniCredit Vita à UniCredit et au rachat des minoritaires de BRT par Geopost et, des effets change de +1 million d'euros, le résultat net part du Groupe baisse de 237 millions d'euros. Après retraitement d'éléments non récurrents des premiers semestres 2026 et 2025 décrits en chapitre dédié à l'analyse du résultat net part du Groupe, il progresse de +135 millions d'euros par rapport à fin juin 2025 à périmètre et change constants.

3.4 Variation de la dette nette

La dette nette du Groupe à 9 914 millions d'euros à fin juin 2026 a augmenté de 158 millions d'euros au cours du premier semestre 2026.

La variation de dette du Groupe se caractérise par un Free cash-flow généré de -205 millions d'euros, en baisse de 240 millions d'euros par rapport au premier semestre 2025, une baisse de la dette de location financement de 83 millions d'euros et des flux de trésorerie liés aux opérations de croissance externe de -50 millions d'euros. Le versement des dividendes dus en 2026 par le Groupe, au titre du résultat 2025, ayant été réalisé sous forme de titres, aucune incidence n'est constatée sur la dette nette.

4. Résultats opérationnels par secteur d'activité

4.1 Synthèse des résultats opérationnels par secteur d'activité

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

Un secteur est un sous-ensemble pour lequel une information financière distincte est disponible et régulièrement revue par la Direction Générale du Groupe en vue de lui affecter des ressources et d'évaluer sa performance.

Les critères retenus pour déterminer les secteurs d'activité sont notamment les suivants : nature des produits distribués, type ou catégorie de clients auxquels ils sont destinés, processus de production, réseau de distribution et environnement réglementaire. La définition des secteurs opérationnels est basée sur l'organisation existante en matière de pilotage au sein du Groupe La Poste.

Publié 2026.06	Services-Courrier-Colis	Geopost	Grand Public et Numérique	La Banque Postale	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>									
CA & PNB Externes	3 813	7 953	1 435	4 203	40	1	49		17 494
CA & PNB Intersecteurs	853	66	1 460	17	406	650	0	-3 451	
Produits opérationnels	4 666	8 019	2 895	4 220	446	651	49	-3 451	17 494
REX avant résultat net des stés sous contrôle conjoint	-53	30	37	1 627	27	-170	-238	-0	1 260
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	-1	0	12	-1	0	0	0	10
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-53	29	37	1 639	27	-170	-238	-0	1 270

Publié 2025.06	Services-Courrier-Colis	Geopost	Grand Public et Numérique	La Banque Postale	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
(en millions d'euros)									
CA & PNB Externes	3 814	7 570	1 524	3 907	44	0	72		16 932
CA & PNB Intersecteurs	936	59	1 535	21	423	654	0	-3 628	
Produits opérationnels	4 750	7 629	3 060	3 928	467	654	72	-3 628	16 932
REX avant résultat net des stés sous contrôle conjoint	40	253	66	1 502	44	-165	-239	-0	1 500
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	-0	0	9	0	0	0	0	9
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	40	253	66	1 510	44	-165	-239	-0	1 509

4.2 Services-Courrier-Colis

La branche Services-Courrier-Colis regroupe :

- L'activité courrier entreprise de La Poste SA (collecte, tri, distribution de correspondances, de publicité et de presse), l'activité e-PAQ (petits paquets import e-commerce) ainsi que les nouveaux services de proximité (logistique de proximité, économie circulaire) ;
- L'activité colis (Colissimo) de La Poste SA, spécialiste de la livraison rapide et des colis de moins de 30 kg aux particuliers, BtoC en France et à l'export ;
- L'ensemble des activités des filiales intervenant sur les marchés de diversification :
 - Marketing direct et data-marketing (Mediaposte) ;
 - Solutions de logistique et e-logistique (Viaposte) ;
 - Prestation de santé à domicile et prévention de la perte d'autonomie (Santé & Autonomie) ;
 - Efficacité énergétique, économie circulaire, recyclage des déchets des entreprises et services de mobilité douce (Nouveaux Services).

	2026.06	2025.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs N-1		vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	4 666	4 750	-84	-1,8	-69	-1,5
dont CA Courrier Maison-Mère	3 032	3 174	-143	-4,5	-143	-4,5
dont CA Colis	1 082	1 053	29	+2,8	29	+2,8
dont CA Filiales Services Courrier Colis	552	523	29	+5,5	44	+8,6
Charges opérationnelles	-4 719	-4 710	-9	+0,2	-24	+0,5
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-53	40	-94	n.s.	-93	n.s.
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	0	-	0	-
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	-53	40	-94	n.s.	-93	n.s.

4.2.1 Activité Courrier et Services

Le chiffre d'affaires s'établit à 3 032 millions d'euros, en baisse de -143 millions d'euros par rapport au 30 juin 2025 (-4,5 %). Cette évolution s'explique notamment par :

- Un effet volume de -226 millions d'euros sur la base du chiffre d'affaires entreprise donnant lieu à trafic, soit -11,2 %. Cette décroissance est partiellement compensée par la hausse tarifaire entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2026 de +6,2 % en moyenne représentant un impact de +125 millions d'euros sur le chiffre d'affaires donnant lieu à trafic ;
- Une baisse de la compensation du Service Universel de -12 millions d'euros ;
- Une baisse des refacturations internes, dont -64 millions d'euros au titre des activités Grand Public et Numérique, en lien avec la baisse des volumes de courrier ;
- Une augmentation de +26 millions d'euros au titre de la distribution de la propagande des élections municipales de 2026.

4.2.2 Activité Colissimo

Le chiffre d'affaires s'établit à 1 082 millions d'euros, en progression de +29 millions d'euros, soit +2,8 % par rapport au 30 juin 2025. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des volumes de +5,3 % notamment en provenance des hypercomptes. Le volume des colis distribués s'établit à 214 millions d'objets¹³.

4.2.3 Activité Filiales Branche Services-Courrier-Colis

Le chiffre d'affaires s'établit à 552 millions d'euros, en augmentation organique de +44 millions d'euros par rapport au 30 juin 2025 (+8,6 %) qui s'explique principalement par :

- La croissance du chiffre d'affaires des filiales du pôle Nouveaux Services (+47 millions d'euros), portée notamment par la dynamique des ventes de certificats d'économies d'énergie (CEE) ;
- La hausse du pôle Santé & Autonomie (+5 millions d'euros), tirée principalement par le développement commercial d'Asten Santé (+3 millions d'euros) ;
- La croissance de l'activité de Viaposte Maintenance Belgique (+6 millions d'euros), entité créée au deuxième semestre 2025 ;
- Partiellement compensées par le repli de l'activité imprimés publicitaires de Mediaposte France (-18 millions d'euros).

4.2.4 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation s'établit à -53 millions d'euros, en baisse organique de -93 millions d'euros par rapport au 30 juin 2025. Retraité d'éléments non récurrents¹⁴, le résultat d'exploitation est en croissance de +24 millions d'euros qui s'explique principalement par :

- Un résultat d'exploitation de l'activité Courrier en progression de +18 millions d'euros, porté par les mesures d'optimisation des charges d'exploitation, qui permettent d'absorber le repli de l'activité ;
- Un résultat d'exploitation de l'activité Colissimo stable (+1 million d'euros), la croissance des volumes venant compenser la contraction de la marge opérationnelle liée à la pression tarifaire et à un mix clients défavorable ;
- Un résultat d'exploitation des filiales en croissance de +4 millions d'euros, principalement porté par l'activité Économie d'Énergie, grâce à la hausse des volumes de ventes de certificats CEE.

¹³ Périmètre BSCC, c'est-à-dire hors Colis Grand Public.

¹⁴ Éléments non récurrents (résultat d'exploitation Filiales) au 30 juin 2026 : -117 millions d'euros, dont -110 millions d'euros de dépréciation d'actifs des activités Santé & Autonomie et -7 millions d'euros liés à la cession de Mediaposte Espagne.

4.3 Geopost

L'activité de la branche Geopost regroupe :

- Les activités de colis rapide et express en France et à l'international ;
- Les activités d'Asendia dans les services internationaux de livraison de paquets et de colis liés au e-commerce, ainsi que dans les activités de courrier international.

	2026.06	2025.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs N-1		vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	8 019	7 629	+390	+5,1	+429	+5,7
dont CA colis rapide et express	7 017	6 550	+467	+7,1	+491	+7,5
dont CA Asendia	1 002	1 079	-77	-7,1	-61	-5,8
Charges opérationnelles	-7 989	-7 376	-613	+8,3	-646	+8,8
Résultat d'exploitation avant quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	30	253	-222	-88,1	-217	-87,8
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-1	0	-1	n.s.	-1	+64,8
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	29	253	-223	-88,4	-218	-88,2

4.3.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la branche Geopost s'élève à 8 019 millions d'euros, en augmentation de +390 millions d'euros, soit +5,1 % par rapport au 30 juin 2025. Les effets change sont de -39 millions d'euros, dont -36 millions d'euros sur la livre sterling. A périmètre et change constants, la croissance est de +429 millions d'euros, soit +5,7 %.

Le chiffre d'affaires des activités colis rapide et express s'élève à 7 017 millions d'euros en hausse organique de +491 millions d'euros, soit +7,5 %. Cette progression est portée principalement par la montée en puissance des activités de livraison hors domicile et par la croissance des activités express. Le volume des colis distribués s'établit à 1143 millions de colis, en croissance organique de +7,9 % par rapport au 30 juin 2025. Au sein de cette dynamique, le segment hors domicile affiche la plus forte progression, notamment en Pologne, en France et en Allemagne. Les dynamiques des principaux pays dans lesquels les activités de colis rapide et express sont présentes sont les suivantes :

- En France, le chiffre d'affaires s'élève à 1 289 millions d'euros, en croissance organique de +103 millions d'euros, portée principalement par la croissance des volumes (+10,1 %) ;
- Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires s'établit à 1 214 millions d'euros, en croissance organique de +109 millions d'euros. Cette évolution est principalement portée par le développement du hors domicile, malgré des conditions de marché très concurrentielles ; les volumes progressent de +15,1 % ;
- En Allemagne, le chiffre d'affaires s'établit à 1 121 millions d'euros, en croissance organique de +42 millions d'euros, grâce aux hausses tarifaires et à la croissance du hors domicile, qui compense le repli du marché domestique ; les volumes sont stables ;
- En Italie, le chiffre d'affaires atteint 963 millions d'euros, en croissance organique de +36 millions d'euros, principalement sous l'effet des augmentations tarifaires ; les volumes progressent de +1,2 % ;
- En Pologne, le chiffre d'affaires s'établit à 582 millions d'euros, en croissance organique de +57 millions d'euros grâce à la croissance de +6,9 % des volumes.

Le chiffre d'affaires d'Asendia s'établit à 1 002 millions d'euros, en baisse organique de -61 millions d'euros dont +3 millions d'euros sur l'activité Logistique et -64 millions d'euros sur l'activité Digitale.

4.3.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint de la branche Geopost s'établit à +29 millions d'euros, en baisse organique de -218 millions d'euros, sous l'effet d'éléments non récurrents¹⁵. Retraité de ces éléments non récurrents, le résultat d'exploitation est en croissance organique de +15 millions d'euros, portée par la hausse de l'activité, et ce malgré les sous-performances enregistrées en Italie dans le cadre du plan de remédiation.

La contribution de Geopost au résultat net part du Groupe s'établit à -181 millions d'euros, en décroissance organique de -116 millions d'euros. Retraité des éléments non récurrents, la contribution de Geopost au résultat net part du Groupe est en croissance organique de +8 millions d'euros, portée notamment par l'augmentation organique de +20 millions d'euros de la quote-part des sociétés mises en équivalence, principalement liée à Ninja Van.

4.4 Grand Public et Numérique

La branche Grand Public et Numérique commercialise les produits et services postaux, financiers, téléphoniques et numériques auprès des particuliers, des professionnels et des entreprises en s'appuyant notamment sur le Réseau La Poste et sur les solutions et services numériques du Groupe, dans le cadre d'une relation client omnicanale. Elle porte également la transformation numérique du Groupe.

La branche Grand Public et Numérique regroupe :

- Les activités commerciales avec principalement les activités Courrier et Colis ainsi que les filiales de solutions numériques Docaposte, et les filiales LP11 et La Poste Services A la Personne (LPSAP) ;
- Les activités et services pour compte de tiers incluant les refacturations du réseau et les services numériques de La Poste.

	2026.06	2025.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs N-1		vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	2 895	3 060	-164	-5,4	-161	-5,3
dont activités commerciales	1 476	1 561	-86	-5,5	-82	-5,3
dont activités et services pour compte de tiers	1 419	1 498	-79	-5,3	-79	-5,3
Charges opérationnelles	-2 858	-2 993	+135	-4,5	+132	-4,4
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	37	66	-29	-43,8	-29	-43,8
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	+0	0,0	+0	0,0
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	37	66	-29	-43,8	-29	-43,8

¹⁵ Eléments non récurrents (résultat d'exploitation) au 30 juin 2026 : -177 millions d'euros (dont essentiellement -182 millions d'euros de dépréciation d'actifs de l'activité d'e-commerce transfrontalier) ; au 30/06/2025 : +56 millions d'euros (dont +40 millions d'euros liés à sa filiale en Italie).

4.4.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'établit à 2 895 millions d'euros, en diminution organique de -161 millions d'euros par rapport à fin juin 2025, soit -5,3%.

4.4.1.1 Activités commerciales

Le chiffre d'affaires des activités commerciales s'établit à 1 476 millions d'euros, en décroissance organique de -82 millions d'euros qui se décompose essentiellement de la manière suivante :

- Les activités Grand Public enregistrent un chiffre d'affaires de 981 millions d'euros, en recul de -95 millions d'euros, principalement sous l'effet de la baisse des activités Courrier de -80 millions d'euros liée à une baisse des volumes de -16 % et de transfert de portefeuilles client vers la branche Services-Courrier Colis partiellement compensée par un effet prix de +10 %. Les activités Colis reculent de -3 millions d'euros du fait de la baisse des ventes en bureau de poste. Par ailleurs, la compensation du Service Universel a été réduite de -11 millions d'euros ;
- Les filiales numériques enregistrent un chiffre d'affaires de 447 millions d'euros en augmentation organique de 7 millions d'euros par rapport à fin juin 2025. Docaposte enregistre une hausse organique de 5 millions d'euros : les activités d'Édition et Intégration/IA sont en progression mais les activités de Back Office et des entreprises de services numériques (ESN) restent toutefois pénalisées par un contexte de ralentissement du marché.

4.4.1.2 Activités et services pour compte de tiers

Les facturations pour compte de tiers s'établissent à 1 419 millions d'euros en diminution de -79 millions d'euros par rapport au 30 juin 2025. Ce recul résulte principalement de la réduction des charges opérationnelles entraînant une baisse de la refacturation notamment vers La Banque Postale (-40 millions d'euros) ainsi que vers la tête de Groupe (-26 millions d'euros).

4.4.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation s'établit à 37 millions d'euros, en baisse organique de -29 millions d'euros par rapport 30 juin 2025. Retraité d'éléments non récurrents¹⁶, le résultat d'exploitation est en baisse de -31 millions d'euros sous l'effet :

- Des activités Grand Public et numérique, qui enregistrent un recul de -17 millions d'euros, essentiellement sous l'effet des baisses structurelles des volumes Courrier et des Colis vendus en bureau de poste ;
- Du Réseau, qui affiche une diminution de -13 millions d'euros, essentiellement liée à la baisse des refacturations ;
- Des filiales numériques, qui enregistrent une baisse de -1 million d'euros, dans un contexte de marché toujours en tension.

¹⁶ Eléments non récurrents (résultat d'exploitation Filiales) au 30 juin 2026 : +2 millions d'euros liés à la cession d'une filiale.

4.5 La Banque Postale

Ce secteur d'activité regroupe La Banque Postale, ses filiales et les coûts des personnels de La Poste travaillant exclusivement pour La Banque Postale refacturés par La Poste à La Banque Postale régis par une convention de répartition de frais.

4.5.1 Activités commerciales

	2026.06	2025.06	Variation	
(encours en milliards d'euros)		Proforma	(en Md€)	(en %)
EPARGNE BILAN	189,9	196,0	-6,1	-3,1
Dépôts à vue	71,1	74,5	-3,4	-4,5
Epargne ordinaire	97,7	99,0	-1,3	-1,3
Livret A	66,3	68,5	-2,2	-3,2
LEP	9,2	9,2	-0,0	-0,0
LDDS	12,5	12,4	+0,1	+0,7
Autres livrets	9,7	8,9	+0,8	+8,7
Epargne logement	17,8	20,2	-2,4	-11,8
Autres	3,3	2,3	+1,0	+44,9
EPARGNE HORS BILAN	388,3	367,4	+20,9	+5,7
OPCVM & Placements ^(a)	15,7	14,6	+1,1	+7,7
Assurance-Vie ^(b)	372,6	352,8	+19,8	+5,6
CREDITS CLIENTELE	123,4	124,6	-1,1	-0,9
Crédits immobiliers	70,6	73,4	-2,8	-3,8
Crédits à la consommation	6,7	6,6	+0,1	+1,8
Autres crédits	0,6	0,7	-0,1	-18,2
Financements ^(c)	45,6	43,9	+1,7	+3,9

(a) Périmètre Banque des particuliers, y compris Louvre Banque Privée, et Banque des Entreprises et du Développement Local - OPCVM monétaires et non monétaires & Placements

(b) Périmètre CNP Assurances (France et International) et autres assureurs LBP – tous distributeurs et réseau.

(c) Financements Banque des Entreprises et du Développement Local y compris affacturage - données en Encours fin

L'activité commerciale est en repli sur le premier semestre 2026, avec une baisse de -3,1 % des encours d'épargne bilan et une quasi-stabilité des encours de crédits à la clientèle, en baisse de -0,9 % par rapport au premier semestre 2025.

Les encours de dépôts à vue s'établissent à 71,1 milliards d'euros, en baisse de -3,4 milliards d'euros sur un an (-4,5 %), en lien avec les arbitrages des clients vers des produits plus rémunérateurs. En parallèle, l'épargne ordinaire recule de -1,3 % sur douze mois pour atteindre 97,7 milliards d'euros. Cette évolution s'explique principalement par la contraction des encours du livret A, qui diminuent de -3,2 % pour s'établir à 66,3 milliards d'euros, sous l'effet de l'abaissement de son taux à 1,5 % au 1^{er} février 2026, contre 1,7 % entre le 1^{er} août 2025 et le 31 janvier 2026. À l'inverse, les encours du LDDS progressent de +0,7 % (+0,1 milliard d'euros), malgré une baisse de rémunération identique à celle du livret A.

La collecte brute d'assurance vie atteint 15,7 milliards d'euros (-11,7 %), avec un taux d'unités de compte (UC) qui demeure à un niveau élevé (49,4%), soutenu par la bonne dynamique du haut de gamme et du réseau LBP.

En Prévoyance / Protection, les primes acquises s'élèvent à 3,6 milliards d'euros à fin juin 2026 (+3,7 %). En IARD¹⁷, les primes acquises ressortent à 0,6 milliard d'euros, en hausse de +6,8 %. Le taux d'équipement en assurances non-vie progresse à 32,4 % (+0,6 point sur un an).

Dans un contexte de forte concurrence sur le marché français, la production de crédits immobiliers augmente de +0,8 % sur un an, pour s'établir à 2,5 milliards d'euros au 30 juin 2026. Les encours de crédits immobiliers demeurent toutefois en repli, en baisse de -3,8 % sur un an, à 70,6 milliards d'euros. Cette baisse s'explique par la persistance d'un environnement de taux d'intérêt élevés, qui continue d'affecter l'accessibilité au crédit et de freiner les transactions immobilières.

En outre, la production de crédit à la consommation recule de -6,4 % pour s'établir à 1,3 milliards d'euros, dans un marché en retrait. Les encours de crédit à la consommation s'élèvent à 6,7 milliards d'euros, en hausse de +0,1 milliard d'euros sur un an (+1,8 %).

La Banque des Entreprises et du Développement Local (BEDL) enregistre une bonne dynamique au premier semestre 2026, avec une production de financements en hausse de +14,0 % sur un an, atteignant 9,7 milliards d'euros, portée par une activité commerciale soutenue. Les encours de financement de la BEDL progressent également de +3,9 % pour s'établir à 45,6 milliards d'euros. Par ailleurs, la production d'affacturage (CA acheté) s'élève à 14,5 milliards d'euros, en hausse de +19,0 %.

4.5.2 Performance opérationnelle

Le Produit Net Bancaire (PNB) de La Banque Postale s'élève à 4 220 millions d'euros au 30 juin 2026, en progression de 292 millions d'euros, porté par un environnement macroéconomique favorable et la dynamique des activités.

La marge nette d'intérêts (MNI) s'établit à 1 040 millions d'euros, en hausse de 23 % (+197 millions d'euros) par rapport au premier semestre 2025. Cette hausse résulte principalement de la contribution positive des OATi, dans un environnement macroéconomique marqué par une reprise de l'inflation, ainsi que par la diminution du coût de l'épargne réglementée liée à la baisse du taux du Livret A. Ces effets favorables sont néanmoins partiellement atténués par l'impact de la décollecte sur les dépôts à vue.

Les commissions progressent de +6 % (+87 millions d'euros), portées par la croissance des commissions d'assurance-vie, qui permet de compenser les effets défavorables des évolutions réglementaires sur les commissions bancaires.

Les revenus de l'assurance progressent de 48 millions d'euros. Cette hausse est principalement portée par les activités en Amérique Latine, sous l'effet de la hausse de la marge d'assurance et des revenus financiers du compte propre bénéficiant de l'impact favorable de la hausse des taux au Brésil. Cette performance compense le repli des revenus en France et en Europe.

Les frais de gestion de la branche sont en légère hausse de 1,9 % par rapport à fin juin 2025, à 2 446 millions d'euros. La hausse des charges demeure contenue grâce à la maîtrise des coûts sur les activités bancaires et aux gains d'efficacité opérationnelle. Elle intègre toutefois une progression des charges du périmètre assurantiel, portée par le développement de l'activité et les investissements associés.

Le résultat brut d'exploitation de la branche, à 1 773 millions d'euros, est en hausse de 16,1 % (+19,5 % à périmètre et change constants). Le coefficient d'exploitation s'établit à 58,7 % en baisse de 3,8 points (-4,2 points à périmètre et change constants).

¹⁷ Pôle Assurance Biens et Personnes.

Le coût du risque, à 148 millions d'euros, est en hausse (22 millions d'euros par rapport à fin juin 2025), principalement en raison de la dégradation observée sur les activités crédit à la consommation. Rapporté aux encours de crédit, il demeure à un niveau bas de 13 points de base, reflétant la qualité des actifs et une gestion prudente des risques.

La contribution de la branche La Banque Postale au résultat net part du Groupe s'élève à 885 millions d'euros, en hausse de +1,7 % (+3,8 % à périmètre et change constants).

	2026.06	2025.06	Variation		Variation à PCC	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Produit net bancaire	4 220	3 928	292	+7,4	336	+8,6
Frais de gestion ^(a)	-2 446	-2 400	-46	+1,9	-46	+1,9
Résultat brut d'exploitation	1 773	1 528	246	+16,1	290	+19,5
Coût du risque	-148	-126	-22	+17,4	-22	+17,4
Gains et pertes sur autres actifs	1	100	-99	-98,8	-99	+0,1
Résultat d'exploitation avant QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	1 627	1 502	125	+8,3	169	+11,6
Coefficient d'exploitation LBP	58,7%	62,5%		-3,8 pts		-4,2 pts
QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	12	9	3	+37,6	3	+33,8
Résultat d'exploitation après QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	1 639	1 510	128	+8,5	172	+11,8
Résultat financier	-3	-3	0	-5,8	0	-5,8
Impôts sur les sociétés	-591	-494	-97	+19,6	-107	+22,2
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0	0	-	0	-
Intérêts minoritaires	-160	-143	-17	+11,8	-33	+26,1
Résultat net part du groupe	885	870	15	+1,7	32	+3,8
dont Banque et assurance des particuliers - Réseau LBP ^(b)	273	184	89	+48,3	89	+48,3
dont Assurance et épargne modèle ouvert ^(b)	512	601	-89	-14,8	-72	-12,3
dont BEDL ^(b)	93	81	12	+15,0	12	+15,0
dont Hors Pôles ^(b)	7	4	3	+73,0	3	+73,0

(a) Le montant des Frais de gestion intègre un effet positif de la refacturation La Poste Services Financiers pour 17,6 millions d'euros au 30.06.2026 et un effet positif pour 29,9 millions d'euros au 30.06.2025.

(b) Proforma 30 juin 2025 sur CNP Assurances pour l'alignement du modèle économique (reclassement de 15 M€ entre PNB / Charges)

4.5.2.1 Banque et assurance des particuliers – Réseau LBP

Le produit net bancaire, à 2 669 millions d'euros, est en progression de +10,7 %. Les revenus de l'assurance sont stables (+0,9%).

Les revenus de la banque progressent (+13,2%), principalement grâce à la hausse de la MNI (+202 millions d'euros), portée par la baisse des taux de rémunération de l'épargne réglementée et l'effet favorable des couvertures inflation. Les commissions contribuent également à cette évolution avec une hausse de +60 millions d'euros, soutenues par le dynamisme de l'assurance-vie.

Les frais de gestion sont en légère hausse de +3,2 %, principalement en raison du développement de l'activité et des investissements informatiques.

Le résultat net part du Groupe, à 273 millions d'euros, est en forte hausse de +88,8 millions d'euros.

4.5.2.2 Assurance et épargne modèle ouvert

Le produit net bancaire, à 1 464 millions d'euros, progresse de +4,3 %, principalement sous l'effet de l'intégration de CNP Protection Sociale, qui compense la sortie de CNP UniCredit Vita et des activités à Chypre. À périmètre et taux de change constants, la croissance atteint 7,9 %, portée par la bonne performance des activités d'assurance en Amérique latine, bénéficiant de la hausse des taux d'intérêt au Brésil, ainsi que par la progression des revenus des métiers de la gestion d'actifs.

Les frais de gestion sont en hausse de +22,7 millions d'euros (+25 millions d'euros à périmètre et change constants), sous l'effet des investissements réalisés dans les activités d'assurance en Amérique Latine et l'accélération du développement de la plateforme d'actifs réels et privés de LBP AM.

Le résultat net part du Groupe, à 512 millions d'euros, est en baisse de -89,0¹⁸ millions d'euros (-72 millions d'euros à périmètre et change constants).

4.5.2.3 Banque des Entreprises et du Développement Local

Le produit net bancaire, à 498 millions d'euros, progresse de +4,9 %, soutenu par la progression des volumes dans un contexte de forte concurrence.

Les frais de gestion sont en hausse de +4,9 % (+15 millions d'euros), principalement du fait d'investissements informatiques et d'un effet de base¹⁹.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 93 millions d'euros (+12,2 millions d'euros par rapport à fin juin 2025).

4.5.2.4 Hors Pôles

Le résultat net part du Groupe du Hors Pôles s'élève à 7 millions d'euros, en amélioration de +3 millions d'euros par rapport à fin juin 2025. Le secteur Hors Pôles comprend notamment les éléments suivants :

- Le reclassement des charges de distribution associées aux contrats d'assurance, comptabilisées en déduction du produit net bancaire en application de la norme IFRS17 ;
- La fin de la contribution au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR) en 2026 ;
- Le retraitement des passifs IFRS17 en engagements sociaux aux bornes du périmètre La Poste, suite à l'intégration de CNP Assurances Protection Sociale.

4.5.3 Structure financière

	2026.06	2025.12	Variation
Bilan (Mds€)	735	725	+1,3 %
Solvabilité			
Fonds propres CET1 (Mds€)	19,3	18,6	+3,8 %
Ratio Common Equity Tier 1	19,0%	18,6%	+0,3 pt
Ratio de solvabilité	21,2%	21,7%	-0,5 pt
Ratio de levier	7,4%	7,6%	-0,2 pt
Ratio MREL subordonné (LRE)	10,5%	10,5%	+0,0 pt
Ratio MREL subordonné (RWA)	27,9%	27,7%	+0,2 pt
Taux de couverture du SCR	247%	256%	-9 pts
Liquidité			
Ratio LCR	172%	165%	8 pts
Ratio NSFR ^(a)	124%	118%	6 pts
Ratio crédits / dépôts	88,6%	88,8%	-0,2 pt

(a) Donnée provisoire

La Banque Postale présente une structure bilancielle solide avec des ratios de capital supérieurs aux exigences réglementaires.

¹⁸ Dont un impact de -111 millions d'euros lié à la cession au 1^{er} semestre 2025 de CNP UniCredit Vita.

¹⁹ Modification de la comptabilisation des charges de fournisseurs de données (précédemment comptabilisées dans le PNB).

Les ratios de solvabilité tiennent compte de l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2025 du règlement CRR3²⁰ sur les nouvelles exigences prudentielles.

Le ratio Common Equity Tier 1 s'établit à 19,0 % au 30 juin 2026 (+0,3 point par rapport à fin décembre 2025), soit une marge de +9,2 points au-dessus de l'exigence réglementaire de 9,4 %²¹.

Le ratio global de solvabilité s'établit à 21,2% au 30 juin 2026 (-0,5 point par rapport à fin décembre 2025), soit une marge de +7,9 points au-dessus de l'exigence réglementaire de 13,7 %⁵.

Le taux de couverture du SCR de CNP Assurances s'élève à 247% au 30 juin 2026 (-9,0 points par rapport au 31 décembre 2025).

À fin juin 2026, le ratio de levier s'établit à 7,4% ²², supérieur au minimum réglementaire de 3 %.

La structure de liquidité est solide, marquée par un ratio crédits sur dépôts à 88,6%, traduisant une bonne capacité de financement de sa croissance. Les ratios de liquidité demeurent à un niveau élevé avec un ratio LCR à 172% et un ratio NSFR à 124%, des niveaux au-dessus des exigences réglementaires.

4.6 Autres Secteurs

4.6.1 La Poste Immobilier

La Poste Immobilier regroupe la filiale Poste Immo et la Direction de l'Immobilier de La Poste « maison mère ».

	2026.06	2025.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs N-1		vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	446	467	-22	-4,6	-20	-4,3
Charges opérationnelles courantes	-428	-416	-12	+2,9	-14	+3,3
Résultat de cession	10	-8	+17	n.s.	+17	n.s.
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	27	44	-16	-37,1	-16	-37,2
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-1	0	-1	n.s.	-1	n.s.
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	27	44	-17	-39,0	-17	-39,2

Le chiffre d'affaires du pôle Immobilier s'établit à 446 millions d'euros, en baisse de -20 millions d'euros par rapport à fin juin 2025 (-4,3 %). Cette baisse s'explique principalement par la diminution des loyers (-13 millions d'euros) et des prestations d'aménagement (-6 millions d'euros) refacturés aux branches. Le résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint, s'établit à +27 millions d'euros, en baisse de -17 millions d'euros par rapport à fin juin 2025. Ce recul est lié à la baisse du chiffre d'affaires et à l'impact des reprises de provisions qui ont eu lieu sur le premier semestre 2025 soit une variation de -15 millions d'euros, partiellement compensé par un effet favorable de +17 millions d'euros de résultats de cession.

²⁰ Capital Requirements Regulation 3.

²¹ Exigences applicables au 30 juin 2026 hors « Pillar 2 Guidance » (P2G), complétées des exigences globales de coussins applicables au 30 juin 2026 (dont le coussin contra-cyclique).

²² Ratio de levier excluant 100 % de l'épargne centralisée à la Caisse des Dépôts.

4.6.2 Supports et Structures

Le secteur Supports et Structures correspond aux coûts du siège, des directions et des services mutualisés ainsi que de la filiale de gestion de flotte de véhicules Véhiposte. Ces coûts font principalement l'objet de refacturations aux Branches.

	2026.06	2025.06	Variation	
			vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	651	654	-3	-0,4
Charges opérationnelles	-821	-819	-2	+0
Résultat d'exploitation avant quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-170	-165	-5	+3
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	+0	+0,0
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	-170	-165	-5	+3,2

Le chiffre d'affaires s'établit à 651 millions d'euros, stable par rapport à fin juin 2025. Ce chiffre d'affaires est essentiellement composé d'une part, des produits intragroupe résultant de la facturation des prestations fournies aux autres branches d'activité pour +593 millions d'euros et d'autre part, des frais de siège Groupe refacturés au titre des management fees pour +50 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation, après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint, s'établit à -170 millions d'euros, soit -5 millions d'euros par rapport à fin juin 2025, principalement imputable à la hausse des charges informatiques.

4.6.3 Charges non affectées

	2026.06	2025.06	Variation	
			vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Coût net de la présence territoriale	-285	-309	+24	-7,7
Autres produits et charges opérationnels	47	69	-23	-32,5
RESULTAT D'EXPLOITATION	-238	-239	+1	-0,5

Les charges non affectées comprennent les coûts de la mission d'accessibilité du service universel postal, les coûts de la mission d'aménagement du territoire, l'abattement sur la fiscalité locale correspondant et la part de charges liées aux dispositifs de fin de carrière considérés comme transverses au Groupe et donc non affectés aux branches, ainsi que la part non affectée de la compensation du service universel postal.

Le résultat d'exploitation est stable par rapport à fin juin 2025 (+1 million d'euros). La baisse de 24 millions d'euros du coût net de la présence territoriale est compensée par une baisse de 22 millions d'euros de la compensation d'aménagement du territoire.

5. Autres agrégats-clés du compte de résultat

5.1 Résultat financier

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2026.06	2025.06	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
Charge nette d'intérêt	-116	-111	-5	+4,7
Variation de 'juste valeur' y compris spread de crédit de la dette	3	-4	+7	n.s.
Coût de l'endettement financier net	-113	-115	+1	-1,2
Autres éléments du résultat financier	-9	-18	+8	-46,9
RESULTAT FINANCIER	-122	-132	+10	-7,3

À fin juin 2026, le résultat financier s'améliore de 10 millions d'euros et s'établit à une charge de 122 millions d'euros. Cette baisse de la charge s'explique par une baisse de 1 million d'euros du coût de l'endettement financier net, à 113 millions d'euros, et par l'amélioration de 8 millions d'euros des autres éléments du résultat financier, dont la charge ressort à 9 millions d'euros.

La charge nette d'intérêts s'établit à 116 millions, en hausse de 5 millions par rapport à fin juin 2025. La charge d'intérêts sur emprunts et dérivés associés recule de 4 millions d'euros, principalement sous l'effet de la baisse de l'encours moyen des emprunts, passé de 10 169 millions d'euros au premier semestre 2025 à 9 604 millions d'euros au premier semestre 2026. Cet effet est en partie compensé par la hausse du coût moyen de la dette obligataire²³. La charge d'intérêts sur passifs de location diminue de 3 millions d'euros, en lien avec la réduction de la dette correspondante. Les produits de trésorerie baissent pour leur part de 12 millions d'euros, du fait du repli du rendement moyen du portefeuille de placements²⁴, conjugué à la baisse de l'encours moyen des placements de trésorerie. La variation de juste valeur de la dette et des dérivés associés est en écart favorable de 7 millions d'euros sous l'effet d'une hausse de la composante taux d'un dérivé de change GBP destiné à compenser l'incidence du change sur un prêt intragroupe.

Les autres éléments du résultat financier (charge de 9 millions d'euros au premier semestre 2026), s'améliorent de 8 millions d'euros par rapport à fin juin 2025. Cette évolution provient notamment de la charge de désactualisation de la provision pour dispositifs de fin de carrière et pour les avantages postérieurs à l'emploi en lien avec une diminution des engagements de La Poste ainsi que d'un résultat de change en écart favorable de 5 millions d'euros.

²³ Coût moyen de la dette obligataire au premier semestre 2026 à 1,57% Vs 1,53% au premier semestre 2025

²⁴ Rendement moyen du portefeuille de placements à 2,50 % au premier semestre 2026 Vs 2,88 % au premier semestre 2025

5.2 Résultat net part du Groupe

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin					
	2026.06	2025.06	Variation vs n-1 (en M€)	Evolution à périmètre et change constants vs n-1		
				(en %)	(en M€)	(en %)
Produits opérationnels	17 494	16 932	+562	+3,3	+665	+4,0
Charges opérationnelles	-16 234	-15 432	-802	+5,2	-855	+5,6
Résultat d'exploitation	1 260	1 500	-240	-16,0	-190	-13,1
Quote part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	10	9	+2	+18,6	+1	+13,3
REX après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1 270	1 509	-239	-15,8	-188	-12,9
Résultat financier	-122	-132	+10	-7,3	+9	-6,6
Résultat courant avant impôt	1 148	1 377	-229	-16,6	-180	-13,5
Impôt sur le résultat	-532	-395	-137	+34,8	-149	+39,0
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	6	-116	+123	n.s.	+122	n.s.
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	622	866	-243	-28,1	-207	-25,0
Résultat net part du Groupe	457	719	-263	-36,5	-237	-34,2
Intérêts minoritaires	166	147	+19	+13,2	+30	+21,8

Le résultat net part du Groupe s'établit à 457 millions d'euros à fin juin 2026, en diminution de 263 millions d'euros par rapport à fin juin 2025.

Les effets périmètre de -27 millions d'euros sont principalement liés à la cession de CNP UniCredit Vita à UniCredit par CNP Assurances (-21 millions d'euros) et au rachat d'intérêts minoritaires de BRT par Geopost (-6 millions d'euros). L'effet change de +1 million d'euros provient essentiellement du réal brésilien (+4 millions d'euros), du dollar singapourien (+4 millions d'euros), de la livre sterling (-3 millions d'euros) et de la livre turque (-3 millions d'euros).

Après retraitement des effets périmètre et change (-26 millions d'euros), le résultat net part du Groupe baisse de 237 millions d'euros par rapport à fin juin 2025.

La principale composante de cette évolution est portée par le résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint, qui est en décroissance organique de 188 millions d'euros. Hors éléments non récurrents survenus au premier semestre 2025 et au premier semestre 2026 induits par des opérations de cessions, de remédiations et de pertes de valeur détaillés ci-après (solde net de -463 millions d'euros), et à périmètre et change constants, le résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint est en augmentation de +275 millions d'euros marquée par la forte hausse de la contribution des activités de bancassurance alors que l'activité colis est soumise à des pressions concurrentielles et de mix produit sur les marges.

Le résultat financier qui représente une charge de 122 millions d'euros, s'améliore de 10 millions d'euros par rapport à fin juin 2025, avec une composante coût de l'endettement financier qui demeure stable. Hors effets périmètre et change, il s'améliore de 9 millions d'euros.

La charge d'impôt sur le résultat est en augmentation organique de 149 millions d'euros. Retraîtée des éléments non récurrents comprenant notamment l'incidence de la contribution exceptionnelle

sur les bénéfices en hausse de 23 millions d'euros, la charge d'impôt du Groupe augmente de -131 millions d'euros en lien avec la progression du résultat courant avant impôt taxable.

La quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence s'établit à +6 millions d'euros. Après retraitement des éléments non récurrents (dont -109 millions au premier semestre 2025 de dépréciation complémentaire de titres Ninja Van) et à périmètre et change constants, la quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence augmente de 13 millions d'euros.

Enfin, la part de résultat net revenant aux intérêts minoritaires, augmente de 19 millions d'euros par rapport au premier semestre 2025 et augmente de 30 millions d'euros à périmètre et change constants.

Retraité des éléments non récurrents et hors effets périmètre et change le résultat net part du Groupe augmente de +135 millions d'euros par rapport à fin juin 2025.

5.2.1 Détail des éléments non récurrents 2026 et 2025 (impacts sur le résultat d'exploitation après quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint)

Impacts Résultat d'exploitation (en millions d'euros)	2026.06	2025.06
Cession - fermeture	-4	116
Services-Courrier-Colis	-7	0
Grand Public et Numérique	2	0
La Banque Postale	0	116
Remédiations et pertes de valeur	-287	56
Services-Courrier-Colis	-110	0
Geopost	-177	56
TOTAL	-291	172

5.2.2 Détail des éléments non récurrents 2026 et 2025 (impacts sur le résultat net part du Groupe)

Impacts Résultat net part du Groupe (en millions d'euros)	2026.06	2025.06
Cession - fermeture	-5	111
Services-Courrier-Colis	-7	0
Grand Public et Numérique	2	0
La Banque Postale	0	111
Réglementaire ^(a)	-62	-39
Remédiations et pertes de valeur	-287	-53
Services-Courrier-Colis	-110	0
Geopost	-177	-53
TOTAL	-353	19

^(a) Surtaxe d'IS

6. Endettement et solidité financière

Les tableaux présentés ci-dessous sont aménagés pour prendre en compte la coexistence d'activités bancaires et d'activités industrielles et commerciales au sein d'un même Groupe et donner une appréciation plus économique de leur contribution respective à la génération de trésorerie du Groupe. La Poste, en tant que maison mère du Groupe, assure en effet le financement des activités industrielles et commerciales et les besoins en fonds propres de La Banque Postale. Dans ce cadre, La Banque Postale, bien que consolidée par intégration globale, est appréhendée ci-dessous au travers des dividendes qu'elle distribue à sa maison mère, considérés comme les flux de trésorerie qui

restent disponibles pour le Groupe, une fois satisfaites les obligations réglementaires en termes de fonds propres.

Ainsi, la dette nette du Groupe ne prend pas directement en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent. La dette nette du Groupe varie donc essentiellement en fonction des éléments suivants :

- La capacité des activités industrielles et commerciales à dégager des flux de trésorerie disponibles excédentaires (Excédent brut d'exploitation, variation du besoin en fonds de roulement, investissements et croissance externe éventuelle) ;
- Les dividendes versés par La Banque Postale à La Poste (dont les coupons des titres hybrides ATI) ou provenant des entités mises en équivalence et inversement les augmentations de capital éventuelles dans ces entités ;
- La charge d'impôt sur les sociétés résultant notamment du Groupe d'intégration fiscale constitué entre La Poste et ses filiales ;
- Le coût des capitaux employés par La Poste, mesuré au travers des intérêts versés sur la dette nette et des dividendes versés à ses actionnaires.

6.1 Free Cash-Flow

Au 30 juin 2026, le Groupe a généré un free cash-flow de -205 millions d'euros, soit une diminution de 240 millions d'euros par rapport au premier semestre 2025.

Cette évolution s'explique principalement par une variation du besoin en fonds de roulement en écart défavorable de 219 millions d'euros par rapport au premier semestre 2025 et par une réduction des flux de trésorerie liés au versement de l'impôt sur les sociétés pour -126 millions d'euros, en partie compensées par une augmentation de 184 millions d'euros des dividendes reçus de La Banque Postale et des sociétés mises en équivalence.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2026.06	2025.06	Variation	
			vs n-1	
			(en M€)	(en %)
Excédent Brut d'Exploitation	665	718	-53	-7,4
Dividendes reçus de LBP et des SME	719	535	+184	+34,4
Provisions RH hors dispositifs de fin de carrière	7	-6	+13	n.s.
EBITDA Ajusté	1 391	1 247	+144	+11,6
Variation BFR	-705	-486	-219	+45,0
Achats d'actifs corporels et incorporels	-518	-450	-68	+15,2
Cessions d'actifs corporels et incorporels	41	38	+3	+7,5
Intérêts financiers nets versés (Hors IFRS 16)	-78	-76	-2	+2,3
Impôts sur les bénéfices	137	263	-126	-47,9
CICE Imputé / Généré	+0	-0	+1	n.s.
Remboursement des passifs de location	-408	-432	+24	-5,5
Charge d'intérêts sur passifs de location	-66	-69	+3	-4,5
FREE CASH-FLOW	-205	35	-240	n.s.

6.1.1 EBITDA ajusté

L'EBITDA ajusté atteint 1 391 millions d'euros au 30 juin 2026, soit une augmentation de 144 millions d'euros par rapport au premier semestre 2025.

L'excédent brut d'exploitation s'établit à 665 millions d'euros, soit une diminution de 53 millions d'euros qui se caractérise par une hausse des charges (+250 millions d'euros) que ne compense pas la progression du chiffre d'affaires (+196 millions d'euros), avec en particulier une baisse de -21 millions d'euros pour Geopost (sous l'effet d'une sous performance enregistrée en Italie dans le cadre du plan de remédiation), de -28 millions d'euros pour le pôle immobilier en lien avec la diminution des loyers et prestations d'aménagement facturés aux branches et, une baisse de -11 millions d'euros pour la branche Grand Public (recul des activités grand public et numérique). L'EBE de la branche Services-Courrier-Colis progresse de +11 millions d'euros (courrier maison mère +18 millions d'euros, filiales courrier -4 millions d'euros et -3 millions d'euros au Colis).

Les dividendes perçus de La Banque Postale et des sociétés mises en équivalence (719 millions d'euros), augmentent de 184 millions d'euros, dont 166 millions d'euros liés à l'amélioration du résultat de La Banque Postale entre 2024 et 2025.

Les provisions RH, hors dispositifs de fin de carrière, augmentent de 13 millions d'euros par rapport au premier semestre 2025.

6.1.2 Achats d'actifs corporels et incorporels

Les décaissements de trésorerie sur achats d'actifs corporels et incorporels augmentent de 68 millions d'euros par rapport à fin juin 2025 pour s'établir à 518 millions d'euros. Cette évolution est composée d'une augmentation de 29 millions d'euros des investissements réalisés et d'une variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations en écart défavorable en trésorerie de 40 millions d'euros.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2026.06	2025.06	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
Services - Courrier - Colis	-103	-96	-7	+6,9
Geopost	-162	-160	-3	+1,7
Grand Public et Numérique	-48	-52	+3	-6,7
Immobilier	-128	-102	-26	+25,5
Supports & Autres	-77	-40	-36	+89,9
Achat d'actifs incorporels et corporels	-518	-450	-68	+15,2
Variation des fournisseurs d'immobilisations	116	77	+40	+51,6
INVESTISSEMENTS REALISES HORS BANQUE	-402	-373	-29	+7,7

Les achats d'actifs incorporels et corporels concernent :

- Branche Services-Courrier-Colis : 103 millions d'euros, en augmentation de 7 millions d'euros. Les investissements ont principalement porté sur la maintenance de l'outil industriel, avec notamment un projet capacitaire dédié au Colis, ainsi que sur les grands programmes d'équipements tels que l'installation des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) ;
- Branche Geopost : 162 millions d'euros, en hausse de 3 millions d'euros. En 2026, les investissements concernent principalement les dépôts, l'IT, les hubs - notamment celui de São Paulo - et les lockers, avec une part importante dédiée aux systèmes informatiques et aux infrastructures réseau ;

- Branche Grand Public Numérique : 48 millions d'euros, en baisse de 3 millions d'euros. En 2026, les investissements concernent principalement la transformation du Réseau, le développement de nouveaux services pour la clientèle professionnelle et des projets de transformation des systèmes d'information ;
- Pôle Immobilier : 128 millions d'euros, en augmentation de 26 millions d'euros par rapport au premier semestre 2025. Cette progression reflète une stratégie recentrée sur la rénovation ciblée des bureaux de poste, le développement des infrastructures logistiques et les travaux menés dans le cadre du plan Climat ;
- Supports et autres : 77 millions d'euros en augmentation de 36 millions d'euros, dont 48 millions d'euros pour Véhiposte, liés à la livraison au premier semestre 2026 de véhicules commandés en 2025.

6.1.3 Cessions d'actifs corporels et incorporels

Les cessions d'actifs corporels et incorporels s'élèvent à 41 millions d'euros et sont en augmentation de 3 millions d'euros par rapport à fin juin 2025. Cette hausse est principalement portée par Geopost dont les cessions sont en hausse de 5 millions d'euros.

6.1.4 Autres éléments du Free Cash-Flow

La variation de besoin en fonds de roulement qui génère au premier semestre 2026 un flux de trésorerie négatif de 705 millions d'euros est en écart défavorable de 219 millions d'euros par rapport au premier semestre 2025.

Les flux de trésorerie sur intérêts financiers nets versés (78 millions d'euros au premier semestre 2026) augmentent de 2 millions d'euros principalement sous l'effet d'une variation défavorable des intérêts courus non échus (3 millions d'euros).

Les flux de trésorerie générés par les impôts qui représentent un flux positif de trésorerie de 137 millions d'euros sont en écart défavorable de 126 millions d'euros par rapport au premier semestre 2025 essentiellement en raison d'une baisse de l'encaissement reçu de la Banque Postale dans le cadre de l'intégration fiscale (-68 millions d'euros) et d'une hausse des versements effectués par le Groupe au titre du périmètre intégré fiscalement (-71 millions d'euros)

Les remboursements de passifs de location et la charge d'intérêt sur passifs de location diminuent respectivement de 24 millions d'euros et de 3 millions d'euros en lien avec une diminution de la dette de location financements.

6.2 Variation de la dette nette

La dette nette du Groupe s'établit à 9 914 millions d'euros à fin juin 2026, en augmentation de 158 millions d'euros au cours du premier semestre 2026 avec pour principaux éléments de variation, un Free Cash-Flow négatif de 205 millions d'euros, une baisse de la dette de location financement de 83 millions d'euros et des décaissements de trésorerie au titre des opérations de croissance externe et achats d'actifs financiers pour un montant de 50 millions d'euros. Le versement des dividendes dus en 2026 par le Groupe, au titre du résultat 2025, ayant été réalisé sous forme de titres, aucune incidence n'est constatée sur la dette nette.

	Semestre clos le 30 juin			
	2026.06	2025.06	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Free cash-flow	-205	35	-240	n.s.
Dividendes versés	-3	-25	+22	-86,9
Croissance externe et actifs financiers nets	-50	-37	-13	+36,5
Variation des dettes de location financement	83	125	-42	-33,6
Variation des ICNE sur instruments financiers	39	42	-3	-7,4
Augm. / Réduc. Capital	-0	8	-8	n.s.
Financement perpétuel	0	341	-341	-100,0
Incidence des Var. périmètre et change sur dette	-4	5	-9	n.s.
Neutralisation Prov RH hors DFC	-7	6	-13	n.s.
Autres éléments du flux de trésorerie des opérations	-13	-19	+6	-32,5
Autres éléments de variation de la dette nette	2	1	+1	+86,3
Var. Dette Nette	-158	483	-641	n.s.
Dette nette à l'ouverture	9 756	10 601	-845	-8,0
Dette nette Clôture (Publié)	9 914	10 118	-204	-2,0

6.2.1 Incidence des opérations de croissance externe et achats d'actifs financiers sur la dette nette du Groupe

Le solde net des flux liés à la croissance externe et aux mouvements sur actifs financiers est de -50 millions d'euros, en augmentation de 13 millions d'euros par rapport au premier semestre 2025, avec pour composantes les éléments suivants en 2026 :

- Acquisitions d'actifs financiers pour un montant de 33 millions d'euros, et cessions pour un montant de 15 millions d'euros (dépôts et cautionnements, achats et cessions de titres non consolidés) ;
- Achats d'intérêts minoritaires pour un montant de 29 millions d'euros, provenant principalement du rachat des intérêts minoritaires d'Asten Santé (Branche Services Courrier Colis) et de Your Cargo Contact (GeoPost) ;
- Les flux de trésorerie sur acquisitions et cessions de filiales sous déduction de la trésorerie représentent un solde net de -3 millions d'euros (dont cession de Mediaposte Espagne et de Sefas).

6.2.2 Dividendes versés par le Groupe en 2026

Le Groupe a versé au cours du premier semestre 2026, 3 millions d'euros aux actionnaires minoritaires du Groupe.

Les dividendes dus aux actionnaires du Groupe en 2026 au titre du résultat 2025, ont été versés en actions via une augmentation de capital social assortie d'une prime d'émission pour un montant total de 406 millions d'euros, 268 millions d'euros pour la Caisse des Dépôts et 138 millions d'euros pour l'Etat.

6.3 Variation de la trésorerie

La trésorerie du Groupe à fin juin 2026 a baissé de 360 millions d'euros. Elle atteint ainsi 2 834 millions d'euros, pour une position à l'ouverture de l'exercice de 3 194 millions d'euros.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2026.06	2025.06	Variation	
			vs n-1	
			(en M€)	(en %)
Free cash-flow	-205	35	-240	n.s.
Dividendes versés	-3	-25	+22	-86,9
Croissance externe et actifs financiers nets	-50	-37	-13	+36,5
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	1 415	355	1 060	n.s.
Remboursement des emprunts (Hors passifs de location)	-1 322	-1 122	-199	+17,8
Augm. / Réduc. Capital	-0	8	-8	n.s.
Financement perpétuel	0	341	-341	-100,0
Var actifs financiers de gestion de trésorerie	-212	-615	+403	-65,6
Autres flux liés aux opérations de financement	-15	-1	-14	n.s.
Effet change et changement de méthode	6	-13	+20	n.s.
Flux de trésorerie intragroupe	47	-70	+117	n.s.
Neutralisation Prov RH hors DFC	-7	6	-13	n.s.
Autres éléments du flux de trésorerie des opérations	-13	-19	+6	-32,5
Variation de la Trésorerie	-360	-1 158	+799	-68,9
Trésorerie à l'ouverture	3 194	4 172	-978	-23,4
Trésorerie à la clôture	2 834	3 014	-180	-6,0

Cette variation de trésorerie provient principalement des éléments suivants :

- Une consommation de trésorerie de 266 millions d'euros issue du solde net du Free cash-flow généré (-205 millions d'euros) net des provisions RH hors dispositifs de fin de carrière (-7 millions d'euros), des dividendes versés aux actionnaires minoritaires (-3 millions d'euros), et des flux de trésorerie liés aux opérations de croissance externe et achats d'actifs financiers (-50 millions d'euros) ;
- Une variation nette de trésorerie provenant des encaissements liés aux nouveaux emprunts et aux remboursements des emprunts hors IFRS16 de 93 millions d'euros avec pour principaux mouvements des tombées de billets de trésorerie de 1 316 millions d'euros et des émissions de billets de trésorerie pour 1 371 millions d'euros ce qui porte l'encours des billets de trésorerie stable à 255 millions d'euros ;
- Un flux de trésorerie intragroupe de -47 millions d'euros correspondant principalement à l'évolution de la situation financière nette envers La Banque Postale ;
- Une diminution de trésorerie provenant des mouvements sur actifs financiers de gestion de trésorerie de 212 millions d'euros, liée aux variations de l'encours des placements à plus de trois mois (1 061 millions d'euros) ;
- Une variation des autres flux liés aux opérations de financement de -15 millions d'euros.

6.4 Dette brute

L'endettement brut du Groupe a diminué de 42 millions d'euros au premier semestre 2026 avec une baisse des passifs de location de 83 millions d'euros (encours ramené à 3 536 millions d'euros) et une hausse de l'encours des billets de trésorerie de 55 millions d'euros (encours de 255 millions d'euros). Il est désormais de 13 801 millions d'euros à fin juin 2026.

Le détail de l'endettement brut est présenté ci-dessous :

	Semestre clos le 30 juin			
	2026.06	2025.12	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Obligations	9 624	9 590	+35	+0,4
Obligations Court terme	874	873	+1	+0,1
Obligations Moyen et long terme	8 750	8 716	+34	+0,4
Bons La Poste	50	50	-0	-0,5
Bons La Poste Court terme	50	50	-0	-0,5
Bons La Poste Moyen et Long terme	0	0	+0	-
Billets de trésorerie	255	200	+55	+27,5
Billets de trésorerie Court terme	255	200	+55	+27,5
Billets de trésorerie Moyen et Long terme	0	0	+0	-
Dépôts et cautionnements reçus	60	58	+2	+4,1
Dépôts et cautionnements reçus Court terme	13	14	-1	-7,3
Dépôts et cautionnements reçus Moyen Long terme	48	44	+3	+7,6
Intérêts courus	67	105	-38	-36,1
Intérêts courus	67	105	-38	-36,1
Dette subordonnée	0	0	+0	-
Passifs de location	3 536	3 619	-83	-2,3
Passifs de location Court terme	783	782	+1	+0,1
Passifs de location Moyen Long terme	2 753	2 837	-84	-3,0
Autres hors passifs de location	209	222	-13	-5,8
Autres Court terme	109	131	-22	-16,5
Autres Moyen Long terme	100	91	+9	+9,6
ENDETTEMENT BRUT	13 801	13 843	-42	-0,3
Endettement Brut Court terme	2 150	2 154	-4	-0,2
Endettement Brut Moyen Long terme	11 651	11 689	-38	-0,3

La dette obligataire du Groupe à fin juin 2026 (9 624 millions d'euros, hors emprunts hybrides et y compris green bond) est constituée de 11 lignes obligataires à taux fixe d'origine, « variabilisés » pour certains.

6.5 Dette nette

	Semestre clos le 30 juin			
	2026.06	2025.12	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Dette brute à la clôture	13 801	13 843	-42	-0,3
Trésorerie	-2 834	-3 194	+360	-11,3
Autres éléments d'actif	-1 054	-894	-160	+17,9
ENDETTEMENT NET FIN DE PERIODE	9 914	9 756	+158	+1,6

L'endettement net du Groupe s'élève à 9 914 millions d'euros à fin juin 2026. Il a augmenté de 158 millions d'euros au cours du premier semestre 2026 avec une dette brute en baisse de 42 millions d'euros, une trésorerie en baisse de 360 millions d'euros (voir chapitre dédié) et les autres éléments d'actifs en hausse de 160 millions d'euros.

Les autres éléments d'actifs qui s'élèvent à -1 054 millions d'euros sont essentiellement constitués des éléments suivants :

- Dérivés actifs associés à la dette avec une juste valeur de 10 millions d'euros, en baisse de 1 million d'euros par rapport à décembre 2025,
- Placements à échéance supérieurs à trois mois à l'origine pour un montant de 1 061 millions d'euros, qui sont en hausse de 207 millions d'euros par rapport à fin décembre 2025,
- Situation financière nette envers La Banque Postale en position débitrice de 18 millions d'euros pour une position créditrice de 29 millions d'euros à fin décembre 2025.

6.6 Capitaux propres et structure financière

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2026.06	2025.12	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
Capitaux Propres Part du Groupe (ouverture)	24 762	23 373	1 390	+5,9
Augmentation de capital	406	494	-88	-17,7
Résultat net part du Groupe	457	1 160	-703	-60,6
Distribution de dividendes	-406	-494	88	-17,7
Rémunération de titres hybrides subordonnés perpétuels	-81	-159	77	-48,8
Rés. recyclables et non recyclables	121	610	-490	-80,2
Ecart de conversion	283	-121	404	n.s.
Ecarts actuariels	8	33	-25	-75,2
Transactions avec les intérêts minoritaires	-22	-66	44	-66,5
Autres éléments	-51	-69	17	-25,3
Capitaux Propres Part du Groupe (clôture)	25 476	24 762	714	+2,9
Intérêts minoritaires	5 894	7 131	-1 237	-17,4
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (CLOTURE)	31 370	31 894	-524	-1,6

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 25 476 millions d'euros à fin juin 2026. Ils augmentent de 714 millions d'euros sous l'effet principalement du résultat net part du Groupe (457 millions d'euros), d'une hausse des réserves, recyclables et non recyclables, de 121 millions d'euros, (avec une baisse de -376 millions d'euros pour les réserves recyclables et une hausse de 498 millions d'euros pour les réserves non recyclables) et une hausse des écarts de conversion de 283 millions d'euros.

Le versement des dividendes aux actionnaires du Groupe qui a été effectué sous forme de titres pour un montant de 406 millions d'euros est sans effet sur le solde des capitaux propres part du Groupe.

Les intérêts minoritaires s'élèvent à 5 894 millions d'euros, en diminution de 1 237 millions d'euros, en lien notamment avec un remboursement de 1 481 millions d'euros des titres subordonnés de CNP Assurances et de la Banque Postale.

6.7 Notation financière

Les notations financières de La Poste restent inchangées à l'issue du premier semestre 2026.

Agences	Notation long terme	Notation court terme	Perspective	Dernière publication
S&P Global Ratings	A	A-1	Stable	19 novembre 2025
Fitch Ratings	A+	F1+	Stable	21 novembre 2025

7. Facteurs de risque

Les facteurs de risque demeurent de même nature que ceux présentés au chapitre 4.1 du document d'enregistrement universel 2025, et ne présentent pas d'évolution significative au cours du premier semestre 2026.

8. Perspectives et événements post clôture

8.1 Perspectives

Dans un contexte international marqué par des instabilités géopolitiques aux répercussions durables sur l'économie, les tensions sur les prix de l'énergie et les incertitudes relatives à l'évolution des taux et sur les marchés pèsent sur l'activité. Cet environnement macro-économique devrait perdurer au second semestre, avec une tendance haussière des taux courts et la revalorisation des taux de l'épargne réglementée. En 2026, la croissance resterait faible en zone euro (+0,8%²⁵), tandis que pour la France, la Banque de France maintient un scénario de croissance faible mais positive (+0,5%²⁶).

Dans cet environnement, **le Groupe La Poste accélère l'adaptation de son modèle multimétier international** en déployant son **nouveau plan stratégique « Réussir ensemble – Ambitions 2031 »**, afin de renforcer sa croissance, sa compétitivité et son utilité. En s'appuyant sur ses actifs, son capital confiance et son modèle social attentif, le Groupe entend conjuguer conquête, performance et impact, en plaçant le client au cœur de ses ambitions grâce à l'engagement de l'ensemble de ses collaborateurs.

Dès 2026, ses priorités seront les suivantes :

- défendre ses positions sur les flux à valeur du Colis et accélérer sur la livraison hors domicile ;
- poursuivre la transformation de La Banque Postale en renforçant son modèle relationnel (capacités digitales) et sa dynamique de conquête, et amplifier la conquête commerciale de CNP Assurances en augmentant ses capacités de distribution ;
- poursuivre l'accélération des activités autour du numérique de confiance, en particulier sur les métiers de l'édition et de l'intégration ;
- continuer à adapter les modalités d'exercice des missions de service public en ligne avec l'évolution des attentes des concitoyens, tout en conciliant services rendus et équilibre économique ;
- en lien avec le nouveau Comité de mission, poursuivre une politique de développement durable différenciante et maximiser son impact positif pour la société.

²⁵ Source : Bulletin économique de la BCE n°4/2026 - 25 juin 2026.

²⁶ Source : Projections macroéconomiques de la Banque de France – Juin 2026.

8.2 Evènements post-clôture

Néant.

2

États financiers consolidés résumés

SOMMAIRE

COMPTES CONSOLIDÉS

Compte de résultat	44
État du résultat global	45
Bilan	46
Variation des capitaux propres	48
Tableau des flux de trésorerie	51

GENERALITES

Note 1	Événements significatifs du semestre	52
Note 2	Base de préparation et méthodes comptables	54
Note 3	Information sectorielle	55

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Note 4	Chiffre d'affaires	57
Note 5	Produit net bancaire	58
Note 6	Achats et autres charges	59
Note 7	Charges de personnel et effectifs	59
Note 8	Autres charges et produits opérationnels	60
Note 9	Résultat financier	61
Note 10	Impôts sur le résultat	62

NOTES SUR LE BILAN

Note 11	Écarts d'acquisition (goodwill)	63
Note 12	Immobilisations incorporelles et corporelles	65
Note 13	Contrats de location (preneur)	66
Note 14	Sociétés mises en équivalence	68
Note 15	Autres actifs des activités industrielles et commerciales	69
Note 16	Actifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance	70
Note 17	Provisions pour risques et charges	71
Note 18	Emprunts obligataires et autres dettes financières	72
Note 19	Dettes nettes du Groupe	73
Note 20	Avantages du personnel	74
Note 21	Dettes fournisseurs et autres dettes	74
Note 22	Passifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance	75
Note 23	Actifs et passifs destinés à être cédés	76

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Note 24	Informations complémentaires sur les instruments financiers	77
Note 25	Transactions avec les parties liées	79
Note 26	Engagements hors bilan et passifs éventuels	79
Note 27	Événements postérieurs à la clôture	79
Note 28	Exposition au risque de crédit	80
Note 29	Contrats d'assurance et de réassurance	86

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Note	S1 2026	S1 2025	2025
Chiffres d'affaires des activités commerciales	4	13 291	13 025	26 700
Produit net bancaire	5	4 203	3 907	7 687
Produits opérationnels		17 494	16 932	34 387
Achats et autres charges	6	(7 848)	(7 416)	(15 858)
Charges de personnel	7	(6 877)	(6 973)	(13 909)
Impôts et taxes	8	(201)	(218)	(277)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	8	(1 599)	(1 243)	(2 670)
Autres charges et produits opérationnels	8	271	322	707
Résultat des cessions d'actifs		20	96	114
Charges opérationnelles nettes		(16 234)	(15 432)	(31 893)
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	14	10	9	23
Résultat d'exploitation		1 270	1 509	2 517
Coût de l'endettement financier net	9.1	(113)	(114)	(236)
Autres éléments du résultat financier	9.2	(9)	(18)	(11)
Résultat financier	9	(122)	(132)	(247)
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	14	6	(116)	(111)
Résultat avant impôt		1 154	1 261	2 159
Impôt sur le résultat	10	(532)	(395)	(685)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		622	866	1 474
Part des minoritaires		165	147	314
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		457	719	1 160

Certains éléments de charges d'exploitation des activités bancaires sont désormais présentés au sein du Produit net bancaire à partir de décembre 2025. Ils sont détaillés dans la note 5.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	2025
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	622	866	1 474
ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES			
Éléments recyclables	152	(634)	(898)
Variation des résultats latents sur instruments financiers	1 009	237	(571)
Reclassement en résultat net de l'exercice	216	142	1 268
Écart de conversion	522	(54)	(59)
Reclassement en résultat net de l'exercice		6	
Quote part des autres éléments recyclables du résultat global des sociétés mises en équivalence	13	(57)	(60)
Réévaluation des contrats d'assurance et réassurance	(1 392)	(760)	(208)
Éléments non recyclables	507	837	1 448
Écarts actuariels sur avantages du personnel	(5)	11	32
Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur	(20)	(14)	12
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres (hors titres cédés durant l'exercice)	518	833	1 402
Quote part des autres éléments non recyclables du résultat global des sociétés mises en équivalence	14	7	2
Total éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres (nets d'impôts)	659	203	550
RESULTAT GLOBAL	1 281	1 069	2 024
Résultat global part des minoritaires	410	151	342
RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE	871	918	1 682

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF

(en millions d'euros)	Note	30/06/2026	31/12/2025
Écarts d'acquisition	11	5 537	5 815
Immobilisations incorporelles	12	4 950	4 817
Immobilisations corporelles	12	6 655	6 711
Droits d'utilisation	13	3 147	3 194
Participations dans les sociétés mises en équivalence	14	1 518	1 491
Autres actifs financiers non courants	15	587	591
Impôts différés actifs		1 441	1 559
Actifs non courants		23 835	24 178
Stocks et encours	15	248	250
Créances clients et autres créances	15	5 497	5 104
Autres actifs financiers courants	15	1 148	924
Créance d'impôt sur les bénéfices		342	452
Autres comptes de régularisation - Actif		263	187
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	2 834	3 194
Actifs destinés à être cédés	23	192	161
Actifs courants		10 524	10 272
Caisse, banques centrales	16	11 717	12 757
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	16	230 994	219 591
Instruments dérivés de couverture	16	345	395
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	16	223 438	222 785
Titres au coût amorti	16	38 165	38 206
Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti	16	67 237	70 076
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	16	131 104	132 154
Écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	16	(82)	5
Contrats d'assurance émis - Actif	16	883	890
Contrats de réassurance détenus - Actif	16	6 307	6 255
Autres actifs financiers et comptes de régularisation	16	9 308	6 754
Immeubles de placement	16	6 091	6 355
Actifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance		725 507	716 223
TOTAL ACTIF		759 866	750 673

PASSIF

(en millions d'euros)	Note	30/06/2026	31/12/2025
Capital social et prime d'émission		8 004	7 598
Réserves		21 931	20 827
Réserves recyclables sur instruments financiers et contrats d'assurance / réassurance		(5 030)	(4 655)
Réserve de conversion		(632)	(914)
Titres subordonnés hybrides perpétuels		746	746
Résultat de l'exercice part du Groupe		457	1 160
Capitaux propres part du Groupe		25 476	24 762
Intérêts minoritaires		5 894	7 132
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		31 370	31 894
Emprunts obligataires et dettes financières ^(a)	18.1	10 265	10 224
Passifs de location ^(a)	18.1	3 536	3 619
Provisions pour risques et charges ^(a)	17	819	806
Avantages du personnel ^(a)	20	1 802	1 882
Impôts différés passifs (non courant)		1 283	1 221
Dettes fournisseurs et autres dettes ^(a)	21	9 330	9 207
État - Impôt sur les bénéfices (courant)		94	105
Autres comptes de régularisation - Passif (courant)		299	244
Passifs destinés à être cédés (courant)	23	100	91
Passifs non-courants		14 388	14 362
Passifs courants		13 140	13 037
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	22	21 753	19 658
Instruments dérivés de couverture	22	1 245	1 440
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	22	29 665	28 427
Dettes envers la clientèle	22	209 680	215 639
Dettes représentées par un titre	22	30 144	31 381
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	22	(136)	(128)
Contrats d'assurance émis et de réassurance détenus	22	394 530	380 484
Autres passifs financiers et comptes de régularisation	22	5 414	5 597
Dettes subordonnées	22	8 673	8 882
Passifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance		700 968	691 380
TOTAL PASSIF		759 866	750 673
<i>(a) Dont part courante :</i>			
Emprunts obligataires et dettes financières		1 368	1 372
Passifs de location		783	782
Provisions pour risques et charges		669	692
Avantages du personnel		502	550
Dettes fournisseurs et autres dettes		9 325	9 207

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2026

1er semestre 2026

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social et prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Réserves recyclables sur instruments financiers	Réserves recyclables sur contrats d'assurance et réassurance	Titres subordonnés hybrides perpétuels	Autres réserves	TOTAL PART DU GROUPE	Intérêts minoritaires	TOTAL
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2025	7 598	1 160	(914)	(19 532)	14 877	746	20 827	24 762	7 132	31 894
Distribution de dividendes	406						(406)		(170)	(170)
Rémunération des titres subordonnés hybrides perpétuels ^(a)							(81)	(81)		(81)
Options de rachat d'intérêts minoritaires							14	14	13	27
Transactions avec intérêts minoritaires							(18)	(18)	(12)	(30)
Affectation du résultat 2025		(1 160)					1 160			
Emission et remboursements de titres subordonnés hybrides ^(b)							(47)	(47)	(1 481)	(1 528)
Résultat global de la période		457	283	1 012	(1 388)		507	871	410	1 281
Dont :										
- Résultat net		457						457	165	622
- Réserves recyclables			283	1 012	(1 388)			(93)	245	152
- Réserves non recyclables sur instruments financiers							498	498		498
- Ecart actuariels							9	9		9
Autres				(1)	1		(25)	(25)	2	(23)
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2026	8 004	457	(632)	(18 519)	13 489	746	21 931	25 476	5 894	31 370

(a) Rémunération des titres subordonnés hybrides de La Banque Postale (32 millions d'euros) et CNP Assurances (49 millions d'euros).

(b) Les remboursements de la période sont détaillés dans la note 1.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2025

1er semestre 2025

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social et prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Réserves recyclables sur instruments financiers	Réserves recyclables sur contrats d'assurance et réassurance	Titres subordonnés hybrides perpétuels	Autres réserves	TOTAL PART DU GROUPE	Intérêts minoritaires	TOTAL
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2024	7 104	1 410	(793)	(18 977)	15 124	744	18 761	23 373	7 202	30 575
Distribution de dividendes	494						(494)		(251)	(251)
Rémunération des titres subordonnés hybrides perpétuels ^(a)							(87)	(87)		(87)
Options de rachat d'intérêts minoritaires							1	1	2	3
Transactions avec intérêts minoritaires							(4)	(4)	(1)	(5)
Affectation du résultat 2024		(1 410)					1 410			
Emission et remboursements de titres subordonnés hybrides						342	(4)	338		338
Résultat global de la période		719	(99)	256	(793)		835	918	151	1 069
Dont :										
- Résultat net		719						719	147	866
- Réserves recyclables			(99)	256	(793)			(636)	2	(634)
- Réserves non recyclables sur instruments financiers							817	817	2	819
- Ecart actuariels							18	18		18
Autres ^(b)							(39)	(39)	(454)	(493)
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2025	7 598	719	(893)	(18 721)	14 331	1 086	20 380	24 500	6 649	31 149

(a) Rémunération des titres subordonnés hybrides de La Poste (23 millions d'euros), La Banque Postale (26 millions d'euros) et CNP Assurances (38 millions d'euros).

(b) La variation des intérêts minoritaires inclut essentiellement les effets de la cession de CNP UniCredit Vita.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2025

Exercice 2025

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social et prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Réserves recyclables sur instruments financiers	Réserves recyclables sur contrats d'assurance et réassurance	Titres subordonnés hybrides perpétuels	Autres réserves	TOTAL PART DU GROUPE	Intérêts minoritaires	TOTAL
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2024	7 104	1 410	(793)	(18 977)	15 124	744	18 761	23 373	7 202	30 575
Distribution de dividendes	494						(494)		(468)	(468)
Rémunération des titres subordonnés hybrides perpétuels ^(a)							(159)	(159)		(159)
Options de rachat d'intérêts minoritaires							24	24	24	48
Transactions avec intérêts minoritaires							(90)	(90)	(15)	(105)
Affectation du résultat 2024		(1 410)					1 410			
Emission et remboursements de titres subordonnés hybrides ^(b)						2	(10)	(8)	496	488
Résultat global de la période		1 160	(121)	(554)	(248)		1 445	1 682	342	2 024
Dont :										
- Résultat net		1 160						1 160	314	1 474
- Réserves recyclables			(121)	(554)	(248)			(923)	25	(898)
- Réserves non recyclables sur instruments financiers							1 412	1 412	2	1 414
- Ecart actuariels							33	33	1	34
Autres ^(c)							(60)	(60)	(449)	(509)
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2025	7 598	1 160	(914)	(19 532)	14 877	746	20 827	24 762	7 132	31 894

(a) Rémunération des titres subordonnés hybrides de La Poste (50 millions d'euros), La Banque Postale (52 millions d'euros) et de CNP Assurances (57 millions d'euros).

(b) La variation des intérêts minoritaires inclut une augmentation relative à l'émission d'une dette obligataire subordonnée par CNP Assurances.

(c) La variation des intérêts minoritaires inclut essentiellement les effets de la cession de CNP UniCredit Vita.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

	S1 2026			S1 2025			2025		
	Groupe	Activités industrielles et commer.	Activités bancaires et assurances	Groupe	Activités industrielles et commer.	Activités bancaires et assurances	Groupe	Activités industrielles et commer.	Activités bancaires et assurances
<i>(en millions d'euros)</i>									
Excédent brut d'exploitation	2 744	665	2 079	2 551	718	1 833	4 992	1 376	3 616
Variation des provisions sur actifs circulants et créances irrécouvrables	(21)	(21)		(15)	(15)		(55)	(55)	
Produits et charges financières divers	7	7		(4)	(4)		24	24	
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	2 730	651	2 079	2 532	699	1 833	4 961	1 345	3 616
Variation du besoin en fonds de roulement	(91)	(704)	613	(12)	(487)	475	101	171	(70)
Variation du solde des emplois et ressources bancaires et d'assurance	(1 717)		(1 717)	(9 257)		(9 257)	(15 893)		(15 893)
Impôts payés	(416)	138	(554)	(392)	263	(655)	(854)	547	(1 401)
Dividendes versés par La Banque Postale à La Poste		699	(699)		534	(534)		534	(534)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	24	19	5	5	1	4	86	23	63
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	530	803	(273)	(7 124)	1 010	(8 134)	(11 599)	2 620	(14 219)
Achat d'actifs corporels et incorporels	(742)	(518)	(224)	(644)	(449)	(195)	(1 484)	(1 063)	(421)
Achat d'actifs financiers	(42)	(33)	(9)	(60)	(46)	(14)	(95)	(61)	(34)
Encaissements générés par les cessions d'actifs corporels et incorporels	44	41	3	47	38	9	100	83	17
Encaissements générés par les cessions d'actifs financiers	15	15		51	14	37	74	37	37
Incidences des variations de périmètre	(3)	(3)		776		776	784	8	776
Variations des actifs financiers de placement de la trésorerie	(212)	(212)		(615)	(615)		(646)	(646)	
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(940)	(710)	(230)	(445)	(1 058)	613	(1 267)	(1 642)	375
Augmentation de capital				8	8		7	7	
Emission de titres subordonnés hybrides perpétuels				745	745		1 242	746	496
Dividendes versés et rémunération des titres subordonnés hybrides	(243)	(4)	(239)	(339)	(25)	(314)	(626)	(57)	(569)
Rachat d'intérêts minoritaires	(29)	(29)		(5)	(5)		(102)	(95)	(7)
Intérêts financiers versés	(144)	(144)		(145)	(145)		(210)	(210)	
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	1 415	1 415		356	356		797	797	(0)
Remboursements des emprunts	(1 505)	(1 322)	(183)	(1 623)	(1 123)	(500)	(2 517)	(1 520)	(997)
Remboursements de titres subordonnés hybrides perpétuels ^(a)	(1 528)		(1 528)	(403)	(403)		(749)	(749)	
Remboursements des passifs de location	(428)	(408)	(20)	(436)	(432)	(4)	(905)	(864)	(41)
Autres flux liés aux opérations de financement	(15)	(15)		(2)	(2)		2	2	
Flux intragroupe		47	(47)		(70)	70		(1)	1
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(2 477)	(460)	(2 017)	(1 844)	(1 096)	(748)	(3 061)	(1 944)	(1 117)
Diminution (augmentation) de trésorerie des activités bancaires au bilan hors incidence des variations de périmètre	2 521		2 521	8 269		8 269	14 962		14 962
Incidence des variations des cours des devises	6	6		(15)	(15)		(13)	(13)	
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	(360)	(361)		(1 159)	(1 159)		(978)	(979)	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	3 194	3 194		4 172	4 172		4 172	4 172	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	2 834	2 834		3 013	3 013		3 194	3 194	

(a) Les remboursements de la période sont détaillés dans la note 1.

GÉNÉRALITÉS

NOTE 1 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE

- 1.1 Remboursements de titres super subordonnés hybrides perpétuels
- 1.2 Emission obligataire La Banque Postale
- 1.3 Dépréciations de l'écart d'acquisition du pôle Santé & Autonomie
- 1.4 Dépréciations de l'écart d'acquisition du pôle e-commerce transfrontalier
- 1.5 Compte de résultat à périmètre et change constants

1.1 Remboursements de titres super subordonnés hybrides perpétuels

Remboursement La Banque Postale

Le 20 mai, La Banque Postale a remboursé par anticipation, une dette super subordonnée perpétuelle de 744 millions d'euros émise en novembre 2019 à taux fixe de 3,875%. Cette émission répondant aux critères de classification en instruments de capitaux propres en normes IFRS était présentée en Intérêts minoritaires.

Remboursements CNP Assurances

En raison d'une évolution des critères d'éligibilité au capital réglementaire propre aux sociétés d'assurance, CNP Assurances a exercé les options de remboursement anticipé de cinq titres super subordonnés perpétuels classés en capitaux propres représentant un montant total de 784 millions d'euros.

1.2 Emission obligataire La Banque Postale

Le 3 juin 2026, La Banque Postale a émis une dette obligataire pour un montant de 650 millions d'euros avec une maturité à juin 2034 portant intérêt à taux fixe de 4%. Cette émission répond aux critères de classification en instruments de dettes en normes IFRS.

1.3 Dépréciation de l'écart d'acquisition du pôle Santé & Autonomie

Le pôle Santé & Autonomie de la branche Services-Courrier-Colis subit depuis plusieurs exercices des difficultés récurrentes de développement de son activité.

Le business plan du Groupe La Poste revu au cours du premier semestre 2026 intègre désormais des risques relatifs à la réalisation du business plan de ce pôle.

La prise en compte de ces risques dans le test de valeur réalisé dans le cadre de l'arrêté semestriel a pour conséquence une nouvelle dépréciation de l'écart d'acquisition de ce pôle pour un montant de 110 millions d'euros (des dépréciations pour 43 et 30 millions d'euros avaient été enregistrées respectivement en 2024 et 2025). Le test de valeur a été réalisé avec un wacc de 7,6% et un taux de croissance à l'infini de 2%. A fin juin 2026, à la suite de cette dépréciation, la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition inscrit au bilan s'élève désormais à 86 millions d'euros.

1.4 Dépréciation de l'écart d'acquisition du pôle e-commerce transfrontalier

Le pôle e-commerce transfrontalier de la branche Geopost connaît un ralentissement de son activité amenant à une revue à la baisse de ses perspectives de développement.

La refonte du business plan sur l'horizon 2027-2031, réalisée au cours du premier semestre 2026, conduit à une dépréciation de l'écart d'acquisition pour un montant de 182 millions d'euros (idem en part du Groupe). Le test de valeur a été réalisé avec un wacc de 7,7% et un taux de croissance à l'infini de 2,5%.

A fin juin 2026, à la suite de cette dépréciation, la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition inscrit au bilan s'élève désormais à 280 millions d'euros (dont 174 millions d'euros pour la part du Groupe La Poste).

1.5

Compte de résultat à périmètre et change constants

Le résultat retraité neutralise l'effet de toutes les acquisitions de l'exercice en cours et des acquisitions de l'exercice précédent intervenues en cours de période. Il présente également les transactions en devises de la période comparative au taux moyen de la période en cours.

	Résultat publié		Résultat retraité hors effets périmètre et change	
(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	S1 2026	S1 2025
Chiffre d'affaires et PNB	17 494	16 932	17 494	16 829
Achats et autres charges	(7 848)	(7 416)	(7 848)	(7 389)
Charges de personnel	(6 877)	(6 973)	(6 877)	(6 949)
Impôts et taxes	(201)	(218)	(201)	(215)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	(1 599)	(1 243)	(1 599)	(1 242)
Autres charges et produits opérationnels	271	322	271	319
Résultat des cessions d'actifs	20	96	20	96
Charges opérationnelles nettes	(16 234)	(15 432)	(16 234)	(15 380)
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	10	9	10	9
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	1 270	1 509	1 270	1 459

NOTE 2 BASE DE PREPARATION ET METHODES COMPTABLES

2.1 Référentiel comptable

2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

La Poste, société mère de **La Poste Groupe** («Le Groupe La Poste» ou «le Groupe»), est, depuis le 1^{er} mars 2010, une **Société Anonyme**, dont le siège social est situé **9 rue du colonel Pierre Avia, 75015 Paris, France**.

Elle était avant cette date un exploitant autonome de droit public, déjà soumise en matière de gestion financière et comptable aux principes applicables aux entreprises commerciales. Le Groupe La Poste est un grand **Groupe multimétier de services**.

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe au 30 juin 2026 sont arrêtés par le Conseil d'administration (séance du 31 juillet 2026).

2.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés du Groupe La Poste au titre du semestre clos le 30 juin 2026 sont établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne et mises à disposition sur son site accessible sur le [site de la législation européenne](#).

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2026 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. Les comptes résumés ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels et doivent ainsi être lus conjointement avec les états financiers du Groupe au 31 décembre 2025. À l'exception des éléments décrits au paragraphe 2.1.1 ci-dessous, les principes comptables appliqués au 30 juin 2026 sont identiques à ceux retenus et développés au 31 décembre 2025.

2.1.1 Norme et amendements appliqués par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2026

Les principaux amendements applicables à compter du 1^{er} janvier 2026, concernant essentiellement les normes IFRS 9 et IFRS 7 (présentés ci-après), n'ont pas eu d'impacts significatifs sur les comptes du Groupe La Poste arrêtés au 30 juin 2026.

- a) L'introduction d'un choix de méthode comptable visant à permettre, sous conditions, la décomptabilisation d'un passif financier dès la date d'initiation du paiement émis via un système de paiement électronique sans attendre la date effective d'extinction du passif. Le Groupe a retenu cette possibilité de décomptabilisation anticipée.
- b) L'assouplissement du test SPPI (*Solely Payment of Principal and Interest*) permettant de comptabiliser au coût amorti certains prêts dont le taux d'intérêt est indexé notamment sur des critères de durabilité.
- c) L'introduction de la possibilité de comptabiliser, sous conditions strictes, certains contrats d'achat d'électricité renouvelable (ou *Physical-Power Purchase Agreement*) comme des achats d'électricité classiques et non comme des dérivés.
- d) La formalisation du choix de méthode dans le cas d'une concession de loyers selon IFRS 9 ou selon IFRS 16 (améliorations annuelles des normes IFRS).

2.1.2 Principales normes et interprétations d'application obligatoire postérieure au 30 juin 2026

Le Groupe La Poste n'a appliqué par anticipation aucune des normes ou interprétations pour lesquelles la date d'application obligatoire est postérieure au 30 juin 2026.

Norme IFRS 18 - Présentation des états financiers applicable au 1^{er} janvier 2027 (avec retraitement des données comparatives 2026).

La norme IFRS 18 impose un compte de résultat en trois catégories clairement définies (Exploitation, Investissement et Financement) avec des sous-totaux obligatoires ; la présentation du Tableau des Flux de Trésorerie (TFT) en partant du nouveau résultat d'exploitation ; et la publication au sein d'une note dédiée, des indicateurs de performance sur le résultat retenus par le management en communication financière (MPM), de leurs définitions et des rapprochements avec les agrégats de résultat IFRS 18. Les travaux d'analyse et d'implémentation se sont poursuivis : les reclassements de présentation au compte de résultat ont été identifiés et les futurs MPM ont été recensés sur la base des communications publiques du Groupe.

2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

La préparation des états financiers amène le Groupe à retenir des hypothèses et à procéder à des estimations qui sont les meilleures possibles compte tenu des informations disponibles à la date de clôture (comme celles relatives à la crise géopolitique actuelle au Moyen-Orient) et des jugements effectués. Néanmoins, elles peuvent présenter des incertitudes plus ou moins significatives quant à leur réalisation dans le futur en fonction de nombreux facteurs comme la fluctuation des taux d'intérêt et/ou cours de change. De ce fait, les montants effectivement réalisés pourront se révéler différents des estimations et hypothèses retenues.

Les principaux éléments concernés sont :

- le calcul des engagements envers le personnel ;
- l'estimation des provisions pour risques et charges ;
- le calcul des droits d'utilisation et des passifs de location ;
- l'évaluation des écarts acquisition, actifs ou passifs lors des regroupements d'entreprises ;
- les hypothèses retenues notamment pour les tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles et corporelles ;
- la valorisation des contrats d'assurance en application de la norme IFRS 17 ;
- l'évaluation des instruments financiers non cotés sur des marchés organisés ;
- les évaluations opérées au titre du risque de crédit ;
- les actifs d'impôt différé ;
- les hypothèses et estimations retenues pour la mesure de l'efficacité des couvertures mises en place ;
- l'estimation des provisions pour risques et charges.

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

Les principes d'évaluation de l'information sectorielle et les secteurs présentés n'ont pas connu de changement depuis le 31 décembre 2025.

1er semestre 2026 (en millions d'euros)	Services- Courrier- Colis	Geopost	Grand Public et Numérique	La Banque Postale	Immobilier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Élimina- tions	TOTAL GROUPE
Chiffre d'affaires & PNB Externe	3 813	7 953	1 435	4 203	40	1	49		17 494
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	853	66	1 460	17	406	650		(3 451)	
Produits opérationnels	4 666	8 019	2 895	4 220	446	651	49	(3 451)	17 494
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint		(1)		12	(1)				10
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	(53)	29	37	1 639	27	(170)	(238)	(0)	1 270
Résultat financier							(122)		(122)
Impôt sur le résultat							(532)		(532)
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence		15	(3)		1	(6)			6
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ									622
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(173)	(609)	(61)	(442)	(223)	(90)			(1 599)
Actifs sectoriels	2 868	12 169	2 340	735 090	3 983	12 281	(8 865)		759 866

(a) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat.

1er semestre 2025 (en millions d'euros)	Services- Courrier- Colis	Geopost	Grand Public et Numérique	La Banque Postale	Immobilier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Élimina- tions	TOTAL GROUPE
Chiffre d'affaires & PNB Externe	3 814	7 570	1 524	3 907	44	0	72		16 932
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	936	59	1 535	21	423	654		(3 628)	
Produits opérationnels	4 750	7 629	3 060	3 928	467	654	72	(3 628)	16 932
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint		(0)		9	0				9
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	40	253	66	1 510	44	(165)	(239)	(0)	1 509
Résultat financier							(132)		(132)
Impôt sur le résultat							(395)		(395)
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence		(114)	(2)		1	(1)			(116)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ									866
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(84)	(436)	(58)	(356)	(219)	(90)			(1 243)
Actifs sectoriels	3 000	12 373	2 375	727 200	4 083	13 006	(9 366)		752 670

(a) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat.

2025									
(en millions d'euros)	Services- Courrier- Colis	Geopost	Grand Public et Numérique	La Banque Postale	Immobilier	Supports et structures	Non affecté (a)	Élimina- tions	TOTAL GROUPE
Chiffre d'affaires & PNB Externe	7 720	15 716	3 038	7 687	83	2	141		34 387
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	1 907	131	3 086	42	843	1 294		(7 302)	
Produits opérationnels	9 627	15 847	6 123	7 729	927	1 295	141	(7 302)	34 387
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint		0		23	(1)				23
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	(63)	466	55	2 832	102	(391)	(484)	(0)	2 517
Résultat financier							(247)		(247)
Impôt sur le résultat							(685)		(685)
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence		(106)	(4)		1	(2)			(111)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE									1 474
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(219)	(895)	(164)	(736)	(478)	(178)			(2 670)
Actifs sectoriels	2 899	12 287	2 251	725 255	4 129	12 150	(8 299)		750 673

(a) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat.

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 4 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires des activités industrielles et commerciales du Groupe La Poste se ventile de la façon suivante entre les branches :

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	2025
Services-Courrier-Colis	3 813	3 814	7 720
Geopost	7 953	7 570	15 716
Grand Public et Numérique	1 435	1 524	3 038
Immobilier & Supports	90	117	226
TOTAL	13 291	13 025	26 700

Le chiffre d'affaires total comprend notamment sur le premier semestre 2026 :

- la compensation obtenue de l'Etat au titre du Service Universel Postal pour 225 millions d'euros, répartie entre les branches en fonction de leur contribution au coût du Service Universel Postal (138 millions d'euros pour la branche Services-Courrier-Colis, 76 millions d'euros pour la branche Grand Public et Numérique et 11 millions d'euros pour la partie Supports) ;
- la compensation obtenue de l'Etat au titre de l'aménagement du territoire est inscrite sur la ligne « Immobilier et Supports » pour 38 millions d'euros ;
- la contribution presse pour 12 millions d'euros pour la branche Services-Courrier-Colis.

NOTE 5 PRODUIT NET BANCAIRE

Le Produit net bancaire du Groupe se détaille de la manière suivante :

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	2025
Intérêts et produits assimilés	5 654	5 662	11 848
Intérêts et charges assimilées	(2 415)	(3 235)	(5 570)
Produits de commissions	1 394	1 349	2 720
Charges de commissions ^(a)	(172)	(186)	(400)
Gains ou pertes nets	8 296	5 915	11 627
- Instruments financiers à la juste valeur par résultat	8 288	5 529	12 773
- Instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ^(b)	106	386	(1 047)
- Décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	(99)	0	(99)
Produits des contrats d'assurance émis ^(c)	6 596	6 444	12 732
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis ^(c)	(5 174)	(4 967)	(9 811)
dont frais généraux rattachables à l'activité d'assurance ^(d)	(1 002)	(971)	(1 826)
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus	(20)	(45)	(78)
Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis	(10 252)	(6 914)	(15 405)
Produits financiers ou charges financières des contrats de réassurance détenus	115	(49)	(37)
Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance ^(e)	18	25	(21)
Produits des autres activités ^(f)	589	586	1 127
Charges des autres activités ^(g)	(426)	(679)	(1 044)
TOTAL	4 203	3 907	7 687

(a) Dont les commissions d'actifs des contrats emprunteurs et prévoyance (7) millions d'euros au 30 juin 2026 (32 millions d'euros à fin 2025).

(b) Dont 393 millions d'euros pour les dividendes d'actions, (312) millions d'euros pour les plus ou moins-values de cession sur instruments de dette, 26 millions d'euros pour les plus ou moins-values de cession sur instruments de couverture de juste valeur des instruments de dette.

(c) Cf. note 29.1.

(d) Dont notamment, lorsqu'ils sont rattachables aux activités d'assurances, les achats et autres charges, les charges de personnel, les impôts et taxes ainsi que les dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.

(e) Le coût du risque des activités d'assurance est principalement dû aux actifs à la juste valeur par capitaux propres en bucket 1.

(f) Dont une compensation de 126 millions d'euros reçue au titre de la mission d'accessibilité bancaire.

(g) Dont au 30 juin 2026, 6 millions d'euros de dotations aux provisions pour risques et charges liées à l'exploitation bancaire (7 millions d'euros à fin 2025) et 55 millions d'euros de dotation/reprises aux amortissements des immeubles de placement (9 millions d'euros à fin 2025).

Le coût du risque des activités bancaires est présenté au sein de la note 8 Autres charges et produits opérationnels.

Les gains et pertes nets sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	2025
Dividendes reçus	1 144	981	1 773
Variations de juste valeur sur actifs et passifs financiers évalués par résultat	7 138	4 540	10 995
Actifs et passifs détenus à des fins de transaction	(211)	20	(69)
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	1 559	1 436	3 213
Actifs et passifs à la juste valeur par résultat sur option	(28)	(50)	(92)
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	5 817	3 135	7 943
Résultat de la comptabilité de couverture	6	8	5
Gains et pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	8 288	5 529	12 773

NOTE 6 ACHATS ET AUTRES CHARGES

Les achats et autres charges se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	2025
Services extérieurs et sous-traitance générale	2 143	2 093	4 542
Achats	542	521	1 205
Sous-traitance transport	4 366	4 028	8 472
Prestations du courrier international	216	225	439
Locations ^(a)	287	282	545
Entretiens et réparations	373	371	752
Frais de télécommunications	84	91	175
Déplacements, missions	79	82	167
Autres charges	246	247	595
TOTAL AVANT AFFECTATION AUX CONTRATS D'ASSURANCE	8 337	7 940	16 893
Achats et autres charges afférents aux contrats d'assurance reclassés en PNB	(489)	(524)	(1 035)
TOTAL	7 848	7 416	15 858

(a) Cette ligne ne comprend que les loyers relatifs à des contrats de location non retraités dans le cadre d'IFRS 16 (contrats de courte durée ou portant sur des actifs de faible valeur principalement), ainsi que les charges locatives (cf. note 13.3).

NOTE 7 CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Les charges de personnel sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût :

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	2025
Salaires, traitements, primes et indemnités (y compris personnel intérimaire)	5 526	5 574	11 130
Cotisations retraites	235	234	423
Autres charges sociales	1 080	1 082	2 091
Prestations d'actions sociales	146	177	329
Variation des provisions postérieures à l'emploi ^(a)	10	(19)	21
Variation des provisions sur risques sociaux et litiges personnel	(5)	(3)	(17)
Variation des autres provisions sur le personnel	(131)	(169)	(249)
Impôts et taxes assis sur les rémunérations	385	411	757
TOTAL AVANT AFFECTATION AUX CONTRATS D'ASSURANCE	7 246	7 288	14 485
Charges afférentes aux contrats d'assurance reclassées en PNB	(369)	(315)	(576)
TOTAL	6 877	6 973	13 909
Effectif moyen (en équivalent agent / année) ^(b)	221 152	231 474	227 741

(a) A l'exception des écarts actuariels comptabilisés directement dans les éléments non recyclables du résultat global consolidé (voir également le tableau de variation des capitaux propres).

(b) Hors personnel intérimaire.

La ligne « Cotisations retraites » correspond aux cotisations versées dans le cadre des régimes d'avantages au personnel postérieurs à l'emploi à cotisations définies. Depuis 2006, date de mise en place

du dispositif actuel de financement des retraites des fonctionnaires de l'Etat rattachés à La Poste, cette ligne comprend notamment la contribution libératoire prévue par la loi.

NOTE 8 AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels se composent des éléments suivants :

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	2025
Impôts locaux	(86)	(85)	(125)
Autres impôts et taxes ^(a)	(204)	(224)	(284)
IMPOTS ET TAXES AVANT AFFECTATION AUX CONTRATS D'ASSURANCE	(290)	(309)	(409)
Impôts et taxes afférents aux contrats d'assurance reclassés en PNB	89	90	132
TOTAL IMPÔTS ET TAXES	(201)	(218)	(277)
Pertes de valeur et mouvements nets de provisions sur actifs	(313)	82	(36)
- écarts d'acquisition ^(b)	(292)		(59)
- droits d'utilisation ^(c)	24	15	30
- immobilisations corporelles et incorporelles ^(c)	(24)	82	48
- actif circulant	(21)	(16)	(55)
Amortissements nets ^(c)	(1 204)	(1 283)	(2 521)
Provisions pour risques et charges ^(d)	11	43	52
Coût du risque des activités bancaires ^(e)	(148)	(126)	(250)
AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET PERTES DE VALEUR AVANT AFFECTATION AUX CONTRATS D'ASSURANCE	(1 654)	(1 284)	(2 754)
Amortissements, provisions et pertes de valeurs afférents aux contrats d'assurance reclassés en PNB	55	42	83
TOTAL AMORTISSEMENTS, PROVISIONS et PERTES DE VALEUR	(1 599)	(1 243)	(2 670)
Production immobilisée ^(f)	194	185	438
Redevances	(51)	(49)	(106)
Autres produits et charges opérationnels courants	129	186	375
TOTAL AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPÉRATIONNELS	271	322	707

(a) Dont au premier semestre 2026, 45 millions d'euros au titre de la TVA non déductible sur les contrats de location, dont au premier semestre 2025, 40 millions d'euros et dont en 2025, 91 millions d'euros (cf. note 13.3).

(b) Les pertes de valeur des écarts d'acquisition sont détaillées dans la note 11.

(c) Une ventilation des variations d'amortissement et de perte de valeur des immobilisations est présentée dans les notes 12 et 13. Les mouvements de dépréciation et de reprise de dépréciation sur les droits d'utilisation concernent essentiellement l'UGT Courrier (cf. note 13.1).

(d) Les mouvements de provisions pour risques et charges (y compris ceux impactant le PNB présenté en note 5) sont détaillés dans la note 17.

(e) Dont au premier semestre 2026, (151) millions d'euros sur les encours en bucket 3, dont au premier semestre 2025, (89) millions et dont en 2025, (250) millions d'euros.

(f) La production immobilisée concerne principalement des coûts de développement informatique comptabilisés en immobilisations incorporelles.

NOTE 9 RESULTAT FINANCIER

- 9.1 Coût de l'endettement financier net
9.2 Autres éléments du résultat financier

9.1 Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	2025
Charges d'intérêts sur opérations de financement ^(a)	(90)	(93)	(185)
Charges d'intérêts sur passifs de location	(66)	(69)	(132)
Variation de la juste valeur des emprunts ^(b) et des swaps liés à la dette	3	(4)	(8)
Produits de trésorerie ^(c)	40	52	89
TOTAL	(113)	(114)	(236)

(a) Y compris intérêts et résultats de résiliation des instruments dérivés associés à la dette.

(b) Hors effet de la variation du risque de crédit propre sur les emprunts, comptabilisé en « Autres éléments du résultat global ».

(c) Y compris variation de juste valeur d'actifs de trésorerie ou d'actifs financiers.

9.2 Autres éléments du résultat financier

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	2025
Charge d'actualisation des provisions pour avantages du personnel et rendement des actifs de régime	(14)	(16)	(31)
Gains ou pertes nets de change	1	(4)	(0)
Autres produits et charges financiers	4	2	21
TOTAL	(9)	(18)	(11)

NOTE 10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt se compose de la charge d'impôt courant et de la charge d'impôt différé, calculées en fonction des règles en vigueur dans les différents pays et des conventions spécifiques.

Au 30 juin 2026, la charge d'impôt courant comprend la contribution exceptionnelle sur les bénéfices instaurée par la loi de finance de février 2026. Le calcul de cette contribution repose sur la moyenne des impôts sur les sociétés dus au titre des exercices 2025 et 2026 du groupe d'intégration fiscale de La Poste. Son impact, présenté ci-dessous, comprend la totalité de la contribution relative à l'exercice 2025 et la part relative au 1^{er} semestre 2026.

La rationalisation de la charge d'impôt s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	2025
Résultat net part du Groupe	457	719	1 160
Quote-part des sociétés mises en équivalence	(17)	108	88
Impôt sur le résultat	532	395	685
Part revenant aux minoritaires	166	147	314
Résultat consolidé avant impôt et mises en équivalence	1 138	1 368	2 247
Taux d'IS	25,83%	25,83%	25,83%
Charge d'impôt théorique ^(a)	(294)	(353)	(580)
Surtaxe d'impôt sur les sociétés	(62)	(39)	(60)
Déficits créés non utilisés ou déficits anciens utilisés (hors intégration fiscale)	(39)	(38)	(96)
Création (limitation) des impôts différés	(45)	(6)	21
Dividendes et résultats de sociétés non consolidées	33	84	51
Perte de valeur	(75)		(15)
Différentiel de taux des filiales étrangères	(60)	(60)	(78)
Crédits d'impôt	14	7	42
Cession de CNP Unicredit Vita et des activités chypriotes de CNP Assurances		27	27
Autres éléments	(4)	(16)	3
Retraitements de l'impôt	(238)	(41)	(105)
IMPOT SUR LE RESULTAT	(532)	(395)	(685)

(a) Y compris la contribution sociale de solidarité de 3,3%.

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 11 ÉCARTS D'ACQUISITION (GOODWILL)

Détail de la valeur nette des écarts d'acquisition

UGT (en millions d'euros)	Secteur	30/06/2026	31/12/2025
DPD Europe	Geopost	3 399	3 396
Numérique	Grand Public et Numérique	858	860
Gestion d'Actifs	La Banque Postale	612	612
Pôle e-commerce transfrontalier ^(a)	Geopost	280	453
Pôle Santé & Autonomie ^(b)	Services-Courrier-Colis	86	196
Mediaposte	Services-Courrier-Colis	89	89
EDE	Services-Courrier-Colis	67	67
CNP Assurances Prévoyance	La Banque Postale	59	59
Lenton Group	Geopost	47	46
JadLog	Geopost	24	22
Autres UGT Geopost	Geopost	16	16
TOTAL		5 537	5 815
Services-Courrier-Colis		242	352
Geopost		3 766	3 933
Grand Public et Numérique		858	860
La Banque Postale		671	671

(a) Le pôle e-commerce transfrontalier de la branche Geopost correspond au Groupe Asendia. Dont au cours du premier semestre 2026, une dépréciation de l'écart d'acquisition pour 182 millions d'euros (cf. note 1).

(b) Dont au cours du premier semestre 2026, une dépréciation de l'écart d'acquisition du pôle Santé & Autonomie pour 110 millions d'euros (cf. note 1).

Évolution de la valeur nette des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Solde en début de période	5 815	5 954
dont : Valeur brute	6 405	6 456
Dépréciation	(590)	(502)
Acquisitions ^(a)		6
Ecart de conversion	16	(67)
Pertes de valeur ^(b)	(292)	(59)
Sorties ^(c)	(3)	(19)
SOLDE EN FIN DE PÉRIODE	5 537	5 815
dont : Valeur brute	6 424	6 405
Dépréciation	(887)	(590)

(a) Dont en 2025 :

- dans le secteur Geopost, l'acquisition de 3 entités espagnoles du pôle DPD Europe pour 6 millions d'euros.

(b) Dont au cours du premier semestre 2026 :

- dans le secteur Geopost, dépréciation de l'écart d'acquisition du pôle e-commerce transfrontalier pour 182 millions d'euros.

- dans le secteur Services-Courrier-Colis, dépréciation de l'écart d'acquisition du pôle Santé & Autonomie pour 110 millions d'euros.

Dont en 2025 :

- dans le secteur Immobilier et Supports, dépréciation de la totalité de l'écart d'acquisition de MWPI pour 25 millions d'euros.

- dans le secteur Services-Courrier-Colis, dépréciation de l'écart d'acquisition du pôle Santé & Autonomie pour 30 millions d'euros.

(c) Dont en 2025 :

- dans le secteur Services-Courrier-Colis, cession de Budget Box et des activités promotionnelles de Sogec pour 15 millions d'euros.

NOTE 12 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>			
VALEURS BRUTES			
Solde au 31/12/2025	10 440	16 542	26 982
Acquisitions	293	332	625
Cessions	(8)	(215)	(223)
Variations de périmètre	(15)	(7)	(21)
Ecarts de conversion	310	11	321
Transferts et autres mouvements	(14)	(35)	(49)
SOLDE AU 30/06/2026	11 006	16 629	27 635
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR			
Solde au 31/12/2025	(5 623)	(9 832)	(15 455)
Amortissement de la période	(361)	(412)	(772)
Pertes de valeur	(77)	(24)	(101)
Reprises de perte de valeur	47	89	136
Reprises sur cessions	7	179	186
Variations de périmètre	15	7	22
Ecarts de conversion	(82)	(5)	(87)
Transferts et autres mouvements	18	22	40
SOLDE AU 30/06/2026	(6 056)	(9 974)	(16 030)
VALEURS NETTES			
au 31/12/2025	4 817	6 711	11 527
AU 30/06/2026	4 950	6 655	11 605

Les lignes « Transferts et autres mouvements » correspondent aux mises en service d'immobilisations et à des reclassements vers d'autres postes d'actifs.

Les actifs « Droits d'utilisation », résultant de l'application de la norme IFRS 16, sont détaillés en note 13.

NOTE 13 CONTRATS DE LOCATION (preneur)

13.1 Droits d'utilisation

13.2 Passifs de location

13.3 Effet des contrats de location sur le compte de résultat

13.4 Effet des contrats de location sur le tableau des flux de trésorerie

13.1 Droits d'utilisation

Les droits d'utilisation se détaillent comme suit par nature d'actifs loués :

(en millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériels et installations	Matériel de transport	Autres	Valeur Nette
Solde au 31/12/2025	2 647	187	353	7	3 194
Augmentation	288	62	53	2	404
Diminution	(22)	(21)	(2)	(1)	(45)
Amortissement	(325)	(33)	(77)	(1)	(437)
Provision pour dépréciation	24	0	(0)		24
Variations de périmètre	(0)	(1)	(0)	0	(1)
Ecart de conversion et autres	5	(0)	2	0	7
SOLDE AU 30/06/2026	2 617	194	329	7	3 147

13.2 Passifs de location

Les éléments relatifs aux passifs de location sont présentés en note 18 pour les activités industrielles et commerciales. Les passifs de location des activités bancaires s'élèvent à 183 millions d'euros (164 millions d'euros en 2025) et sont intégrés dans le poste « Autres passifs financiers et comptes de régularisation » des « Passifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance » (cf. note 22).

13.3 Effet des contrats de location sur le compte de résultat

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025
Charges opérationnelles nettes	746	772
Loyers des locations de courte durée	76	81
Loyers des locations d'actifs de faible valeur	43	52
Charges locatives	106	98
TVA non déductible sur loyers	47	40
Amortissement des droits d'utilisation	437	469
Dépréciation (reprise de dépréciation) des droits d'utilisation	(24)	(15)
Autres ^(a)	60	48
Coût de l'endettement financier net	66	69
Charges d'intérêts sur passifs de location	66	69
TOTAL	812	841

(a) Montants provenant principalement des activités bancaires et d'assurance.

13.4 Effet des contrats de location sur le tableau des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	333	319
Loyers des locations de courte durée	76	81
Loyers des locations d'actifs de faible valeur	43	52
Charges locatives	106	98
TVA non déductible sur loyers	47	40
Autres	60	48
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	494	505
Intérêts financiers versés sur passifs de location	66	69
Remboursements des passifs de location (yc provenant de la branche La Banque Postale)	428	436
TOTAL DECAISSEMENT	827	824

NOTE 14 SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

(en millions d'euros)	Holding d'Infrastructures Gazières ^(a)	Arial CNP Assurances	XS5 Administradora de consórcio	Autres filiales Assurances	Aramex PJSC	Yurtici Kargo Servisi A.S.	Pôle immobilier	Autres	Total titres mis en équivalence (actif)
Secteur d'activité	La Banque Postale	La Banque Postale	La Banque Postale	La Banque Postale	Geopost	Geopost	Immobilier		
Nature du contrôle	contrôles conjoints	contrôles conjoints	contrôles conjoints	contrôles conjoints	Entreprise associée	Entreprise associée	Entreprises associées ou contrôles conjoints		
Solde au 31/12/2025	835	183	52	16	285	37	24	59	1 491
Résultats de l'exercice	22	1	10	1	2	11	0	(8)	38
Distributions de dividendes			(5)			(25)	(1)	(0)	(31)
Var. JV sur instr. financiers		(3)			0			0	(3)
Var. de périm. et % de contrôle					(0)			(1)	(1)
Augmentation de capital								8	8
Autres variations	14			(15)			1	(0)	(1)
Ecarts de conversion			5	0	9	2		(0)	16
SOLDE AU 30/06/2026	870	182	61	2	296	25	24	57	1 518

(a) Cette participation constitue un placement des activités d'assurance et son résultat est présenté en Produit net bancaire.

NOTE 15 AUTRES ACTIFS DES ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

(en millions d'euros)	30/06/2026		31/12/2025	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Titres de participations non consolidés nets		420		420
Instruments financiers dérivés	10	0	0	11
Actifs financiers de placement de la trésorerie ^(a)	1 061		854	
Autres actifs financiers nets	77	167	71	159
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS	1 148	587	924	591
Stocks de matières premières, fournitures, marchandises et autres approvisionnements	181		178	
Stocks de produits finis et intermédiaires et encours	67		72	
TOTAL STOCKS ET ENCOURS	248		250	
Créances clients et comptes rattachés nets	3 610		3 597	
Créances sur opérations du courrier international ^(b)	394		384	
Créances sur l'Etat sur les compensations obtenues au titre des missions de service public ^(c)	713		450	
Autres créances	779		673	
TOTAL CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES	5 497		5 104	
Équivalents de trésorerie	2 200		2 005	
Caisse et disponibilités	634		1 189	
TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	2 834		3 194	

(a) Au 30 juin 2026, les actifs financiers de trésorerie sont composés principalement de placements à terme à hauteur de 949 millions d'euros et d'OPCVM à hauteur de 112 millions d'euros.

(b) Les créances sur opérations du courrier international sont détenues essentiellement envers les offices postaux étrangers au titre de la distribution en France du courrier confié par ces offices postaux.

(c) Les créances sur l'Etat sur les compensations obtenues au titre des missions de service public correspondent à la compensation au titre du service universel postal pour le premier semestre 2026 et l'année 2025.

NOTE 16 ACTIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITES BANCAIRES ET D'ASSURANCE

(en millions d'euros)	Note	30/06/2026	31/12/2025
Caisse (y compris encaisse des bureaux de poste)		934	1 294
Banques centrales		10 783	11 463
Caisse, banques centrales		11 717	12 757
Instruments de dettes		184 386	171 957
Instruments de capitaux propres		25 054	24 018
Prêts et avances		4 474	6 441
Instruments dérivés		5 249	5 734
Titres et valeurs reçus en pension livrée		11 831	11 440
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		230 994	219 591
Instruments de taux d'intérêt		314	346
Instruments de devises		31	48
Instruments dérivés de couverture		345	395
Actions, autres titres à revenu variable et autres titres détenus à long terme		15 276	16 051
Effets publics et valeurs assimilées	28.1 b)	93 627	93 366
Obligations et autres titres de dettes	28.1 b)	114 536	113 368
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		223 438	222 785
Effets publics et valeurs assimilées		32 738	32 735
Obligations et autres titres à revenu fixe		5 224	5 264
Titres subordonnés		203	208
Titres au coût amorti	28.1 a)	38 165	38 206
Comptes et prêts sur établissements de crédit à vue		2 000	1 875
Comptes et prêts sur établissements de crédit à terme		65 123	68 123
Prêts subordonnés		114	79
Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti	28.1 a)	67 237	70 076
Prêts et créances sur la clientèle à vue		5 154	5 156
Prêts et créances sur la clientèle à terme		122 467	123 521
<i>dont crédits à l'habitat et crédits immobiliers (hors dépréciation)</i>		90 382	91 302
Prêts subordonnés à la clientèle		15	15
Opérations de location financement		3 468	3 462
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	28.1 a)	131 104	132 154
Ecart de réévaluation sur portefeuilles couverts (couverture de juste valeur)		(82)	5
Contrats d'assurance émis - Actif - BBA / VFA		754	740
Contrats d'assurance émis - Actif - PAA		125	146
Frais d'acquisition non encore affectés aux contrats - Actif		4	4
Contrats d'assurance émis - Actif	29.4 a)	883	890
Contrats de réassurance détenus - Actif - BBA / VFA		6 029	5 986
Contrats de réassurance détenus - Actif - PAA		264	255
Actifs relatifs à des contrats financiers cédés (sans part discrétionnaire) - Réassurance		14	15
Contrats de réassurance détenus - Actif	29.4 a)	6 307	6 255
Autres actifs financiers		6 998	4 768
Comptes de régularisation		2 310	1 985
Autres actifs financiers et comptes de régularisation		9 308	6 754
Immeubles de placement au coût amorti		777	810
Immeubles de placement à la juste valeur		5 314	5 545
Immeubles de placement		6 091	6 355
ACTIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITES BANCAIRES ET D'ASSURANCE		725 507	716 223

NOTE 17 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Au 30 juin 2026, les provisions pour risques et charges se décomposent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Litiges sociaux	Autres litiges	Autres	TOTAL
Provisions non courantes	9	2	102	114
Provisions courantes	66	129	497	692
Solde au 31/12/2025	76	131	600	806
Dotations de la période	26	17	163	206
Reprises pour utilisation	(24)	(14)	(174)	(212)
Reprises de provisions devenues sans objet	(2)	(12)	(5)	(19)
Autres mouvements	1	142	(105)	38
Provisions non courantes	11	4	135	150
Provisions courantes	66	260	343	669
SOLDE AU 30/06/2026	76	264	479	819

Les provisions pour litiges sociaux concernent tous les litiges salariaux (prud'hommes, etc.) ainsi que les redressements ou litiges en cours avec des organismes sociaux.

Les provisions pour autres litiges sont relatives à des litiges portés devant les juridictions administratives, civiles ou commerciales.

Les autres provisions comprennent notamment au 30 juin 2026 divers risques liés à l'activité opérationnelle du Groupe.

NOTE 18 EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES DETTES FINANCIERES

18.1 Détail des dettes financières

18.2 Emprunts obligataires

18.1 Détail des dettes financières

	30/06/2026		31/12/2025	
	Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme
<i>(en millions d'euros)</i>				
Dettes financières au coût amorti	1 298	8 898	1 264	8 852
Emprunts obligataires	874	8 750	873	8 716
Bons La Poste	50		50	
Billets de trésorerie	255		200	
Concours bancaires courants	23		36	
Dépôts et cautionnements reçus	13	48	14	44
Autres dettes au coût amorti	83	100	91	91
Instruments dérivés passifs	2		3	
Intérêts courus non échus sur emprunts	67		105	
Totaux	1 368	8 898	1 372	8 852
EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET DETTES FINANCIERES	10 265		10 224	
Passifs de location (a)	783	2 753	782	2 837
PASSIFS DE LOCATION	3 536		3 619	

(a) La répartition des passifs de location par devises au 30 juin 2026 est la suivante : euros 2 328 millions d'euros, livres sterling 856 millions d'euros, autres devises 351 millions d'euros.
La répartition des passifs de location par devises au 31 décembre 2025 est la suivante : euros 2 366 millions d'euros, livres sterling 853 millions d'euros, autres devises 400 millions d'euros.

18.2 Emprunts obligataires

Les emprunts obligataires hors intérêts non échus, ont évolué de la manière suivante :

	Emprunts au coût amorti
<i>(en millions d'euros)</i>	
Solde au 31/12/2025	9 590
Remboursements intervenus sur la période	
Autres variations	35
SOLDE AU 30/06/2026	9 624

NOTE 19 DETTE NETTE DU GROUPE

- 19.1 Situation de la dette nette du Groupe
19.2 Evolution de la dette nette du Groupe

19.1 Situation de la dette nette du Groupe

(en millions d'euros)	Note	30/06/2026	31/12/2025
Trésorerie et équivalents de trésorerie (poste du bilan)	15	2 834	3 194
Dérivés actifs associés à la dette	15	10	11
Dépôts de garantie versés liés aux instruments dérivés, inscrits à l'actif		0	0
Placements de trésorerie à échéance supérieure à 3 mois à l'origine et OPCVM	15	1 061	854
Créance (dette) financière nette envers La Banque Postale		(18)	29
Trésorerie et autres éléments d'actifs (1)		3 887	4 087
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	18.1	8 898	8 852
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	18.1	1 368	1 372
Passifs de location	18.1	3 536	3 619
Dette brute (2)		13 801	13 843
DETTE NETTE (2)-(1)		9 914	9 755
Augmentation (Diminution) de la dette nette au 30 juin 2026		158	

19.2 Évolution de la dette nette du Groupe

(en millions d'euros)	Renvois	30/06/2026	31/12/2025
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	TFT ^(a)	803	2 620
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	TFT	(710)	(1 642)
Neutralisation variations des actifs financiers de placement de trésorerie	TFT	212	646
Flux de trésorerie des activités d'investissement hors acquisitions et cessions d'actifs financiers de gestion de la trésorerie ^(b)		(498)	(996)
Augmentation de capital minoritaires	TFT	(0)	7
Emission de titres subordonnés hybrides perpétuels	TFT		746
Remboursement des titres subordonnés hybrides perpétuels	TFT		(749)
Dividendes versés aux actionnaires et rémunération des titres subordonnés hybrides	TFT	(4)	(57)
Rachat d'intérêts minoritaires	TFT	(29)	(95)
Charge nette d'intérêts financiers		(105)	(206)
Variation de juste valeur des dettes et dérivés		(0)	(16)
Incidence des variations de périmètre et change sur dette brute (yc passifs de location)		(8)	73
Variation non cash des dettes de location (IFRS 16)		(319)	(456)
Autres éléments		1	(25)
Flux de trésorerie et variation de dette provenant des activités de financement		(464)	(779)
Diminution (augmentation) de la dette nette depuis le 1^{er} janvier		(158)	845
Dette nette à l'ouverture		(9 755)	(10 601)
Dette nette à la clôture		(9 914)	(9 755)

(a) Les notes « TFT » renvoient à la colonne « Activités industrielles et commerciales » du tableau des flux de trésorerie des états financiers consolidés.

(b) Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se distinguent du tableau des flux de trésorerie par l'exclusion de la « Variation des actifs financiers liés à la gestion de la trésorerie », actifs venant en diminution du calcul de la dette nette.

NOTE 20 AVANTAGES DU PERSONNEL

	31/12/2025		Variation de périmètre	Augmentation	Diminution pour utilisation	Provision devenue sans objet	Coût financier net	Autres variations	30/06/2026	
	Courant	Non courant							Courant	Non courant
<i>(en millions d'euros)</i>										
Indemnités de départ à la retraite	30	637	(1)	21	(10)		7	10	25	668
Autres avantages postérieurs à l'emploi	0	17		1	(1)				0	16
Avantages postérieurs à l'emploi	30	653	(1)	22	(10)		7	10	25	685
Dispositifs d'aménagement de fin de carrière	174	171			(99)	(19)	4	(0)	119	113
Indemnités de rupture	92	48		2	(3)				93	46
Congés longue maladie / longue durée	26	15		1	(5)				23	15
Compte Epargne temps	161	162		3	(11)				157	158
Protection sociale et prévoyance	66	204			(5)		3		85	184
Autres avantages à long terme	0	81		19	(0)			(0)	0	100
Autres avantages du personnel	346	509		26	(23)		3	(0)	358	502
TOTAL	550	1 333	(1)	47	(132)	(19)	14	10	502	1 299
	1 882								1 802	

NOTE 21 DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2026	31/12/2025
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 533	5 233
Dettes fiscales et sociales	2 351	2 510
Dettes fournisseurs d'immobilisations	283	425
Dettes sur opérations du courrier international	393	392
Avances et acomptes clients	168	154
Autres dettes d'exploitation	601	492
TOTAL	9 330	9 207

NOTE 22 PASSIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITES BANCAIRES ET D'ASSURANCE

(en millions d'euros)	Note	30/06/2026	31/12/2025
Instruments dérivés		4 342	4 736
Dettes représentées par un titre		5 615	4 850
Titres et valeurs donnés en pension livrée		11 795	10 072
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat		21 753	19 658
Instruments dérivés de couverture		1 245	1 440
Dettes envers les établissements de crédit à vue		2 236	630
Dettes envers les établissements de crédit à terme		27 429	27 797
<i>dont titres et valeurs donnés en pension livrée</i>		23 157	23 761
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés		29 665	28 427
Comptes d'épargne à régime spécial		117 743	120 181
<i>dont Livret A</i>		66 962	68 488
<i>dont PEL et CEL</i>		18 001	19 146
Dettes envers la clientèle à vue		75 218	76 304
<i>dont comptes ordinaires créditeurs à vue</i>		70 402	71 955
Dettes envers la clientèle à terme		16 719	19 155
<i>dont titres et valeurs donnés en pension livrée à terme</i>		13 845	16 770
Dettes envers la clientèle		209 680	215 639
Dettes représentées par un titre		30 144	31 381
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		(136)	(128)
Contrats d'assurance émis - Passif - BBA / VFA		391 406	377 224
Contrats d'assurance émis - Passif - PAA		1 252	1 363
Passifs relatifs à des contrats financiers cédés (sans part discrétionnaire) - Assurance		1 861	1 886
Contrats d'assurance émis - Passif	29.4 a)	394 520	380 474
Contrats de réassurance détenus - Passif - BBA		10	11
Contrats de réassurance détenus - Passif	29.4 a)	10	11
Contrats d'assurance émis et de réassurance détenus		394 530	380 484
Comptes de régularisation		1 581	990
<i>dont produits constatés d'avance</i>		550	542
<i>dont autres comptes de régularisation</i>		1 031	448
Dettes de titres		357	244
Dépôts de garantie reçus		1 052	915
Créditeurs divers		2 291	3 310
Comptes de règlements relatifs aux opérations sur titres		16	6
Provision Epargne Logement		117	132
Autres passifs financiers et comptes de régularisation		5 414	5 597
Dettes subordonnées		8 673	8 882
PASSIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITES BANCAIRES ET D'ASSURANCE		700 968	691 380

NOTE **23** ACTIFS ET PASSIFS DESTINES A ETRE CEDES

Au 30 juin 2026, les actifs et passifs destinés à être cédés comprennent les immeubles sous compromis de vente ainsi que les actifs et passifs de la société CNP Consórcio pour respectivement 176 millions d'euros et 100 millions d'euros.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

NOTE 24 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

24.1 Impact des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres

24.2 Juste valeur et hiérarchie des instruments financiers

24.1 Impact des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres

SI 2026	Produits/ (charges) d'intérêts	Variations de juste valeur		Décompta- -bilisation et dividendes	Gain/ (perte) net
(en millions d'euros)		Juste valeur en résultat	Juste valeur en capitaux propres		
Actifs et passifs évalués au coût amorti	969			(99)	870
Actifs évalués à la juste valeur par OCI	2 395		1 288	106	3 789
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		7 138	(27)	1 144	8 255
Opérations de couverture	(125)	6	(17)		(136)
TOTAL	3 239	7 144	1 244	1 151	12 778
SI 2025					
Actifs et passifs évalués au coût amorti	547				547
Actifs évalués à la juste valeur par OCI	1 997		1 034	386	3 417
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		4 540	(19)	981	5 502
Opérations de couverture	(118)	8	14		(96)
TOTAL	2 426	4 548	1 029	1 367	9 370

24.2 Juste valeur et hiérarchie des instruments financiers

30/06/2026	Hiérarchie de juste valeur ^(b)				
(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Juste valeur ^(a)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIFS					
Actifs bancaires					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	230 994	230 994	170 025	42 500	18 468
Instruments dérivés de couverture	345	345		345	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	223 438	223 438	200 900	20 682	1 857
Titres au coût amorti	38 165	35 201	34 107	972	122
Prêts et créances sur les établissements de crédit	67 237	67 306		67 040	266
Prêts et créances sur la clientèle	131 104	126 519		112 075	14 444
Immeubles de placement au coût amorti	777	990		990	
Immeubles de placement à la juste valeur	5 314	5 314		5 314	
Actifs non bancaires					
Autres actifs financiers non courants	587	587		169	418
Créances clients et autres créances	5 497	5 497			
Autres actifs financiers courants	1 148	1 148	112	1 036	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 834	2 834	686	2 148	
PASSIFS					
Passifs bancaires					
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	21 753	21 753	482	21 272	
Instruments dérivés de couverture	1 245	1 245		1 245	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	29 665	30 410		30 006	404
Dettes envers la clientèle	209 680	208 505		207 370	1 135
Dettes représentées par un titre	30 144	30 918	21 377	9 541	
Dettes subordonnées	8 673	8 491	1 919	6 573	
Passifs non bancaires					
Emprunts obligataires, dettes financières	10 265	9 646		9 646	
Dettes fournisseurs et autres dettes	9 330	9 330			

(a) Y compris juste valeur des éléments comptabilisés au coût amorti.

(b) Pour les éléments comptabilisés en juste valeur.

31/12/2025			Hiérarchie de juste valeur ^(b)		
(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Juste valeur ^(a)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIFS					
Actifs bancaires					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	219 591	219 591	157 031	41 123	21 437
Instruments dérivés de couverture	395	395		395	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	222 785	222 785	200 774	19 514	2 496
Titres au coût amorti	38 206	35 070	33 860	1 062	148
Prêts et créances sur les établissements de crédit	70 076	70 078		69 955	123
Prêts et créances sur la clientèle	132 154	127 907		113 474	14 433
Immeubles de placement au coût amorti	810	1 020		1 020	
Immeubles de placement à la juste valeur	5 545	5 545		5 545	
Actifs non bancaires					
Autres actifs financiers non courants	591	591		171	419
Créances clients et autres créances	5 104	5 104			
Autres actifs financiers courants	924	924	179	745	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 194	3 194	689	2 505	
PASSIFS					
Passifs bancaires					
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	19 658	19 658	464	19 194	
Instruments dérivés de couverture	1 440	1 440		1 440	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	28 427	28 320		27 926	394
Dettes envers la clientèle	215 639	214 890		213 774	1 116
Dettes représentées par un titre	31 381	32 283	20 016	12 268	
Dettes subordonnées	8 882	8 870	2 130	6 740	
Passifs non bancaires					
Emprunts obligataires et dettes financières	10 224	9 575		9 575	
Dettes fournisseurs et autres dettes	9 207	9 207			

(a) Y compris juste valeur des éléments comptabilisés au coût amorti.

(b) Pour les éléments comptabilisés en juste valeur.

Justes valeurs de niveau 3 : rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture (vision contributive bancaire)

(en millions d'euros)	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	TOTAL
Ouverture	21 437	2 773	24 210
Gains et pertes enregistrés en résultat	(226)		(226)
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres		(74)	(74)
Achats	474	35	509
Ventes	(91)	(24)	(115)
Remboursements	(645)	(32)	(677)
Transferts vers ou hors niveau 3	(2 483)	(535)	(3 018)
Autres mouvements	1		1
CLÔTURE	18 468	2 144	20 612

NOTE **25** TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Aucune évolution significative dans la nature des transactions avec les parties liées n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2025 (cf. note 43 des états financiers consolidés au 31 décembre 2025).

NOTE **26** ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS EVENTUELS

Aucune évolution significative des engagements hors bilan et des passifs éventuels n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2025 (cf. note 39 des états financiers consolidés au 31 décembre 2025).

NOTE **27** ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

NOTE 28 EXPOSITION AU RISQUE DE CREDIT

28.1 Classification par type d'actifs

- a) Actifs financiers évalués au coût amorti
- b) Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables
- c) Hors bilan (engagements de financement et de garantie)

28.2 Pertes de crédit attendues – Forward looking

Au 30 juin 2026, le coût du risque de crédit s'établit à 148 millions d'euros.

Le taux d'expositions non performantes (des expositions clientèle et des titres) est stable à 1,42% par rapport au niveau de décembre 2025, avec des effets de compensation entre les portefeuilles clientèle de détail et hors clientèle de détail. Le taux de couverture des expositions non performantes est en hausse à 39,63%

par rapport au 31 décembre 2025 (37,8%).

Par ailleurs, le taux d'exposition en *bucket 2* baisse pour s'établir à 7,3 % par rapport au 31 décembre 2025 (7,72%) essentiellement du fait de la reprise de la provision collective hors clientèle de détail.

28.1 Classification par type d'actifs

a) Actifs financiers évalués au coût amorti

	30/06/2026				31/12/2025			
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Réévaluation (a)	Valeur nette (b)	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Réévaluation (a)	Valeur nette (b)
<i>(en millions d'euros)</i>								
Titres	38 271	(28)	(78)	38 165	38 335	(52)	(77)	38 206
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	67 238	(1)		67 237	70 077	(1)		70 076
Prêts et créances sur la clientèle	133 003	(1 881)	(18)	131 104	133 975	(1 800)	(20)	132 154
TOTAL	238 512	(1 911)	(96)	236 505	242 386	(1 853)	(97)	240 437

(a) Impact des opérations de couverture.

(b) Cf. note 16.

	Actifs soumis à une ECL 12 mois (bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (bucket 2)		Actifs dépréciés (bucket 3)		TOTAL		
(en millions d'euros)	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur Nette comptable
Au 31 décembre 2025	225 812	(160)	13 757	(648)	2 817	(1 044)	242 386	(1 853)	240 437
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	(895)	5	555	(18)	340	(90)	0	(103)	(103)
Transferts vers ECL Maturité (bucket 2)	(3 010)	10	3 086	(102)	(76)	24		(69)	(69)
Transferts vers ECL 12 mois (bucket 1)	2 337	(7)	(2 229)	63	(108)	18		74	74
Transferts vers actifs dépréciés (bucket 3) ^(a)	(223)	2	(301)	21	524	(131)	0	(108)	(108)
Total après transferts	224 917	(156)	14 312	(667)	3 157	(1 134)	242 386	(1 956)	240 430
Variations des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	(2 750)	15	(892)	35	(232)	(4)	(3 874)	46	(3 829)
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... ^(b)	29 104	(35)	959	(125)	198	(147)	30 261	(307)	29 954
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(31 867)	51	(1 850)	159	(387)	100	(34 104)	310	(33 794)
Passage à perte					(42)	42	(42)	42	0
Modifications des flux ne donnant pas lieu à une décomptabilisation					(2)		(2)		(2)
Autres	13	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	13	(0)	13
Total	222 167	(141)	13 421	(632)	2 924	(1 138)	238 512	(1 911)	236 601
Réévaluations ^(c)									(96)
AU 30 JUIN 2026	222 167	(141)	13 421	(632)	2 924	(1 138)	238 512	(1 911)	236 505

(a) Les transferts vers le bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en bucket 1 ayant été déclassés soit directement en bucket 3, soit d'abord en bucket 2 puis en bucket 3.

(b) Les montants présentés sur la ligne « Nouvelle production » en bucket 2 et bucket 3 peuvent inclure des encours originés en bucket 1 puis reclassés en bucket 2 ou bucket 3 au cours du même exercice.

(c) Impact des opérations de couverture.

b) Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

	30/06/2026				31/12/2025			
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Réévaluation	Juste valeur ^(a)	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Réévaluation	Juste valeur ^(a)
<i>(en millions d'euros)</i>								
Instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres recyclables	233 982	(299)	(25 520)	208 163	233 854	(312)	(26 808)	206 734
TOTAL	233 982	(299)	(25 520)	208 163	233 854	(312)	(26 808)	206 734

(a) Cf. note 16.

	Actifs soumis à une ECL 12 mois (bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (bucket 2)		Actifs dépréciés (bucket 3)		TOTAL	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes
<i>(en millions d'euros)</i>								
Au 31 décembre 2025	233 825	(311)	30	(1)			233 854	(312)
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre								
Total après transferts	233 825	(311)	30	(1)			233 854	(312)
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	138	13	(10)	0			128	14
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	24 367	(41)	0				24 367	(41)
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(24 425)	57	(10)				(24 435)	57
Autres	196	(2)	0	0			196	(2)
AU 30 JUIN 2026	233 962	(298)	20	(1)			233 982	(299)

c) Hors bilan (Engagements de financement et de garantie)

Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

	30/06/2026			31/12/2025		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur nette	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur nette
<i>(en millions d'euros)</i>						
Engagements de financement et de garantie ^(a)	33 753			27 039		
Provisions pour engagements de financement et de garantie ^(b)		(114)			(105)	
TOTAL	33 753	(114)	33 639	27 039	(105)	26 934

(a) Dont, au premier semestre 2026, 31 399 millions d'euros en bucket 1 et 2 302 millions d'euros en bucket 2 (versus 24 752 millions d'euros en bucket 1 et 2 209 millions d'euros en bucket 2 en 2025). A noter qu'au premier semestre 2026, sur le bucket 1, la nouvelle production s'est élevée à 15 325 millions d'euros et les décomptabilisations se sont élevées à (8 433) millions d'euros (versus 10 604 millions d'euros en nouvelle production et (11 940) millions d'euros en décomptabilisations en 2025).

(b) Dont, au premier semestre 2026, (24) millions d'euros en bucket 1 et (79) millions d'euros en bucket 2 (versus (20) millions d'euros en bucket 1 et (74) millions d'euros en bucket 2 en 2025).

28.2 Pertes de crédit attendues – Forward looking

Le Groupe calcule les pertes de crédit attendues (*expected credit losses* ou ECL) en utilisant 3 principales composantes : la probabilité par défaut, la perte en cas de défaut et l'exposition au défaut. Les ECL doivent également prendre en compte les effets de la conjoncture économique future ou *Forward Looking*. Pour intégrer cette composante *Forward-Looking*, le Groupe retient 3 scénarios : un scénario central, un scénario alternatif favorable et un scénario alternatif dégradé. Ces scénarios comportent des projections pour l'ensemble des variables macroéconomiques nécessaires au fonctionnement des modèles développés afin d'obtenir des probabilités de défaut à maturité et pertes en cas de défaut à maturité.

Les principales caractéristiques de ces scénarios sont les suivantes :

- l'horizon des prévisions de la conjoncture économique futures est de 3 ans ;
- ils sont définis par le département des Etudes Economiques de la Direction Stratégique du Groupe, à partir de scénarii déterminés par la Caisse des Dépôts ;
- les scénarios retenus sont des scénarii économiques globaux et cohérents : ils s'appliquent uniformément sur l'ensemble de La Banque Postale avec des impacts potentiellement opposés sur certains segments de produits ou de clientèle, reflétant ainsi la diversification du portefeuille (à titre d'illustration, il n'est pas possible, dans un scénario donné, de disposer d'une projection de taux d'intérêt différente pour mesurer les probabilités de défaut life time de la clientèle de détail et celles de la clientèle souveraine) ;
- les scénarios proposés ne sont pas nécessairement des scénarios adverses sur le strict volet du risque de crédit : il n'est pas cherché à travers les scénarii IFRS 9 à quantifier des risques de pertes dans un environnement très dégradé dont la probabilité d'occurrence est très faible, mais plutôt d'appliquer des scénarii plausibles d'une manière générale, dont la probabilité d'occurrence s'écarte d'un écart type de la probabilité d'occurrence du scénario central ;
- les scénarios ne sont pas nécessairement construits pour avoir un impact fort sur la composante spécifiquement crédit : des scénarii dégradés dont la probabilité d'occurrence est élevée peuvent être retenus alors même que leur impact principal est sur la composante « taux » ;
- les scénarios retenus sont les scénarios utilisés dans d'autres processus régaliens de l'établissement (plan stratégique, budget, exercices de stress tests de l'ICAAP, reportings réglementaires).

Ces scénarios sont documentés, et comportent des projections pour l'ensemble des variables macroéconomiques nécessaires au fonctionnement des modèles développés pour obtenir des pertes en cas de défaut et probabilités de défaut à maturité. La probabilité d'occurrence de chaque scénario fait l'objet d'une documentation par le département des Études économiques de La Banque Postale. Le dispositif s'appuie sur un nombre significatif de modèles. L'ensemble des modèles utilisés dans le dispositif IFRS 9 fait l'objet d'une revue indépendante par l'équipe

Validation des Modèles sur une base régulière et est validé en Comité de Validation des Modèles avant utilisation. Pour tenir compte de la concentration en France de son portefeuille et à ce titre disposer de projections précises, La Banque Postale s'appuie sur les compétences du Groupe Caisse des dépôts et consignations et celles du Département des études économiques de La Banque Postale en matière de scénario macroéconomique. Au premier semestre 2026, les scénarii intégrés par La Banque Postale dans ses traitements de calcul des provisions en norme IFRS 9 sont ainsi les suivants :

Scénario central

Cette prévision retient un « scénario de résolution » rapide du conflit au Moyen-Orient (avant l'été) qui reposerait sur une désescalade militaire, une ouverture du détroit d'Ormuz et une reprise des flux commerciaux. Au total, le prix des hydrocarbures refluerait (sans forcément retrouver les niveaux d'avant-guerre). La poussée inflationniste serait temporaire, concentrée entre mars 2026 et mars 2027, inscrivant l'inflation à 1,9 % en France en moyenne sur l'année 2026 (vs. 1,2 % dans un scénario sans guerre). L'inflation reste sous les 2 % sur l'horizon de projection. Selon les effets indirects (notamment sur l'alimentaire) et potentiellement de second tour (emprise sur les anticipations d'inflation, les salaires...), elle redessine les perspectives de politique monétaire et pousserait la BCE à augmenter ses taux directeurs jusqu'à 2 fois 25 pb. La BCE devant composer entre moindre croissance, absence d'emprise des taux directeurs sur un choc de prix importés, et risque de dérapage des anticipations d'inflation. Pour la France, en moyenne 2026, la croissance serait amoindrie par la ponction extérieure sur le pouvoir d'achat et la hausse de l'incertitude déjà visible chez les ménages et les entreprises (0,8 % plutôt que 1 % avec des trimestres à croissance nulle comme le T1). L'activité se reprendrait en 2027 avec la fin du conflit.

Ce scénario est un scénario proposé par les Etudes Economiques de La Banque Postale et les projections de certaines de ses variables sont détaillées ci-dessous :

Scénario en vigueur au 30/06/2026						
Variables	T0	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
PIB France (taux de croissance annuel)	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Taux de chômage France (taux moyen annuel)	8,1	7,9	7,7	7,5	7,5	7,5
OAT 10 ans (moyenne annuelle)	3,58	3,54	3,44	3,40	3,40	3,40
Inflation France (variation)	1,9	1,7	1,7	1,8	1,9	1,9

Scénario en vigueur au 31/12/2025						
Variables	T0	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
PIB France (taux de croissance annuel)	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,0
Taux de chômage France (taux moyen annuel)	7,4	7,5	7,6	7,6	7,6	7,5
OAT 10 ans (moyenne annuelle)	3,38	3,56	3,54	3,44	3,40	3,40
Inflation France (variation)	1,1	1,5	1,8	1,9	2,0	2,0

Scénario adverse

Il décrit un emballement du risque géopolitique mondial, avec tensions commerciales et envolée du prix des matières premières, conduisant à un choc inflationniste de grande ampleur. Les banques centrales durcissent leur politique monétaire pour combattre l'inflation, tirant les taux longs vers le haut et amplifiant l'effet déjà haussier lié à la revalorisation des primes d'inflation ; les marchés actions et immobiliers corrigent fortement et l'activité économique se retourne. Les tensions géopolitiques persistent, et la forte inflation aussi en dépit des efforts des banques centrales, maintenant les économies dans un régime de stagflation et de taux très élevés. Sur la base des métriques disponibles dans la littérature, des scénarios de guerre commerciale extrême sont également couverts par ce scénario dégradé.

Ce scénario est un scénario proposé par la Caisse des Dépôts, et les projections de certaines de ses variables sont détaillées ci-dessous :

Variables	Scénario en vigueur au 30/06/2026					
	T0	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
PIB France (taux de croissance annuel)	1,0	-1,5	0,0	0,5	0,5	0,5
Taux de chômage France (taux moyen annuel)	7,8	8,9	9,5	9,9	10,0	10,0
OAT 10 ans (moyenne annuelle)	3,56	5,45	5,69	5,50	5,50	5,50
Inflation France (variation)	1,2	5,5	4,0	3,5	3,5	3,5

Variables	Scénario en vigueur au 31/12/2025					
	T0	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
PIB France (taux de croissance annuel)	0,7	-1,5	0,0	0,5	0,5	0,5
Taux de chômage France (taux moyen annuel)	7,4	8,7	9,2	9,5	9,6	9,6
OAT 10 ans (moyenne annuelle)	3,38	5,48	5,69	5,50	5,50	5,50
Inflation France (variation)	1,1	5,5	4,0	3,5	3,5	3,5

Scénario favorable

Le scénario haussier suppose une croissance française plus soutenue que dans le scénario central pour deux raisons : d'une part une baisse du taux d'épargne qui soutiendrait la consommation et, d'autre part, un effet multiplicateur des dépenses budgétaires en Allemagne plus marqué qu'attendu. A moyen terme, à partir de 2027, on ferait l'hypothèse d'une clarification politique après la présidentielle, qui permettrait de mener une politique budgétaire rigoureuse mais dont les effets sur la croissance serait compensée par des effets ricardiens, une réduction du sentiment d'incertitude et une prime de risque de l'OAT plus faible que dans le central, y compris à moyen terme. Sur le plan international, on suppose que l'instabilité politique qui a caractérisé l'année 2025 se réduirait. On suppose que ces éléments n'auraient pas d'effets sur l'inflation. Cette dernière bénéficierait aussi d'une offre de pétrole abondante. Les politiques monétaires seraient comparables à celles du central.

Ce scénario est un scénario proposé par le département des études économiques de La Banque Postale. Les projections de certaines de ses variables sont détaillées ci-dessous :

Variables	Scénario en vigueur au 30/06/2026					
	T0	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
PIB France (taux de croissance annuel)	1,0	1,3	1,5	1,3	1,2	1,1
Taux de chômage France (taux moyen annuel)	7,8	7,6	7,3	7,0	6,9	6,9
OAT 10 ans (moyenne annuelle)	3,56	3,51	3,24	3,20	3,30	3,30
Inflation France (variation)	1,2	1,5	1,7	1,8	1,9	1,9

Variables	Scénario en vigueur au 31/12/2025					
	T0	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
PIB France (taux de croissance annuel)	0,7	1,2	1,5	1,4	1,1	1,0
Taux de chômage France (taux moyen annuel)	7,4	7,4	7,2	7,1	7,0	6,9
OAT 10 ans (moyenne annuelle)	3,38	3,44	3,34	3,24	3,20	3,20
Inflation France (variation)	1,1	1,35	1,61	1,75	1,93	1,97

Pondération de chacun des trois scénarios

Les pondérations données à chaque scénario sont proposées par le département des Études économiques de La Banque Postale. Les pondérations ont été maintenues inchangées au 30 juin 2026.

Scénarios	Scénarios en vigueur en 2026	Scénarios 2025
Central	60%	60%
Adverse	30%	30%
Favorable	10%	10%

Analyse de sensibilité des scénarios macro-économiques sur les pertes attendues :

Les analyses de sensibilités ont été conduites sur les périmètres relatifs au risque de crédit aux personnes morales et personnes physiques, sur les paramètres des ECL statistiques (soit hors provisions à dire d'expert s'agissant de la clientèle Personnes Morales).

La sensibilité des ECL sur la clientèle de détail est relativement modérée sur ce segment, avec une amplitude de [-0,3 % ; + 2,3 %] d'ECL autour du scénario central selon les scénarios, avant pondération.

La sensibilité des ECL sur la clientèle de personnes morales est plus marquée sur ce segment, avec une amplitude de [- 4 % ; + 42 %] d'ECL autour du scénario central selon les scénarios, avant pondération, la volatilité étant plus élevée sur les expositions du segment souverains et établissements de crédit.

NOTE 29 CONTRATS D'ASSURANCE ET DE REASSURANCE

29.1 Contrats d'assurance émis

29.2 Activités d'assurance

a) Marge financière

b) Compte de résultat assurance

29.3 Placements des activités d'assurance

29.4 Informations sur les passifs d'assurance

a) Contrats d'assurance et de réassurance par modèles d'évaluation

b) Contrats d'assurance et de réassurance par composantes comptables

29.1 Contrats d'assurance émis

■ Produits des contrats d'assurance émis

(en millions d'euros)	30/06/2026	30/06/2025
Contrats comptabilisés selon les modèles BBA et VFA	5 794	5 629
Montants relatifs aux variations du passif au titre de la couverture restante liés à :	5 169	4 987
Montant de la marge sur services contractuels comptabilisé en résultat en raison de la fourniture de services au cours de la période	1 095	1 082
Relâchement de l'ajustement au titre du risque non financier	124	120
Produits afférents aux contrats d'assurance émis attendus au cours de la période nets de l'amortissement de la composante de perte	3 415	3 349
Ajustements liés à l'expérience sur les primes reçues et les frais d'acquisition	536	436
Frais d'acquisitions alloués à la période	625	641
Contrats comptabilisés selon le modèle PAA	802	816
TOTAL	6 596	6 444

■ Charges afférentes aux contrats d'assurance émis

(en millions d'euros)	Contrats comptabilisés selon les modèles BBA et VFA	Contrats comptabilisés selon le modèle PAA	30/06/2026
Sinistres survenus et autres charges afférentes aux activités d'assurance	(5 124)	(677)	(5 801)
Amortissement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	(625)		(625)
Ajustements des passifs pour sinistres survenus	1 203	43	1 246
Pertes et reprises sur les groupes de contrats déficitaires	6		6
TOTAL	(4 539)	(635)	(5 174)

(en millions d'euros)	Contrats comptabilisés selon les modèles BBA et VFA	Contrats comptabilisés selon le modèle PAA	30/06/2025
Sinistres survenus et autres charges afférentes aux activités d'assurance	(5 432)	(653)	(6 085)
Amortissement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	(641)	(5)	(647)
Ajustements des passifs pour sinistres survenus	1 715	21	1 736
Pertes et reprises sur les groupes de contrats déficitaires	29		29
TOTAL	(4 330)	(637)	(4 967)

Le montant des charges afférentes aux contrats d'assurance émis contient la marge perçue par le Groupe au titre de la gestion et de la distribution des contrats d'assurance des filiales. Elle est calculée comme la différence entre les commissions perçues et les frais sous-jacents déterminés à l'aide d'un coefficient d'exploitation analytique spécifique aux activités d'assurance.

29.2 Activités d'assurance

a) Marge financière

	30/06/2026	30/06/2025
<i>(en millions d'euros)</i>		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Gains ou pertes nets des actifs financiers à la juste valeur par résultat	8 316	5 648
Total	8 316	5 648
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Gains ou pertes nets des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	(303)	(153)
Intérêts calculés selon la méthode TIE	2 169	1 778
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 315	298
Dépréciation	18	25
Total	3 199	1 948
Actifs financiers au coût amorti		
Gains ou pertes nets des actifs financiers au coût amorti	1	0
Intérêts calculés selon la méthode TIE	215	135
Dépréciation	0	(0)
Total	216	135
Actifs financiers à la juste-valeur par capitaux non recyclables		
Revenus comptabilisés en résultat	383	456
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	704	1 128
Total	1 087	1 583
Immeubles de placement		
Gains ou pertes nets des immeubles de placement (nets de dépréciation)	51	37
Total	51	37
Autres éléments des revenus nets de placement	(33)	(131)
Revenus des placements (impact résultat et capitaux propres)	12 837	9 221
Effets de désactualisation et intérêts accumulés sur les contrats d'assurance	(296)	(234)
Changement de juste valeur des éléments sous-jacents	(10 116)	(6 796)
Changement de taux et d'environnement économique	(1 788)	(1 075)
Effet de l'atténuation du risque	153	151
Ecart de change dans les charges financières d'assurance	(0)	(0)
Produits ou charges financières d'assurance	(12 048)	(7 954)
<i>dont comptabilisés directement en capitaux propres</i>	<i>(1 796)</i>	<i>(1 041)</i>
<i>dont comptabilisés au compte de résultat</i>	<i>(10 252)</i>	<i>(6 914)</i>
Effets de désactualisation et Intérêts accumulés sur les contrats de réassurance détenus	208	220
Changements de taux et d'environnement économique	122	(79)
Autres effets financiers sur les contrats de réassurance détenus	(221)	(193)
Produits financiers ou charges financières afférents aux contrats de réassurance détenus	109	(51)
<i>dont comptabilisés directement en capitaux propres</i>	<i>(6)</i>	<i>(3)</i>
<i>dont comptabilisés au compte de résultat</i>	<i>115</i>	<i>(49)</i>
MARGE FINANCIERE	899	1 216
<i>dont comptabilisés directement en capitaux propres</i>	<i>217</i>	<i>383</i>
<i>dont comptabilisés au compte de résultat</i>	<i>681</i>	<i>833</i>

b) Compte de résultat assurance

	30/06/2026	30/06/2025
<i>(en millions d'euros)</i>		
Produits des contrats d'assurance émis	6 596	6 444
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis	(5 255)	(5 056)
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus	(20)	(45)
Résultat des activités d'assurance	1 321	1 343
Produits des placements nets de charges	3 844	3 447
Plus ou moins-values de cession des placements	(336)	(284)
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	6 978	4 521
Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance	(10)	29
Gains et pertes relatifs à la décomptabilisation d'actifs au coût amorti	1	
Intérêts calculés selon la méthode TIE	160	(192)
Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis	(10 257)	(6 914)
Produits financiers ou charges financières afférents aux contrats de réassurance détenus	121	(49)
Produits financiers nets de charges	502	559
Charges et produits des autres activités	55	55
Autres produits et charges opérationnels courants	(380)	(369)
Autres produits et charges courants	(325)	(314)
Résultat opérationnel courant	1 498	1 588
Autres produits et charges opérationnels non courants	(2)	(5)
Résultat opérationnel	1 495	1 584
Charges de financement	(73)	(87)
Variation de valeurs des actifs incorporels		(7)
Quote-part de résultat dans les sociétés mises en équivalence	12	9
Impôts sur les résultats	(564)	(485)
Résultat après impôt des activités destinées à être cédées ou abandonnées		(13)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	870	1 000
Participations ne donnant pas droit au contrôle	150	134
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	721	866

29.3 Placements des activités d'assurance

Ventilation par catégories comptables

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	213 242	200 046
Instruments dérivés de couverture	27	22
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	14 994	15 770
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	189 680	190 107
Titres au coût amorti	5 144	5 000
Immeubles de placement	6 077	6 340
Participations dans les entreprises mises en équivalence	1 115	1 086
PLACEMENTS DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE	430 279	418 370

Les lignes actifs financiers à la juste valeur par résultat et les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables et recyclables sont détaillés ci-après :

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Instruments de dettes	187 367	175 121
Effets publics et valeurs assimilées	1 731	2 148
Obligations et autres titres à revenu fixe	13 257	13 350
OPCVM	61 867	57 457
Actifs représentatifs de contrats en UC	107 060	98 673
Prêts et avances	3 451	3 494
Instruments de capitaux propres	25 003	23 968
Actions et autres titres à revenu variable	16 727	16 814
Actifs représentatifs de contrats en UC	8 276	7 153
Instruments dérivés	872	958
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	213 242	200 046

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en millions d'euros)	30/06/2026		31/12/2025	
	Juste valeur	Gains / pertes cumulés latents	Juste valeur	Gains / pertes cumulés latents
Effets publics et valeurs assimilées	90 477	(19 677)	90 654	(20 561)
Obligations et autres titres à revenu fixe	99 203	(5 756)	99 453	(6 190)
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES	189 680	(25 433)	190 107	(26 751)
Impôts		6 969		7 263
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (nets d'impôts)		(18 463)		(19 488)
Actions, autres titres à revenu variable et autres titres détenus à long terme	14 994	4 712	15 770	4 741
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES	14 994	4 712	15 770	4 741
Impôts		(991)		(998)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (nets d'impôts)		3 722		3 743

29.4 Informations sur les passifs d'assurance

a) Contrats d'assurance et de réassurance par modèles d'évaluation

		30/06/2026		
		Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	Contrats évalués selon le modèle PAA	TOTAL
(en millions d'euros)	Note			
Au titre de la couverture restante		971	125	1 096
Contrats évalués selon le modèle PAA			125	125
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA		971		971
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs		1 375		1 375
Ajustement au titre du risque non financier		(78)		(78)
Marge sur services contractuels		(326)		(326)
Au titre des sinistres survenus		(217)		(217)
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs		(211)		(211)
Ajustement au titre du risque non financier		(6)		(6)
Au titre des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition non encore affectés aux contrats d'assurance		0	4	4
Contrats d'assurance émis - actif (1)	Note 16	754	129	883
Au titre de la couverture restante		384 364	431	384 794
Contrats évalués selon le modèle PAA			431	431
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA		384 364		384 364
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs		363 329		363 329
Ajustement au titre du risque non financier		1 316		1 316
Marge sur services contractuels		19 719		19 719
Au titre des sinistres survenus		7 043	822	7 864
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs		6 959	784	7 743
Ajustement au titre du risque non financier		84	37	121
Contrats d'assurance émis – passif (2)		391 406	1 252	392 659
(hors contrats financiers sans participation discrétionnaire)				
Contrats d'assurance (affaires directes et acceptations)	(2) - (1)	390 653	1 123	391 776
Au titre des opérations d'assurance relatives à des contrats financiers (sans participation discrétionnaire) (3)				1 861
CONTRATS D'ASSURANCE EMIS - PASSIF (2) + (3)	Note 22			394 520
Au titre de la couverture restante		5 387	66	5 453
Contrats évalués selon le modèle PAA			66	66
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA		5 387		5 387
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs		5 027		5 027
Ajustement au titre du risque non financier		91		91
Marge sur services contractuels		270		270
Au titre des sinistres survenus		642	198	840
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs		637	191	828
Ajustement au titre du risque non financier		5	7	12
Contrats de réassurance détenus - Actif (1)		6 029	264	6 293
(hors contrats financiers sans participation discrétionnaire)				
Au titre des opérations de réassurance relatives à des contrats financiers (sans participation discrétionnaire)				14
Contrats de réassurance détenus - actif	Note 16			6 307
Au titre de la couverture restante		20		20
Contrats évalués selon le modèle PAA				
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA		20		20
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs		12		12
Ajustement au titre du risque non financier		(6)		(6)
Marge sur services contractuels		13		13
Au titre des sinistres survenus		(9)		(9)
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs		(9)		(9)
Ajustement au titre du risque non financier		(0)		(0)
Contrats de réassurance détenus – passif (2)	Note 22	10		10
(hors contrats financiers sans participation discrétionnaire)				
CONTRATS DE REASSURANCE DETENUS NETS (1) - (2)		6 018	264	6 283

		31/12/2025		
	Note	Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	Contrats évalués selon le modèle PAA	TOTAL
(en millions d'euros)				
Au titre de la couverture restante		937	144	1 081
Contrats évalués selon le modèle PAA			144	144
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA		937		937
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs		1 314		1 314
Ajustement au titre du risque non financier		(75)		(75)
Marge sur services contractuels		(302)		(302)
Au titre des sinistres survenus		(197)	2	(195)
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs		(191)	2	(190)
Ajustement au titre du risque non financier		(6)		(6)
Au titre des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition non encore affectés aux contrats d'assurance		0	4	4
Contrats d'assurance émis - actif	(1) Note 16	740	150	890
Au titre de la couverture restante		371 297	552	371 849
Contrats évalués selon le modèle PAA			552	552
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA		371 297		371 297
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs		350 850		350 850
Ajustement au titre du risque non financier		1 364		1 364
Marge sur services contractuels		19 082		19 082
Au titre des sinistres survenus		5 928	811	6 739
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs		5 846	761	6 607
Ajustement au titre du risque non financier		82	51	132
Contrats d'assurance émis - passif	(2)	377 224	1 363	378 588
(hors contrats financiers sans participation discrétionnaire)				
Contrats d'assurance (affaires directes et acceptations)	(2) - (1)	376 484	1 214	377 698
Au titre des opérations d'assurance relatives à des contrats financiers (sans participation discrétionnaire)	(3)			1 886
CONTRATS D'ASSURANCE EMIS - PASSIF	(2) + (3) Note 22			380 474
Au titre de la couverture restante		5 454	58	5 512
Contrats évalués selon le modèle PAA			58	58
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA		5 454		5 454
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs		5 097		5 097
Ajustement au titre du risque non financier		92		92
Marge sur services contractuels		265		265
Au titre des sinistres survenus		532	197	729
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs		526	189	715
Ajustement au titre du risque non financier		6	7	13
Contrats de réassurance détenus - Actif (1)		5 986	255	6 240
(hors contrats financiers sans participation discrétionnaire)				
Au titre des opérations de réassurance relatives à des contrats financiers				15
(sans participation discrétionnaire)				
Contrats de réassurance détenus - actif	Note 16			6 255
Au titre de la couverture restante		20		20
Contrats évalués selon le modèle PAA				
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA		20		20
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs		14		14
Ajustement au titre du risque non financier		(6)		(6)
Marge sur services contractuels		12		12
Au titre des sinistres survenus		(9)		(9)
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs		(9)		(9)
Ajustement au titre du risque non financier		(0)		(0)
Contrats de réassurance détenus - passif	(2)	11		11
(hors contrats financiers sans participation discrétionnaire)	Note 22			
CONTRATS DE REASSURANCE DETENUS NETS	(1) - (2)	5 975	255	6 229

b) Contrats d'assurance et de réassurance par composantes comptables

■ Marge intra-groupe

La Banque Postale distribue et gère des contrats d'assurance pour le compte de ses filiales. Cette activité génère des frais de distribution et de gestion dans les comptes aux bornes du Groupe.

Les filiales d'assurance versent des commissions à La Banque Postale, au titre de la distribution et de la gestion des contrats d'assurance. Ces commissions incorporent une marge facturée par La Banque Postale.

Sous IFRS 17, la composante représentant l'engagement de l'assurance envers ses assurés, la valeur actuelle des flux futurs ou *Best Estimate*, incorpore notamment l'ensemble des frais rattachables aux activités d'assurance dont les frais de distribution et de gestion des contrats d'assurance.

Au niveau des filiales d'assurance, ce sont donc les commissions, y compris la marge, qui vont être incluses dans le *Best Estimate*.

Au niveau du Groupe, la marge perçue représente un profit et non un coût, et ne peut être incorporée dans le *Best Estimate*. Elle doit donc être intégrée dans la marge sur services contractuels (ou CSM, c'est-à-dire les profits futurs).

Par conséquent, la CSM en vision Groupe diffère de la CSM aux bornes des filiales d'assurance, i.e. la CSM en vision assurance. La CSM Groupe intègre une composante représentative de la marge intragroupe déterminée en appliquant un coefficient d'exploitation estimé aux commissions de distribution et de gestion. Cette marge est intégrée dans la CSM aux bornes du Groupe.

(en millions d'euros)	Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	TOTAL
SOLDE NET DE CLOTURE - VISION ASSURANCE ^(a) Au 30 juin 2026	370 653	1 484	18 516	390 653
Commissions de distribution et de gestion des contrats d'assurance - Eliminations intragroupes	(1 529)		1 529	
SOLDE NET DE CLOTURE - VISION GROUPE Au 30 juin 2026	369 124	1 484	20 045	390 653
SOLDE NET D'OUVERTURE - VISION ASSURANCE ^(a) Au 31 décembre 2025	357 313	1 527	17 644	376 484
Commissions de distribution et de gestion des contrats d'assurance - Eliminations intragroupes	(1 740)		1 740	
SOLDE NET D'OUVERTURE - VISION GROUPE Au 31 décembre 2025	355 573	1 527	19 384	376 484
SOLDE NET D'OUVERTURE - VISION ASSURANCE ^(a) Au 31 décembre 2024	345 941	1 569	14 879	362 390
Commissions de distribution et de gestion des contrats d'assurance - Eliminations intragroupes	(1 776)		1 776	
SOLDE NET D'OUVERTURE - VISION GROUPE Au 31 décembre 2024	344 165	1 569	16 655	362 390

(a) Fait l'objet des analyses par composantes comptables et par périodes de couverture.

■ Courbes des taux

Les courbes de taux, utilisées pour actualiser les estimations des flux de trésorerie futurs qui ne varient pas en fonction des rendements des éléments sous-jacents, sont présentées dans les tableaux ci-dessous :

	Devise	30/06/2026				
		1 an	5 ans	10 ans	20 ans	30 ans
Groupe CNP Assurances	EUR	3,40%	3,50%	3,70%	3,90%	3,80%
Filiales du pôle assurance non-vie	EUR	[2,99% ; 3,09%]	[3,15% ; 3,21%]	[3,31% ; 3,37%]	[3,53% ; 3,61%]	[3,41% ; 3,51%]
Filiales Europe hors France	EUR	2,50%	2,70%	3,10%	3,20%	3,20%
Filiales brésiliennes	BRL	[14,13% ; 14,37%]	[14,21% ; 14,45%]	[14,46% ; 14,70%]	[12,70% ; 12,90%]	[10,77% ; 10,91%]

	Devise	31/12/2025				
		1 an	5 ans	10 ans	20 ans	30 ans
Groupe CNP Assurances	EUR	2,83%	3,26%	3,64%	3,99%	3,90%
Filiales du pôle assurance non-vie	EUR	[2,41% ; 2,49%]	[2,69% ; 2,77%]	[3,06% ; 3,14%]	[3,40% ; 3,48%]	[3,39% ; 3,46%]
Filiales Europe hors France	EUR	2,52%	2,81%	3,18%	3,52%	3,49%
Filiales brésiliennes	BRL	[14,03% ; 14,66%]	[13,41% ; 13,82%]	[14,21% ; 14,42%]	[12,87% ; 12,95%]	[10,98% ; 11,03%]

■ Analyse par composante comptable des contrats comptabilisés selon les modèles BBA et VFA - Assurance (vision assurance)

(en millions d'euros)	Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	30/06/2026
Solde des actifs à l'ouverture	(1 123)	81	302	(740)
Solde des passifs à l'ouverture	358 436	1 446	17 342	377 224
SOLDE NET D'OUVERTURE	357 313	1 527	17 644	376 484
Variations liées aux services futurs	(1 842)	50	1 810	18
Changements dans les estimations qui entraînent un ajustement de la marge sur services contractuels	(911)	(68)	974	(5)
Changements dans les estimations qui entraînent des pertes et reprises sur les groupes de contrats déficitaires	17	4		21
Effet des contrats comptabilisés au cours de la période	(948)	113	836	1
Variations liées aux services rendus au cours de la période	1 180	(87)	(1 095)	(2)
Montant de la marge sur services contractuels comptabilisé en résultat net en raison de la fourniture de services au cours de la période			(1 095)	(1 095)
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier		(87)		(87)
Ajustements liés à l'expérience	1 180			1 180
Variations liées aux services passés	(1 165)	(37)		(1 202)
Ajustements au titre des sinistres survenus	(1 165)	(37)		(1 202)
Résultat des activités d'assurance	(1 828)	(73)	715	(1 186)
Produits financiers (ou charges financières) d'assurance	14 666	31	156	14 853
Produits financiers (ou charges financières) d'assurance ^(a)	12 109	15	(83)	12 042
Effets des différences de change	2 557	15	239	2 811
TOTAL des variations du résultat et des OCI	12 838	(43)	871	13 667
TOTAL des flux de trésorerie	496			496
Autres mouvements de consolidation et variation de périmètre	6	(0)		5
SOLDE NET DE CLOTURE	370 653	1 484	18 516	390 653
Solde des actifs à la clôture	(1 164)	84	326	(754)
Solde des passifs à la clôture	371 817	1 400	18 190	391 406

(a) Hors différence de change.

(en millions d'euros)	Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	31/12/2025
Solde des actifs à l'ouverture	(1 114)	65	234	(816)
Solde des passifs à l'ouverture	347 056	1 504	14 646	363 206
SOLDE NET D'OUVERTURE	345 941	1 569	14 880	362 390
Variations liées aux services futurs	(5 105)	147	4 995	37
Changements dans les estimations qui entraînent un ajustement de la marge sur services contractuels	(3 177)	(51)	3 210	(18)
Changements dans les estimations qui entraînent des pertes et reprises sur les groupes de contrats déficitaires	(16)	34		19
Effet des contrats comptabilisés au cours de la période	(1 913)	164	1 785	36
Variations liées aux services rendus au cours de la période	857	(206)	(2 185)	(1 534)
Montant de la marge sur services contractuels comptabilisé en résultat net en raison de la fourniture de services au cours de la période			(2 185)	(2 185)
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier		(206)		(206)
Ajustements liés à l'expérience	857			857
Variations liées aux services passés	(855)	(3)		(857)
Ajustements au titre des sinistres survenus	(855)	(3)		(857)
Résultat des activités d'assurance	(5 103)	(62)	2 810	(2 355)
Produits financiers (ou charges financières) d'assurance	15 821	16	(82)	15 754
Produits financiers (ou charges financières) d'assurance ^(a)	15 933	19	(61)	15 891
Effets des différences de change	(112)	(3)	(21)	(137)
TOTAL des variations du résultat et des OCI	10 718	(46)	2 728	13 400
TOTAL des flux de trésorerie	642			642
Autres mouvements de consolidation et variation de périmètre	13	4	36	53
SOLDE NET DE CLOTURE	357 313	1 527	17 644	376 484
Solde des actifs à la clôture	(1 123)	81	302	(740)
Solde des passifs à la clôture	358 436	1 446	17 342	377 224

(a) Hors différence de change.

■ **Analyse par composante comptable des contrats comptabilisés selon le modèle BBA - Contrats de réassurance détenus**

(en millions d'euros)	Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	30/06/2026
Solde des actifs à l'ouverture	5 623	98	265	5 986
Solde des passifs à l'ouverture	(5)	6	(12)	(11)
SOLDE NET D'OUVERTURE	5 618	104	253	5 975
Variations liées aux services futurs	(8)	6	13	11
Changements dans les estimations qui entraînent un ajustement de la marge sur services contractuels	8	(1)	(7)	0
Effet des contrats comptabilisés au cours de la période	(16)	7	20	11
Variations liées aux services rendus au cours de la période	48	(6)	(10)	32
Montant de la marge sur services contractuels comptabilisé en résultat net en raison de la fourniture de services au cours de la période			(10)	(10)
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier		(6)		(6)
Ajustements liés à l'expérience	48			48
Variations liées aux services passés	(41)	(4)		(45)
Ajustement des sinistres survenus	(41)	(4)		(45)
Charges ou produits nets des contrats de réassurance	(1)	(4)	3	(2)
Produits financiers (ou charges financières) des contrats de réassurance détenus ^(a)	103	1	(0)	104
TOTAL des variations du résultat global	102	(3)	3	102
TOTAL des flux de trésorerie	(59)			(59)
Autres mouvements de consolidation et variation de périmètre	(0)	(0)	(0)	(0)
SOLDE NET DE CLOTURE	5 661	101	256	6 018
Solde des actifs à la clôture	5 664	95	270	6 029
Solde des passifs à la clôture	(3)	6	(13)	(10)

(a) Hors effet de l'évolution du risque de non-exécution.

	Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	31/12/2025
<i>(en millions d'euros)</i>				
Solde des actifs à l'ouverture	5 849	115	250	6 213
Solde des passifs à l'ouverture	(9)	8	(9)	(10)
SOLDE NET D'OUVERTURE	5 840	123	241	6 203
Variations liées aux services futurs	23	(4)	11	31
Changements dans les estimations qui entraînent un ajustement de la marge sur services contractuels	40	(8)	(31)	1
Effet des contrats comptabilisés au cours de la période	(17)	4	43	30
Variations liées aux services rendus au cours de la période	(10)	(14)	2	(22)
Montant de la marge sur services contractuels comptabilisé en résultat net en raison de la fourniture de services au cours de la période			2	2
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier		(14)		(14)
Ajustements liés à l'expérience	(10)			(10)
Variations liées aux services passés	(43)	(2)		(45)
Ajustement des sinistres survenus	(43)	(2)		(45)
Charges ou produits nets des contrats de réassurance	(30)	(20)	13	(36)
Produits financiers (ou charges financières) des contrats de réassurance détenus ^(a)	(70)	1	(1)	(69)
TOTAL des variations du résultat global	(99)	(18)	12	(105)
TOTAL des flux de trésorerie	(123)			(123)
Autres mouvements de consolidation et variation de périmètre	0		(0)	
SOLDE NET DE CLOTURE	5 618	104	253	5 975
Solde des actifs à la clôture	5 623	98	265	5 986
Solde des passifs à la clôture	(5)	6	(12)	(11)

(a) Hors effet de l'évolution du risque de non-exécution.

3

Rapport des
commissaires
aux comptes
sur l'information
financière
semestrielle

La Poste

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

Période du 1er janvier 2026 au 30 juin 2026

La Poste

Société anonyme

RCS : Paris 356 000 000

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier 2026 au 30 juin 2026

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société La Poste, relatifs à la période du 1er janvier 2026 au 30 juin 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois- Perret, le 31 juillet 2026

KPMG SA

Paris La Défense, le 31 juillet 2026

Gonzague Senlis

Associé

Natacha André

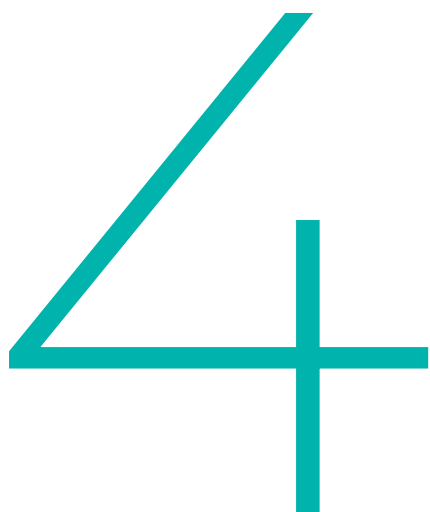
Associée

Stéphanie Millet

Associée

Xavier de Coninck

Associé



Attestation de la personne responsable



Attestation de la personne responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le premier semestre 2026 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en section 1 du présent rapport présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes et qu'il décrit les principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 31 juillet 2026

La Présidente-Directrice générale

Marie-Ange Debon



DIRECTION DES FINANCES GROUPE
9 rue du Colonel Pierre Avia - 75757 PARIS CEDEX 15
Tél : +33 (0)1 55 44 00 00
www.lapostegroupe.com